

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

SÉANCE PUBLIQUE DU:

JEUDI 15 DÉCEMBRE 2016

TOME V

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Réalisation des nouveaux locaux techniques de la Direction mutualisée Evenementiel-Protocole ZAC de Garosud Autorisation de déposer des autorisations d'urbanisme et autorisation de lancement des procédures de consultation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du projet de mutualisation des services et pour répondre aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité des locaux professionnels, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de construire de nouveaux locaux techniques pour les agents concernés de la Direction « Evenementiel-Protocole » de la Ville de Montpellier et de la Direction « Protocole » de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'activité logistique du Protocole de la Ville et de la Métropole est répartie actuellement sur différents sites disséminés sur le territoire de la ville. Les locaux sont vétustes voire, dans certains cas, insalubres et ne répondent plus aux besoins en matière d'hygiène et de sécurité.

La Ville et la Métropole se sont clairement prononcées pour la construction d'un bâtiment, regroupant les activités des agents de la Ville et ceux de la Métropole afin de répondre à trois objectifs majeurs :

EFFICACITE : améliorer l'organisation du travail

- Optimiser le temps de travail
- Garantir un service de qualité
- Assurer le rayonnement de la Ville et de la Métropole

RATIONALISATION : optimiser les moyens financiers en améliorant l'organisation des conditions de travail

- « Faire mieux avec moins » c'est-à-dire s'organiser autrement et mieux ;
- Ajuster les moyens de fonctionnement à la baisse des dotations de l'Etat et à l'engagement des élus de ne pas augmenter les impôts ;
- Renforcer l'efficacité dans la bonne gestion des ressources publiques

SECURITE : répondre aux exigences en matière d'hygiène et de sécurité

- Améliorer les conditions de travail des agents ;
- Créer un cadre de travail respectueux des salariés ;
- Réduire le taux d'absentéisme ;

Le programme général de cette opération comprend la création de :

- 480 m² de locaux de stockage,
- 210 m² d'ateliers,
- 300 m² de locaux cuisine/économat/cave à vin,
- 55 m² de vestiaires,
- 200 m² de bureaux,

Pour une superficie totale d'environ 1470 m² de surface au plancher.

Le coût global de l'opération est estimé à 3 344 880.00 TTC.

La conduite de cette opération ainsi que la réalisation de l'étude de maîtrise d'œuvre ont été confiées au service Architecture de la Direction Architecture Immobilier.

Afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme correspondantes, et d'autre part, de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De déposer les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation de ce projet auprès des services compétents,
- De lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération,
- De dire que cette dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 900,
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles municipales à tarif réduit ou gratuit

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à disposition chaque année des salles municipales pour un grand nombre d'associations. Le Conseil municipal du 17 décembre 2015 a validé lors de sa séance une grille tarifaire pour la mise à disposition de celles-ci, et il lui appartient de se prononcer au cas par cas sur les aspects financiers liés à ces occupations.

La délibération du 17 décembre 2015 prévoit :

- La gratuité pour les associations humanitaires ou caritatives et pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire (sous réserve de justification de partenariat avec des associations caritatives ou humanitaires) et pour les structures locales des organisations syndicales représentatives de la collectivité.
- Un demi-tarif pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et entraînant des recettes.
- Un forfait de base pour les associations à caractère social, culturel ou sportif et les établissements publics ou assimilés n'entraînant pas des recettes.

Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité ou le tarif réduit pour les associations, structures ou demandeurs privés dans le cadre de la délibération du 17 décembre 2015 ou hors de ce cadre.

Cette occupation à titre gratuit ou à tarif réduit constitue toutefois une redevance en nature, qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes du bénéficiaire que dans le budget de la Ville.

A cet effet, le tableau ci-après indique le nom du demandeur, la salle, la date de mise à disposition et le montant valorisable de cette mise à disposition pour 34 structures, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 70 796,00 €

| DATE | Salles | Organismes | Tarif de la salle | Tarif appliqué | Valorisation |
|---|------------------------------|---|-------------------|----------------|--------------|
| 02 au 04/12/2016 | SALLE PETRARQUE | LES ENFANTS DU SOLEIL MADAGASCAR | 2 440,00 | 0,00 | 2 440,00 |
| 10/12/2016 | Salle de réceptions Grammont | Eclaireurs et Eclaireuses de France | 2 040,00 | 0,00 | 2 040,00 |
| 17/12/2016 | Salle Jules PAGEZY | PASTORALE PROTESTANTE ET EVANGELIQUE | 1 630,00 | 0,00 | 1 630,00 |
| 19/12/2016; 26/01; 24/03/2017 | Salle Jules PAGEZY | Amicale des Retraités Municipaux | 4 890,00 | 153,00 | 4 737,00 |
| les dimanches 15/01; 19/02, 19/03, 25/06, 15/10; 10/12/17 les jeudis 05/01, 02/02, 09/03, 06/04, 04/05, 08/06, 07/09, 05/10, 09/11, 07/12/17 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association Colonia Espagnola de Montpellier | 9 900,00 | 671,00 | 9 229,00 |
| 05/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Institut CONFUCIUS | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 6, 9, 10, 16, 17, 21, 23, 24, 26, 27, 28, 29, 30, 31/01; 03/02/2017 | CENTRE RABELAIS | Association Chrétiens et Cultures | 24 710,00 | 12 355,00 | 12 355,00 |
| 07/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | AMICALE DES GENS DU SPECTACLE CINEMATOGRAPHIQUE de Montpellier | 450,00 | 30,50 | 419,50 |
| 08/01/2017 | SALLE PETRARQUE | La Baronnie de Caravètes | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 08/01, 12/02, 26/03, 24/09, 8/01, 17/12/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Casa de Espana | 5 400,00 | 366,00 | 5 034,00 |
| 10/01/2017 | Salle Jules PAGEZY | ANR - HERAULT | 1 630,00 | 51,00 | 1 579,00 |
| 10/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | INSET/CNFPT | 450,00 | 30,50 | 419,50 |
| 14/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association Générale Sourds Montpellier Région | 450,00 | 225,00 | 225,00 |
| 14/01/2017 | Salle Jules PAGEZY | Identités et Partage | 1 630,00 | 815,00 | 815,00 |
| 14/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Association Montpelliéraine Universitaire Culture et Sport | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 15/01/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | La GARRIGA | 610,00 | 61,00 | 549,00 |
| 15/01/2017 | Salle de réceptions Grammont | CLUB SPORTIF DES SOURDS DE MONTPELLIER EVASION | 3 000,00 | 102,00 | 2 898,00 |
| 19/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association des Membres de l'Ordre des palmes Académiques | 450,00 | 30,50 | 419,50 |
| 19 et 20/01/2017 | CENTRE RABELAIS | ADAGES | 1 585,00 | 792,50 | 792,50 |
| 20/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association Coeur Marianne | 450,00 | 30,50 | 419,50 |
| 21 et 22/01/2017 | Salle Jules PAGEZY | Montpellier Scrabble | 3 630,00 | 153,00 | 3 477,00 |
| 21/01/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Association montpelliéraine pour un judaïsme humaniste et laïque | 315,00 | 30,50 | 284,50 |
| 21 et 22/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Récits d'Ailleurs | 1 830,00 | 915,00 | 915,00 |
| 22/01/2017 | Salle de réceptions Grammont | Association Amitié France Asie | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 23 et 24/01/2017 | SALLE DES RENCONTRES - Hôtel | CHRU de Montpellier | 5 550,00 | 102,00 | 5 448,00 |
| 24 et 25/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Maison de Heidelberg | 1 220,00 | 61,00 | 1 159,00 |
| 26/01/2017 | Salle de réceptions Grammont | Association Horti.FM | 2 040,00 | 51,00 | 1 989,00 |
| 26/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Association Georges FRECHE | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 27/01/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Coexister | 315,00 | 157,50 | 157,50 |
| 27/01/2017 | SALLE PETRARQUE | Vélocité Grand Montpellier | 610,00 | 30,50 | 579,50 |
| 28/01/2017 | Salle Guillaume de Nogaret | Association de la Cause Freudienne | 315,00 | 157,50 | 157,50 |
| 28/01/2017 | SALLE DES RENCONTRES - Hôtel | Amitié Franco-Vietnamienne Comité Hérault | 3 260,00 | 0,00 | 3 260,00 |
| 28/01/2017 | SALLE JACQUES 1er D'ARAGON | Association des Etudiants Mahorais de Montpellier | 450,00 | 30,50 | 419,50 |
| 28/01/2017 | Salle Jules PAGEZY | Association des Etudiants vietnamiens à Montpellier | 1 630,00 | 0,00 | 1 630,00 |
| TOTAL= | | | 88 320,00 | 17 524,00 | 70 796,00 |

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal:

- D'approuver le tableau précisant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit ou à tarif réduit ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Achat de matériel d'entretien des espaces verts - Appel d'Offres -

Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, et les communes de Castelnau-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, Pérols et Grabels.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, la Ville de Montpellier doit lancer une consultation d'entreprises afin de conclure un accord cadre à bons de commande.

Dans ce cadre et dans un souci d'économie, et en vertu de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Communes de Castelnau le Lez, Villeneuve les Maguelone, Pérols et Grabels, pour l'achat de matériel d'entretien des espaces verts, conformément à la Convention annexée à la présente Délibération.

La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La Commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur. Chaque membre du groupement s'assurera de la bonne exécution du marché en ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre à bons de commande sans minimum ni maximum, conformément aux articles 78 à 80 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette consultation se porte sur l'**Achat de matériel d'entretien des espaces verts.**

Pour la Ville de Montpellier, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour Montpellier Méditerranée Métropole, le montant d'achats estimé sera de **60.000 € HT** par an.

Pour la Commune de Castelnau le Lez, le montant d'achats estimé sera de **2.000 € HT** par an.

Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone, le montant d'achats estimé sera de **1.500 € HT** par an.

Pour la Commune de Pérols, le montant d'achats estimé sera de **9.000 € HT** par an.
Pour la Commune de Grabels, le montant d'achats estimé sera de **1.000 € HT** par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, les Communes de Castelnau le Lez, Villeneuve les Maguelone, Pérols et Grabels, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché,
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes sur le budget investissement de la Ville, nature 2188, tous chapitres,
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016

**Convention de groupement de commandes publiques entre la
Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la
Ville de Castelnau le Lez, Ville de Grabels, la Ville de Pérols et
la Ville de Villeneuve les Maguelone**

**Ayant pour coordonnateur
La Ville de Montpellier**

**Achat de matériels
pour l'entretien des espaces verts**

Entre

La Ville de Montpellier, représentée par M. Max LEVITA, adjoint au Maire, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 2016 ;

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Mme Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente, agissant en vertu de la Délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 2016 ;

La Ville de Castelnau le Lez, représentée par son Maire M. Jean-Pierre GRAND, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 2016 ;

La Ville de Grabels, représentée par son Maire, M. René REVOL, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 2016 ;

La Ville de Pérols, représentée par son Maire, M. Jean-Pierre RICO, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 2016 ;

Et

La Ville de Villeneuve les Maguelone, représentée par son Maire M. Noël SEGURA, agissant en vertu de la Délibération du Conseil Municipal en date du 2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Dans un objectif de coordination et de groupement des achats, afin d'aboutir à des économies d'échelle et de rationaliser les achats et la dépense publique, il a été décidé d'avoir recours à la mutualisation des procédures de passation des marchés par le biais de la présente convention constitutive d'un groupement de commandes.

Les objectifs des membres de ce groupement se traduisent par la mise en place d'un groupement de commandes en vue de la passation du marché de fournitures pour l'achat de matériels pour l'entretien des espaces verts, conformément aux besoins définis par chaque membre.

Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes, en application du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et plus précisément de son article 28, en vue de la passation d'un marché relatif à l'achat de **Matériels pour l'entretien des espaces verts**, au terme d'une procédure commune de passation et d'attribution du marché public, lancée pour le compte des membres du groupement.

La présente convention organise la définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué, conformément à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

L'étendue du groupement issu de la présente convention est celle prévue à l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics : le coordonnateur assurera la passation et l'attribution du marché pour le compte de l'ensemble des membres du groupement, mais également la notification et la signature du marché. Le coordonnateur transmettra à chacun des membres une copie de l'ensemble des pièces du marché. Chaque membre devra ensuite s'assurer de sa bonne exécution.

Article 2 – Définition des besoins et engagement des membres

Sous réserve des dispositions de l'article 3.4 de la présente convention, une fois la procédure de passation lancée, chaque membre du groupement s'engage à signer avec le candidat retenu, à hauteur de ses besoins propres, le marché résultant du présent groupement.

Article 3 – Fonctionnement du groupement

Article 3.1 – Désignation et mission du coordonnateur du groupement

La Ville de Montpellier est désignée par l'ensemble des membres du groupement en qualité de coordonnateur du groupement au sens de l'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

Le coordonnateur sera chargé à ce titre de procéder à l'ensemble de la procédure de mise en concurrence dans le respect de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et de désigner l'attributaire du marché.

Plus précisément, la Ville de Montpellier, en tant que coordonnateur, est chargée des missions suivantes :

Choisir la procédure et le mode de la consultation conformément au droit des Marchés publics.

Lors de la procédure de passation et d'attribution :

- Préparer la procédure de passation et élaborer les documents de la consultation et les documents contractuels (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement, cahier des charges administratives et techniques, pièces financières, etc...) ;
- Procéder aux formalités de publicité et de procédure (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, mise à disposition ou envoi aux entreprises des documents de la consultation, réception et analyse des candidatures et des offres, demande de compléments, négociations le cas échéant, envoi des lettres de « plaisir » et de « regret », élaboration du rapport de présentation, transmission à la préfecture, demande des attestations fiscales et sociales au candidat retenu...) conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres ;
- Organiser, convoquer et gérer la Commission d'appel d'offres.

Après l'attribution du marché :

- Signer les marchés, les notifier au nom de l'ensemble du groupement.

Au stade de l'exécution du marché :

- Gérer la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision des prix,
- Réaliser les avenants,
- Solliciter les attestations sociales et fiscales annuelles,
- Centraliser les reconductions ainsi que la résiliation le cas échéant.

Au titre de l'information :

- Centraliser les informations transmises par les membres du groupement sur les marchés (problèmes d'exécution, de litiges, de contentieux...) ;
- Transmettre aux membres du groupement les documents nécessaires à l'exécution du marché pour leurs besoins propres.

Article 3.2 – Obligations des membres du groupement

Les obligations des membres du groupement sont les suivantes :

- En amont de la procédure de passation du marché, communiquer au coordonnateur l'évaluation de leurs besoins ;
- S'engager à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés ;
- Exécuter matériellement le contrat (émission des bons de commande le cas échéant, réception, livraison, maintenance...) ;
- Exécuter financièrement le contrat en procédant au règlement des factures et autres dépenses à hauteur de leurs propres besoins ;
- Gérer tout litige ou contentieux avec le titulaire du marché pour leurs propres besoins ;

Article 3.3 – Commission d'appel d'offres du groupement

Sur le fondement de l'article L1414-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commission d'appel d'offres de la Ville de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la

désignation des titulaires des marchés, dans le respect des règles de fonctionnement, notamment de convocation et de quorum, déjà prévues et applicables à la présente CAO.

Article 3.4 – Adhésion et retrait du groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par Délibération de son instance délibérante. Une copie de la Délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement :

Avant la publication de l'AAPC, chaque membre du groupement sera autorisé à quitter ledit groupement sur un simple courrier signé par le représentant de ce membre. La Ville de Montpellier, en tant que coordinateur du groupement, sera chargée d'en informer les autres membres du groupement.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

Article 3.5 – Dispositions financières

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité, de procédure et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Ville de Montpellier.

Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la date d'expiration du marché, périodes de reconduction comprises.

Article 5 – Modifications de la présente convention

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commandes, bénéficiant de l'accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement, prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Article 6 – Résiliation de la présente convention

La présente convention est résiliée par décision du coordonnateur, après accord de la majorité des 2/3 des membres du groupement. Elle sera ensuite notifiée à l'ensemble des membres du groupement.

Article 7 – Litiges

Dans le cas d'une réclamation, d'un différend ou d'une controverse pouvant naître de la présente convention ou d'événements non prévus, chacune des parties accepte que tout litige soit réglé par voie amiable. Au cas où aucun accord ne pourrait être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

| | | |
|--|--|--|
| <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour la Ville de Montpellier</p> <p>Le Maire-adjoint délégué</p> <p>Max LEVITA</p> | <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour Montpellier Méditerranée Métropole</p> <p>La Vice-présidente déléguée</p> <p>Isabelle GUIRAUD</p> | <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour la Commune de Castelnau le Lez</p> <p>Le Maire</p> <p>Jean Pierre GRAND</p> |
|--|--|--|

| | | |
|--|---|--|
| <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone</p> <p>Le Maire</p> <p>Noël SEGURA</p> | <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour la Commune de Pérols</p> <p>Le Maire</p> <p>Jean-Pierre RICO</p> | <p>Fait à Montpellier,</p> <p>le _____</p> <p>Pour la Commune de Grabels</p> <p>Le Maire</p> <p>René REVOL</p> |
|--|---|--|

**Direction Architecture et
Immobilier**
Service Gestion Active de la
Propriété et Sécurité

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 509**

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Ville de Montpellier/Service Départemental d'Incendie et de Secours Convention relative au partage de la base de données du SDIS 34 concernant les Etablissements Recevant du Public

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de la police spéciale relative aux Etablissements Recevant du Public (ERP) et de son étroite collaboration avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), la Ville est tenue, en application des dispositions réglementaires et la circulaire ministérielle du 22 juin 1995 relative aux commissions consultatives départementales de sécurité et d'accessibilité, de s'assurer de la mise en conformité des ERP auprès des exploitants, dans le respect des recommandations de la commission de sécurité.

Aussi, le SDIS qui assure le secrétariat de la sous-commission départementale des ERP ainsi que la tenue annuelle de la mise à jour de la liste départementale des ERP, s'est doté depuis 2008 d'un progiciel adapté pour la gestion des ERP. Son objectif actuel est de faire évoluer cet outil vers une version Web, permettant ainsi de mettre à disposition des collectivités intéressées, des données relatives à la sécurité dans les ERP.

Pour ce faire, le Conseil d'Administration du SDIS a approuvé la mise en partage de la base de données du SDIS 34, et propose aux collectivités qui le souhaitent, la signature d'une convention.

Cette convention a pour objectif de mettre à disposition des données concernant les ERP situés uniquement sur le territoire de la collectivité. Le SDIS 34 s'engage à fournir une adresse Web pour accéder aux données, à livrer un support de formation et désignera un référent pour apporter un soutien à la collectivité concernée.

Enfin, ce conventionnement est conclu à titre gracieux pour une durée de un an, renouvelable de manière tacite sans que la durée totale ne puisse excéder cinq ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention relative au partage de la base de données du SDIS 34 concernant les Etablissements Recevant du Public ;
- D'autorise Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016



Convention relative au partage de la base de données du SDIS 34 concernant les établissements recevant du public

Entre :

Le Service départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault, représenté par Monsieur Kléber MESQUIDA, agissant en sa qualité de président du Conseil d'Administration, et domicilié au 150 rue Supernova, Parc de Bel Air, 34570 Vallauquès,

ci-après dénommé « SDIS34 »

Et

La commune de, représentée par, agissant en qualité de, et domiciliée

ci-après dénommée « le bénéficiaire ».

Préambule

Dans le cadre de ses missions, le SDIS 34 collecte des données relatives aux établissements recevant du public (ERP) du département de l'Hérault via le logiciel SIS WEB PREVENTION.

Il souhaite mettre certaines de ces données à disposition des collectivités qui en font la demande.

Article 1 : Objet

L'objectif de cette convention est donc de fixer les modalités de mise à disposition des données définies en annexe.

Article 2 : Obligations du SDIS

a) Accès aux données

Le SDIS s'engage à mettre à la disposition du bénéficiaire les données définies en annexe 1.

Le bénéficiaire a accès aux données relatives aux ERP situés sur son territoire uniquement.

Il est convenu que la présente n'induit aucune exclusivité d'accès aux données à l'égard du bénéficiaire.

Un chemin -lien URL permettant d'accéder à l'application sera communiqué aux collectivités concernées (ex : http://sisweb/SIS_PREVENTION_sdis34).

La création des comptes est à la charge du SDIS34. Les accès seront communiqués par le référent désigné au sein du SDIS34.

Les droits d'accès seront limités à :

- la consultation et l'extraction des données générales ERP et un accès au domaine du suivi des avis défavorables uniquement pour les ERP situés sur le territoire de la commune concernée par la présente convention,
- la possibilité d'insérer des fichiers PDF ou DOC dans cette même rubrique,
- l'accès aux statistiques sur demande écrite (mail/courrier), formulée au référent du SDIS34.

En cas de problème technique, un référent désigné au sein de la collectivité bénéficiaire devra traiter les interventions de premier niveau (résolution des problèmes techniques internes de la collectivité).

Si le problème persiste, ce référent devra contacter l'équipe technique du SDIS 34.

Toutefois, il est convenu que le SDIS34 n'est soumis à aucun délai de remise en service.



b) Formation

Le SDIS 34 livrera un support de formation simplifié aux collectivités concernées.

Un référent sera désigné par le SDIS 34 pour apporter un soutien à la collectivité si nécessaire

Article 3 : Obligations du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à utiliser les données listées en annexe 1 dans le cadre de ses missions de service public.

Pour toutes autres utilisations des données que celles mentionnées dans la présente convention, l'autorisation expresse et écrite du SDIS 34 devra être obtenue.

Toute divulgation, communication, mise à disposition, transmission des fichiers ou des données qu'ils contiennent à des tiers, sous toute forme, sous tout support, par quelque moyen et pour quelque motif que ce soit, à titre gratuit ou onéreux, est interdit sans l'autorisation expresse et écrite de la partie qui a fourni les données dans le cadre de cette convention.

En vertu de l'article L311-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le bénéficiaire saisi d'une demande de communication d'un document administratif auquel il a accès au titre de la présente convention est tenu de rediriger la demande au SDIS 34 qui reste seul détenteur de ce document.

Article 3 : Dispositions financières

La présente convention est conclue à titre gratuit.

Article 4 : Responsabilités

La responsabilité du SDIS 34 ne peut être engagée sur le contenu des informations mises à disposition.

La responsabilité du SDIS 34 ne saurait être engagée en cas d'interruption de service liée à un dysfonctionnement.

Article 5 : Durée de la convention.

La présente convention est signée pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature par les deux parties.

Elle est renouvelable de manière tacite sans que sa durée totale ne puisse excéder cinq ans.

Article 6 : Résiliation de la convention.

Chacune des parties pourra à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, faire part de sa volonté de résilier la convention. La résiliation prendra effet un mois après sa notification à l'autre partie.

Le SDIS 34 conserve pour sa part la faculté de résilier la présente sans préavis pour tout motif d'intérêt général.

Article 7 : Litiges

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution du litige, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait en deux exemplaires originaux,
A VAILHAUQUES, le

Pour le SDIS 34,

Pour la commune de

808

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Réouverture de l'Eglise Saint-Matthieu Autorisation de déposer un permis de construire Demande de subvention DRAC

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par sa Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC), l'Etat, propriétaire du site, a décidé de lancer un programme de rénovation de la Cathédrale Saint-Pierre. Ces travaux vont entraîner sa fermeture au culte, pendant une période d'environ 7 mois à compter de juillet 2017.

A cette fin, la Paroisse Cathédrale a sollicité la Ville de Montpellier afin d'utiliser l'Eglise Saint-Matthieu, actuellement fermée au public, pour la célébration de ses offices durant la fermeture de l'édifice.

En outre, l'Eglise Saint-Matthieu, patrimoine important de la fin du VII^{ème} siècle, récemment inscrit à l'inventaire des monuments historiques et à proximité de la Cathédrale Saint-Pierre, pourrait permettre à la Paroisse de célébrer ses cérémonies religieuses.

Toutefois, cette réouverture nécessitera certains travaux liés à la mise en sécurité du public, dont le montant total est estimé à 60 000 € TTC. La DRAC peut subventionner une partie de ces travaux.

Enfin, du fait de l'inscription en 2016, de l'Eglise Saint-Matthieu à l'inventaire des monuments historiques, un permis de construire doit être déposé.


En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la réalisation des travaux à l'Eglise Saint-Matthieu ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à déposer le permis de construire relatif à l'édifice susmentionné ;
- de solliciter une subvention à cet effet auprès de la DRAC ;

- d'autoriser l'imputation de la dépense sur le budget de la Ville – chapitre 900 – Fonction 207 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016:

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de locaux à l'Espace Jacques Premier d'Aragon et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale et développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ce soutien est apporté de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux et l'apport d'aides logistiques.

Les associations locataires de bureaux à l'Espace Martin Luther King et à l'Espace Jacques Premier d'Aragon audités en 2015 (DCM 2015/344), voient leurs conventions arriver à échéance. A ce titre, la Ville de Montpellier souhaite maintenir la location de ces locaux aux associations présentes, pour une durée d'un an, renouvelable une fois.

Au vu de l'intérêt communal attaché à l'activité de chacune de ces structures, une redevance minorée leur sera proposée. Ladite redevance minorée constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de chaque association concernée.

| Associations | Adresse des locaux | Valeur locative | Redevance annuelle | Aide annuelle en nature |
|-------------------|----------------------------|-----------------|--------------------|-------------------------|
| Casa Amadis | 117 rue des Etats Généraux | 9 191 € | 35 € | 9 156 € |
| Colonia Espagnola | 117 rue des Etats Généraux | 1 335 € | 35 € | 1 300 € |

| | | | | |
|--|-------------------------------|---------|------|---------|
| Amigos de Europa Centro Valenciano del exterior Gransur | 117 rue des Etats Généraux | 1 335 € | 35 € | 1 300 € |
| Senzala | 117 rue des Etats Généraux | 2 383 € | 35 € | 2 348 € |
| Institut Confucius | 117 rue des Etats Généraux | 9 360 € | 35 € | 9 325 € |
| American Women's Group | 117 rue des Etats Généraux | 1 931 € | 35 € | 1 896 € |
| British Cultural Association | 117 rue des Etats Généraux | 1 931 € | 35 € | 1 896 € |
| Association générale des intervenants retraités (AGIR abcd) | 27 boulevard Louis Blanc | 3 672 € | 35 € | 3 637 € |
| Mouvement contre le racisme et pour l'Amitié entre les peuples (MRAP) | 27 boulevard Louis Blanc | 3 112 € | 35 € | 3 077 € |
| Amnesty international | 27 boulevard Louis Blanc | 2 405 € | 35 € | 2370 € |
| Euro Grèce France | 27 boulevard Louis Blanc | 957 € | 35 € | 922 € |
| Association Italia a Due Passi | 27 boulevard Louis Blanc | 957 € | 35 € | 922 € |

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le modèle de convention du domaine privé unique pour une durée d'un an renouvelable une fois, joint en annexe ;
- D'approuver les redevances minorées proposées à l'ensemble de ces associations et de porter au Compte administratif de la Ville ces informations comptables ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



CONVENTION DE LOCATION

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Commune de MONTPELLIER,
Domiciliée 1 place Georges Frêche, 34 000 MONTPELLIER,
Représentée par son maire en exercice, M. Philippe SAUREL dûment habilité par
délibération du 17 décembre 2015:

Ci-après désignée « La Ville »,

D'UNE PART.

ET :

L'association

Domiciliée
Représentée par son président en exercice dûment habilité,

Ci-après désignée « Le preneur »,

D'AUTRE PART.

IL A PREALABLEMENT ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT:

La Ville de Montpellier est propriétaire du bien situé :

Qui appartient à son domaine privé.

Elle accepte de le louer au preneur dans les conditions prévues à la présente convention et conformément aux dispositions de l'article 1708 et suivants du code civil.

Article 1 -Objet

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le preneur est autorisé à occuper le local susvisé. Cette occupation sera autorisée dans les conditions ci-après.

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

813

Article 2 - Dispositions concernant les lieux loués

2.1 - Désignation des lieux

La Ville de Montpellier met à la location du preneur les lieux ci-après désignés :

Les lieux loués ont une superficie de m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

2.2 - Destination des lieux

Les locaux seront exclusivement destinés à l'usage de l'activité précisée dans les statuts de l'association.

L'exercice de toute autre activité est formellement interdit et notamment l'exercice d'une activité commerciale, politique, religieuse.

2.3 - Etat des lieux

2.3.1 - Etat des lieux entrant

Le preneur prendra les lieux loués dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance. Un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe de la convention.

Le preneur s'engage à maintenir les lieux en parfait état.

2.3.2 - Etat des lieux sortant

Un état des lieux de sortie sera dressé contradictoirement au moment du départ du preneur.

Article 3 - Durée

La présente convention de location est consentie pour une durée de douze mois.

Elle prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017 et se terminera le 31 décembre 2017.

Elle sera renouvelable une fois par tacite reconduction.*

Un exemplaire original de la présente convention sera remis au preneur qui s'engage à le dater, le signer et le retourner à la Ville de Montpellier dans un délai maximum d'un mois. Passé ce délai, le local sera proposé à une autre association.

Article 4 - Loyer et charges

4.1. Modalités de paiement

La Ville transmettra une demande de paiement du loyer et des charges selon l'échéance ci-après définie.

Paraphe Ville

Paraphe Preneur

Il convient donc que le preneur indique ci-dessous l'adresse à laquelle la demande de paiement doit être adressée :

.....
.....
.....

A défaut, le preneur s'engage à communiquer cette adresse à la Ville dans un délai maximum d'un mois à compter de la signature du contrat.

Le paiement du loyer et des charges pourra être effectué par chèque à l'ordre du Trésorier principal Municipal ou en espèces.

4.2 - Loyer

La valeur locative annuelle, hors charges, de ces locaux est de €.

Toutefois, le preneur exerçant une activité à but non lucratif qui concoure à la satisfaction de l'intérêt général, le loyer est minoré et limité à 35 € que le preneur s'engage à payer annuellement.

Ce loyer minoré est constitutif d'une subvention en nature annuelle de €.

Elle devra être reportée à la fois sur le compte administratif de la Ville et sur celui du preneur.

La Ville se réserve le droit de demander le compte de résultat du preneur sur lequel doit être reporté le montant de la subvention.

4.3 - Charges

Les charges locatives annuelles, sont évaluées à €.

Le preneur s'engage à les régler annuellement, à terme échu, au Trésorier Principal Municipal.

Article 5 - Obligations du preneur

5.1 - Conditions d'utilisation des locaux

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil

Ainsi :

- 1) Le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition,
- 2) Il devra se conformer aux prescriptions réglementaires et légales en vigueur de façon à ce que la responsabilité de la Ville ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée et notamment en ce qui concerne :
 - la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'Inspection du Travail,

- La tranquillité de l'immeuble

- 3) L'exercice d'une activité autre que celle prévue dans les statuts de l'association est strictement interdit. Ainsi, est proscrit l'exercice de toute activité politique, religieuse ou commerciale.
- 4) La consommation d'alcool, de tabac et produits illicites est formellement interdite dans les locaux.
- 5) La présence d'animaux de compagnie est interdite dans les locaux, sauf les chiens d'assistance pour les personnes en situation de handicap.
- 6) Le preneur ne pourra faire dans les lieux loués aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun percement de murs ou de voûtes, aucune construction, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'autorisation préalable et écrite de la Ville de Montpellier.
- 7) Les changements de serrure sont strictement interdits. La Ville conserve un double des clés de chaque local. Si toutefois un problème de serrure devait survenir, le preneur s'oblige à demander l'accord préalable de la Ville et fournir un double des clés dans un délai maximum d'un mois.
- 8) En cas de mise en place d'une alarme par le preneur, celui-ci s'engage à communiquer immédiatement le code à la Ville. Le matériel devra être désinstallé et les murs remis en l'état à la fin de la convention ou en cas de résiliation.

La Ville se réserve le droit de visiter les locaux loués à tout moment, pour contrôler leur état et s'assurer que leur utilisation est conforme à la convention et à l'activité de l'association. Le preneur ne pourra lui en interdire l'accès pour quelque motif que ce soit.

Une visite annuelle des locaux sera effectuée par un agent de la Ville.

5.2 - Entretien des locaux

Les locaux loués doivent être tenus en bon état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public et de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du Code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Il devra notamment :

- assurer l'entretien courant des locaux et de ses éléments d'équipement, ainsi que les menues réparations nécessaires ;
- nettoyer et dégorger les conduits de descentes d'eaux pluviales, chéneaux et gouttières ;
- entretenir les petites parties mécaniques des portes et fenêtres et notamment réaliser le graissage des gonds et des charnières, les menues réparations des boutons et poignées de portes, des gonds et des mécanismes de fermeture, le remplacement des clefs égarées ou abîmées ;

- le remplacement des vitres détériorées ;
- le maintien en état de propreté des plafonds, murs et cloisons, notamment le rebouchage des trous éventuellement faits ;
- entretenir les revêtements de sol ;
- entretenir les installations de plomberie, de chauffage, climatisation, ventilation, les canalisations de gaz, le remplacement de certains éléments de chauffage et de robinetterie ;
- entretenir certains éléments d'équipement électrique, dont notamment le remplacement des ampoules, interrupteurs, prises de courant, fusibles, baguettes ou gaines de protection.

Dans le cas où les locaux comporteraient des équipements nécessitant des vérifications périodiques obligatoires (installations électriques, installations gaz, chaudières, portes automatiques, extincteurs, ...), le preneur s'engage à les réaliser et à transmettre à la Ville le rapport de vérification.

Si le rapport fait état de travaux à réaliser qui relèvent du locataire au sens de l'article 1754 du Code civil, le preneur a l'obligation de les effectuer avant le terme de la convention. A défaut, la Ville fera réaliser ces travaux aux frais exclusifs du preneur.

L'occupant devra laisser les représentants de la Ville, entrepreneurs et ouvriers pénétrer dans les lieux pour visiter, réparer et entretenir le local.

5.3 - Statuts de l'association

Le preneur s'engage à signaler à la Ville de Montpellier, tout changement de nom, de bureau d'objet de l'association, ou de modification de siège social dans un délai maximum d'un mois.

5.4 - Clauses particulières

Le local faisant partie d'une copropriété, le preneur a l'obligation de respecter les règles suivantes :

- ne pas réserver pour son usage personnel des espaces ou des équipements communs ou collectifs.
- Les bicyclettes, cyclomoteurs, etc., doivent obligatoirement être rangés dans les locaux destinés à cet effet.
- Il est interdit au preneur de brancher des appareils ou luminaires sur les installations électriques des locaux communs pour son usage personnel ou de bloquer les minuteries et d'utiliser les robinets de puisage et d'arrosage extérieur.
- Il est interdit de jeter ou de déposer des papiers, des détritres ou objets quelconques sur les espaces verts, voiries ou toutes parties communes de l'immeuble. De plus, le locataire doit veiller à la propreté des escaliers, paliers et couloirs.
- Tout affichage est interdit.
- Le stationnement sur des emplacements réservés aux résidents de la copropriété est interdit.
- Le preneur s'engage à faire remonter toute difficulté éventuelle au sein de la copropriété à la Ville. La Ville est le seul interlocuteur du syndic en tant que propriétaire des locaux.

Article 6 – Assurances

Le preneur s'engage à souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés aux tiers.

- En cas de nouvelle convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville, au plus tard 15 jours après la remise des clés au preneur.
- En cas de renouvellement de convention, une copie de contrat ou une attestation devra être remise à la Ville sans dépasser un délai maximum d'un mois après la date de renouvellement.

Cette copie est à transmettre par voie postale à :

Mairie de Montpellier
Service Gestion Active de la Propriété Sécurité
Direction Architecture Immobilier
1 place Georges Frêche
34 267 MONTPELLIER Cedex 2

Article 7 – Cession – sous-location

Le preneur devra occuper personnellement les lieux loués.

Il est interdit à l'occupant :

- De concéder la jouissance des lieux mis à sa disposition à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire ;
- De sous-louer en tout ou partie.
- Céder le contrat à un tiers

Article 8 - Résiliation

La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'association ou toute autre situation de droit qui l'imposerait (non-paiement du loyer, des charges, du dépôt de garantie, non souscription d'une assurance des risques locatifs, non-respect de l'obligation d'user paisiblement des locaux loués, troubles du voisinage constatés par décision de justice passée en force de chose jugée).

Elle sera résiliée, après un préavis d'un mois, en cas de manquement par le preneur à ses obligations prévues dans la convention.

Article 9 – Restitution des locaux

Au terme du contrat, un état des lieux de sortie contradictoire sera effectué et le preneur procédera à la restitution des locaux et à la remise des clés.

A cette fin, il convient que le preneur prenne contact avec la Ville dans un délai minimum d'un mois, afin de convenir d'un rendez-vous.

A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir aux frais du preneur un inventaire des objets déposés.

Ceux-ci seront tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra restituer les lieux et ses abords libres de toute occupation et débarrassés de tous mobiliers, détritrus divers, marchandises et en parfait état de propreté.

En cas de dégradations, dégâts, abandon de détritrus divers ou autres, la Ville procédera à la remise en état des locaux à la charge du preneur sur présentation de justificatifs (devis, factures).

Article 10 - Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,

Le

Pour la Ville

Pour le preneur,

Qualité :

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjoint délégué aux Finances,

Max LEVITA

Nom et prénom :
(+ Cachet de l'association)

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition de salles à titre gratuit à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela et à l'Espace Martin Luther King

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Trois lieux gérés par la Direction des Relations Internationales de la Ville sont destinés à promouvoir auprès des citoyens les cultures étrangères; En facilitant les activités du tissu associatif local, ces équipements dédiés à l'international participent à la vie culturelle de la cité :

- La Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, lieu de prestige construit au siècle dernier, est une vitrine idéale de la politique internationale de la Ville qui permet notamment à la Direction des Relations Internationales d'organiser en partenariat avec les associations et les acteurs locaux des manifestations dédiées à l'international pour le grand public,
- L'Espace Martin Luther King, quant à lui, est un lieu dédié à la solidarité internationale qui héberge à la fois des associations locataires mais aussi met à disposition des salles aux associations à caractère international ou de solidarité internationale de manière ponctuelle ou régulière,
- Le premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon, qui de la même manière, héberge des associations à caractère international.

La Ville de Montpellier soutient et encourage, depuis de nombreuses années, les associations contribuant au développement d'échanges culturels, de solidarité internationale en développant des projets en lien avec les jumelages existants. Ce soutien est apporté de façon directe par le versement de subventions, ou indirectement par la mise à disposition de locaux municipaux (conventions de mise à disposition, prêt de salles) à la Maison des Relations Internationales Nelson Mandela, à l'Espace Martin Luther King et au premier étage de l'Espace Jacques Premier d'Aragon.

La délibération du 17 décembre 2015 concernant les tarifs 2016 prévoit d'accorder la gratuité pour les manifestations à caractère caritatif ou humanitaire. Il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur la gratuité pour les associations partenaires permettant la programmation d'animation au sein de la Maison des

Relations Internationales Nelson Mandela et de l'Espace Martin Luther King. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une subvention en nature qui doit être valorisée à ce titre dans le compte du bénéficiaire, ainsi que dans le compte administratif de la Ville.

Il est donc proposé la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit pour le deuxième semestre 2016, pour dix associations, pour un montant total de subvention en nature de 10 110 euros.

| NOM DE L'ASSOCIATION | DATE | OBJET DE LA RESERVATION | LIEU | VALORISATION / AVANTAGE EN NATURE |
|---|------------------|--|--|-----------------------------------|
| Italia Sport Insieme | 9/06/2016 | Conférence | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Association des Parents d'Elèves du Conservatoire | 29/07/2016 | Réception en l'honneur de l'accueil de jeunes musiciens de Heidelberg, Cambridge et Montpellier dans le cadre d'un échange d'orchestres symphoniques | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Association Tela Botanica | 5/09/2016 | Lancement du premier MOOC (Massive Open Online) Course botanique francophone | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Association Qualiméditerranée | 19/09/2016 | 6ème édition du PIC (Plant Inter Cluster Meeting) | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Association Cuba Coopération | 7 au 21/10/2016 | Exposition "les 3 mers/ 3 mares Cuba" | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 1 300 € |
| Le Fonds pour les Femmes en Méditerranée | 11/10/2016 | Conférence "Les filles changeront le Monde" | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Association Autour du Monde | 25 et 26/11/2016 | Salon Automne International | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 1 800 € |
| Association Parcours/atelier Phase | 1/12/2016 | Lectures poétiques en musique | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 900 € |
| Amigos de Europa Centro Valenciano del Exterior Gran Sur | 5 au 9/12/2016 | Exposition "Valencias et ses Fallas" | Salle de réception de la Maison des Relations internationales Nelson Mandela | 1 300 € |
| Association "Union Départemental des Sapeurs Pompiers de l'Hérault" | 6/12/2016 | Formation "prévention et secours civiques de niveau 1" | Espace Martin Luther King | 310 € |

En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :

- D'approuver le tableau ci-dessus décrivant les structures bénéficiaires de mise à disposition de salles municipales à titre gratuit, pour le deuxième semestre 2016;
- D'autoriser Monsieur le Maire, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Comité de la Caisse des écoles Modification de la désignation des représentants du Conseil municipal

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Conformément aux orientations définies par la loi 2005-32 du 18 janvier 2005, dite loi de cohésion sociale, la Ville de Montpellier a décidé, par délibération du 20 décembre 2005, de choisir la Caisse des écoles comme structure juridique porteuse de la plateforme de réussite éducative pour laquelle elle s'est portée candidate.

La Caisse des écoles gère la plateforme de réussite éducative par le biais d'une convention de partenariat, signée le 24 octobre 2006, avec la préfecture de l'Hérault, renouvelée le 31 mai 2011 et d'une convention annuelle avec la Ville définissant sa mise en œuvre.

Comme le prévoit l'article 5 des statuts de la Caisse des Ecoles de Montpellier, le Conseil Municipal doit être représenté au sein du comité chargé d'administrer cet organisme, outre le Maire de la commune, membre de droit, en qualité de président, par cinq délégués élus.

Afin de fluidifier le fonctionnement de cette commission, il convient de désigner à nouveau 5 représentants dans cette instance, en leur adjoignant 5 représentants suppléants.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- de procéder à cette désignation.

Ont été élus :

Monsieur le Maire, Président de droit

Titulaires :

- Nicole LIZA
- Jean-Luc COUSQUER

- Patrick RIVAS
- Isabelle MARSALA
- Samira SALOMON

Suppléants:

- Séverine SCUDIER
- Guy BARRAL
- Vincent HALUSKA
- Michèle DRAY-FITOUSSI
- Thibeault RASSAT

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

QUALIBAT – Commission d'examen Tous Corps d'Etats (TCE) de l'Hérault – Désignation du représentant de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Créé en 1949 sur l'initiative du Ministre de la Construction et d'organisations professionnelles d'entrepreneurs, d'architectes et de maîtres d'ouvrage, QUALIBAT est un organisme sans but lucratif, régi par la loi du 1er juillet 1901.

Sa mission est d'apporter des éléments d'appréciation sur les activités, les compétences professionnelles et les capacités des entreprises exerçant une activité dans le domaine de la construction et du bâtiment. Près de 33 000 d'entre elles, de toutes tailles et de toutes spécialités, sont aujourd'hui titulaires d'un certificat QUALIBAT.

Au cœur de ce dispositif, les Commissions d'examen nationales et départementales réparties sur l'ensemble du territoire, sont chargées de délibérer sur les candidatures des entreprises. Elles ont la responsabilité d'attribuer, de renouveler ou de retirer les qualifications et certifications (marchés publics, privés, éligibilité aux aides de la rénovation énergétique...).

Elles suivent des règles de collégialité et d'équilibre visant à assurer la concertation et l'objectivité des décisions, et sont composées de trois collèges : utilisateurs (représentants des maîtres d'ouvrage, ingénieurs, architectes, bureaux d'études, collectivités...), intérêts généraux (assureurs, experts, centres de recherche, services de l'Etat...) et entreprises.

Les membres titulaires disposent d'un mandat de 3 ans renouvelable par tacite reconduction. La Commission d'examen TCE Hérault, mise en place le 12 février 2014, va donc faire l'objet d'un renouvellement de ces membres.

La Ville de Montpellier est sollicitée pour désigner un représentant, afin de siéger à la Commission d'examen Tous Corps d'Etat (TCE) de l'Hérault.

En conséquence, il proposé au Conseil municipal :

- de désigner le représentant de la Ville qui siègera au sein de cette instance.

A été élu(e) :

- Philippe CAPELIER

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Modification du tableau des effectifs - Suppressions de postes

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre du transfert de la Comédie du livre, deux postes sont transférés à Montpellier Méditerranée Métropole et supprimés au tableau des effectifs de la Ville à compter du 1er janvier 2017, après avis du comité technique:

- Suppression d'un poste d'adjoint administratif de 2ème classe,
- Suppression d'un poste d'attaché territorial.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver ces suppressions de postes transférés à Montpellier Méditerranée Métropole et la modification en conséquence du tableau des effectifs de la Ville de Montpellier. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Protection fonctionnelle des élus et agents de la Ville

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Selon les termes de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, les agents publics, titulaires ou non titulaires, peuvent bénéficier de la protection fonctionnelle.

Cette protection bénéficie également aux élus conformément aux articles L. 2123-34 et L. 2123-35 du code général des collectivités territoriales.

Cette protection peut leur être octroyée par l'administration dans trois hypothèses :

- Lorsque l'agent ou l'élu est victime d'atteinte à son honneur et à son intégrité en raison de ses fonctions (menace, violence, voie de fait, injure, diffamation, outrage) ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi civilement par un tiers pour faute de service et que le conflit d'attribution n'a pas été élevé ;
- Lorsque l'agent ou l'élu est poursuivi pénalement pour faute de service.

L'agent ou l'élu qui souhaite bénéficier de la protection fonctionnelle doit en faire la demande par écrit à l'autorité territoriale en donnant tous les éléments d'information et justificatifs concernant les faits et les circonstances motivant cette demande.

L'octroi de la protection fonctionnelle par la commune de Montpellier se traduit, outre une assistance de l'agent, par la mise en œuvre de différents moyens :

- Prise en charge des honoraires d'avocat utiles à la défense de la victime en cas de poursuites judiciaires engagées ainsi que les frais annexes de procédure, sur justificatifs ;
- Prise en charge des dommages et intérêts alloués à la victime sur la base de la décision juridictionnelle définitive (la collectivité se retournant ensuite contre l'auteur du dommage pour recouvrer les condamnations proposées), ainsi que les condamnations civiles.

En cas de préjudice subi par la commune, celle-ci pourra également se constituer partie civile (recouvrement des frais liés aux accidents de service notamment).

La protection fonctionnelle accordée n'est pas inconditionnelle. Il appartient à la collectivité de pouvoir apprécier jusqu'à quel point elle apporte son soutien. Ainsi, la prise en charge n'est accordée que jusqu'à la date où la juridiction initialement saisie des faits se sera prononcée.

Toute poursuite de la procédure au-delà de cette étape qui pourrait être souhaitée par la victime, donnera lieu à une nouvelle demande de protection afin de permettre à la collectivité de pouvoir apprécier si sa prise en charge est toujours fondée.

Le Conseil municipal étant compétent, il lui est demandé de se prononcer sur les demandes de protection fonctionnelle telles que précisées dans l'annexe à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- D'approuver l'octroi de la protection fonctionnelle dans les modalités ci-dessus évoquées aux élus et agents, et pour les faits tels que désignés dans la pièce annexée à la présente délibération ;
- D'approuver notamment à ce titre les prises en charge financières découlant de cette protection : frais de justice et de représentation, pris en charge des condamnations civiles ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou son adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que les dépenses relatives à cette affaire seront prélevées sur les crédits inscrits au budget de la collectivité nature fonction : 6227-920 200. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

ANNEXE DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 décembre 2016
Octroi de la protection fonctionnelle aux personnes suivantes :

- Christophe VIDORI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage place de la Comédie, le 24 juillet 2014 ;
- Yoann VIOLA, agent municipal (DRTP), victime de violence rue de Verdun, le 21 septembre 2016 ;
- Aziz EL MARAHI, agent municipal (DRTP), victime de violence rue de Verdun, le 21 septembre 2016 ;
- Amal KADDAOUI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage avenue de FES, le 12 mai 2014, appel à l'encontre du jugement du 5 novembre 2014 ;
- Claudine BALSAN, agent municipal (DRTP), victime d'outrage avenue de FES, le 12 mai 2014, appel à l'encontre du jugement du 5 novembre 2014 ;
- Yoann VIOLA, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et violence Place Candolle, le 31 août 2016 ;
- Hermann BLERARD, agent municipal (DRTP), victime de violence, outrage et rébellion, place Mansard le 14 octobre 2016 ;
- Alphand NAVAROO, agent municipal (DRTP), victime de violence, outrage et rébellion, Place Mansard, le 14 octobre 2016 ;
- Alphand NAVAROO, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et menaces chemin de Moularès, le 31 mai 2016 ;
- Jean-Vincent MATHIEU, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et menaces chemin de Moularès, le 31 mai 2016 ;
- Thomas LANGLOIS, agent municipal (DRTP), victime d'outrage Esplanade Lucie Aubrac, le 23 septembre 2016 ;
- Christophe VIDORI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage Esplanade Lucie Aubrac, le 23 septembre 2016 ;
- Didier COCCHIO, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et violence rue Saint Guilhem, le 28 juillet 2016 ;
- Christophe COUTENCEAU, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et violence rue Saint Guilhem, le 28 juillet 2016 ;

- Mehdi BONNET, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et violence rue ST Guilhem, le 28 juillet 2016 ;
- Benoît FORT, agent municipal (DRTP), victime de violence dans le véhicule de police, le 22 janvier 2016 ;
- Christophe COUTENCEAU, agent municipal (DRTP), victime de violence dans le véhicule de police, le 22 janvier 2016 ;
- Romain ROULEAU, agent municipal (DRTP), victime de menaces rue de l'aiguillerie le 28 octobre 2016 ;
- Christophe BARRACHON, agent municipal, victime de violence et outrage à l'école LANGEVIN le 11/04/2016
- Assatou Kane DIARRA JOB, agent municipal, victime de violence dans la grand rue Jean Moulin le 04/04/2016 ;
- Jérôme ROBIN, agent municipal (DRTP), victime d'agression rue de Chélia le 5 mai 2016 ;
- Fatiha BENDALI, agent municipal (DRTP), victime d'outrage et violence sur l'Esplanade Charles de Gaulle le 12 septembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, un agent titulaire de catégorie A à temps complet assurant les fonctions de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg afin de promouvoir Montpellier, son histoire, son développement économique, ses richesses culturelles, le dynamisme de son artisanat et l'action de la Ville.

La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de cet agent, à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée d'un an.

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux. L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de son temps mis à disposition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de la mise à disposition proposée,
- D'autoriser Monsieur Le Maire à signer la convention de mise à disposition d'un agent municipal auprès de la Maison de Montpellier à Heidelberg ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

- **VU** le Code Général des collectivités territoriales,
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale, et plus particulièrement les articles 61 à 63,
- **VU** le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 25 février 2016 relative à la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- **VU** la convention portant mise à disposition d'un agent titulaire de catégorie A de la Ville de Montpellier auprès de l'Association de la Maison de Montpellier à Heidelberg du 1^{er} mars 2016 au 31 décembre 2016,
- **VU** la délibération du Conseil Municipal en date du 15 décembre 2016 relative à la mise à disposition d'un agent municipal auprès de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,

LA PRESENTE CONVENTION EST ETABLIE

ENTRE

La Ville de Montpellier, représentée par son maire, Monsieur Philippe SAUREL, d'une part,

ET

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, représentée par son Président d'autre part.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET ET DUREE DE LA MISE A DISPOSITION

La Ville de Montpellier met à la disposition de l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg un agent titulaire à temps complet de catégorie A, à compter du 1^{er} janvier 2017 jusqu'au 31 décembre 2017. La période de mise à disposition pourra être renouvelée après délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier.

Article 2 : NATURE DES ACTIVITES

L'agent est mis à disposition avec son accord, en vue d'assurer la mission de responsable de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 3 : COMPETENCES DECISIONNELLES

Les conditions de travail de l'agent mis à disposition sont organisées par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Les décisions en matière de congés annuels sont prises par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, qui en informe la Ville de Montpellier.

Le dossier administratif du fonctionnaire demeure placé sous l'autorité exclusive de la Ville de Montpellier, qui en assure la gestion.

L'agent mis à disposition est assujéti aux règles de déontologie en matière d'exercice de cumul d'activités.

Article 4 : REMUNERATION

La Ville de Montpellier verse à l'agent mis à disposition la rémunération correspondant à son grade et à son échelon ainsi que les primes et indemnités auxquelles il peut prétendre.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg prendra en charge les frais de déplacements et de mission que l'intéressée serait amenée à effectuer dans le cadre de ses fonctions.

Article 5 : REMBOURSEMENT DE LA REMUNERATION

Cette mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg, rembourse à la Ville de Montpellier à chaque trimestre échu la rémunération de l'agent mis à disposition ainsi que les contributions et les cotisations sociales afférentes, au prorata de son temps mis à disposition.

Article 6 : FORMATION

L'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La Ville de Montpellier prend les décisions relatives au bénéfice du droit individuel à la formation (DIF) après avis de l'association gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 7 : EVALUATION

L'agent mis à disposition bénéficie d'un entretien individuel à l'issue duquel un rapport sur sa manière de servir sera établi par l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg et transmis à la Ville de Montpellier.

En cas de faute disciplinaire, la Ville de Montpellier, ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire.

Article 8 : CESSATION DE LA MISE A DISPOSITION

La mise à disposition de l'agent peut prendre fin avant le terme fixé à l'article 3 de la présente convention à la demande de :

- la collectivité d'origine, la Ville de Montpellier,
- la structure d'accueil, l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg,
- les fonctionnaires mis à disposition,

Dans ces conditions, le préavis sera de trois mois maximum.

Si au terme de la mise à disposition, les agents ne peuvent être réaffectés dans les fonctions qui leur étaient dévolues à la Ville de Montpellier, ils seront affectés dans un des emplois que leur grade leur donne vocation à occuper, dans le respect des règles de priorité fixées au deuxième alinéa de l'article 54 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

En cas de faute disciplinaire, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition sur accord entre la Ville de Montpellier et l'association de gestion de la Maison de Montpellier à Heidelberg.

Article 9 : JURIDICTION COMPETENTE

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relève de la compétence du tribunal administratif de Montpellier.

La présente convention est transmise à l'agent concerné dans les conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Fait à Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier,

Pour l'Association de gestion de la
Maison de Montpellier à Heidelberg,

Le Maire,

Le Président,

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Convention de mise à disposition descendante de service de Montpellier Méditerranée Métropole vers la Ville relative à l'Agora des savoirs et à l'instruction des dossiers de subvention dans le domaine du livre.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La Comédie du Livre, manifestation organisée chaque année à Montpellier, est devenue en 30 ans un événement littéraire majeur en France. Rendez-vous incontournable des lecteurs de Montpellier et de sa Région, elle est considérée comme une des grandes manifestations littéraires au niveau national par le Centre National du Livre. Elle réunit un large public – 21 000 visiteurs et 5 000 jeunes participants à des actions scolaires pour l'édition 2015 -, autour d'une programmation internationale riche et variée, faite de rencontres et débats, cafés littéraires, expositions, lectures, ateliers et tables rondes. Seule manifestation littéraire de ce niveau sur le territoire métropolitain, elle contribue ainsi à la valorisation du livre et de la lecture, au soutien des acteurs et professionnels du livre en France et en Région, au premier rang desquels la librairie indépendante.

Par délibération n°13246 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé que la Comédie du Livre était une manifestation d'intérêt métropolitain. A ce titre, ressources, droits, obligations et contrats relevant de la Ville de Montpellier pour la Comédie du Livre ont vocation à être transférés à Montpellier Méditerranée Métropole.

Compte tenu des échéances et des contraintes liées au processus de transfert, l'édition 2016 de la Comédie du Livre s'est organisée en vertu d'une convention de gestion de la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette convention a donné lieu à un avis du Comité Technique dans sa séance du 15 avril 2016 ainsi qu'à la délibération du Conseil municipal du 28 avril 2016 précisant l'organisation de la Comédie du Livre 2016 et notamment les moyens humains, matériels, les contrats et l'enveloppe financière allouée à cette opération.

Il est aujourd'hui proposé de procéder au transfert effectif des deux agents de la Ville de Montpellier, majoritairement concernés par cette activité, soit un Chargé de mission et une Assistante de production. Ces

deux agents seront positionnés, au sein du réseau des médiathèques, dans un service dédié, intitulé « Mission Livre », placé sous la responsabilité directe du Directeur du réseau des médiathèques.

Il est précisé que ces agents poursuivront, pour le compte de la Ville de Montpellier, certaines des activités autres que l'organisation de la Comédie du Livre, notamment la programmation et l'expertise technique de l'Agora des Savoirs et l'instruction des dossiers de subvention livre et culture scientifique.

En conséquence est proposée la mise en œuvre d'une convention de mise à disposition descendante de service pour l'exercice de ces activités.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en œuvre d'une convention de mise à disposition descendante de service pour l'exercice des activités liées à l'Agora des Savoirs et à l'instruction des dossiers de subvention livre et culture scientifique, et d'autoriser l'autorité territoriale à signer cette convention ;
- d'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER

Entre les soussignés :

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Vice-Président délégué aux ressources humaines, M. Pierre BONNAL dûment habilité par délibération du, ci-après dénommé "la Métropole",

D'une part,

Et :

La commune de Montpellier représentée par son conseiller municipal délégué aux ressources humaines, M. Abdi EL KANDOUSSI, dûment habilité par délibération du, ci-après dénommé "la Commune",

D'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16;

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015

VU l'avis rendu par les comités techniques de la Métropole le et de la Commune le.....

PRÉAMBULE

Par délibération n°13246 du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a décidé que la Comédie du Livre était une manifestation d'intérêt métropolitain.

Le service concerné, constitué de deux personnes, sera transféré à la Métropole le 1^{er} janvier 2017.

Cependant certaines missions assurées par ce service transféré demeureront de la compétence de la Commune à l'issue du 1^{er} janvier prochain.

La Ville de Montpellier doit donc continuer à bénéficier de l'expertise de ce service transféré à la Métropole, mais dont le périmètre d'action recouvre des compétences qui demeurent communales qui sont : la programmation et l'organisation de l'Agora des Savoirs, et l'affectation de subventions dans le domaine du livre et de la culture scientifique.

La gestion de ces services par la Métropole au bénéfice de la Commune contribuera à préserver la bonne organisation des effectifs transférés ou mis à disposition tout en garantissant le maintien d'un haut niveau d'expertise et d'expérience à la population de la Commune.

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la Métropole décide de mettre à disposition de la Commune le service figurant en préambule de la présente convention.

La mise à disposition porte également sur les matériels de bureau, de travail et de locomotion qui sont liés à ce service.

La structure du service mis à disposition pourra, en tant que de besoin, être modifiée étant précisé que la Métropole en informera alors la Commune et définira, en concertation avec cette dernière, les conditions permettant le maintien de la qualité des activités mises à disposition.

La présente mise à disposition du service s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA MISE À DISPOSITION

La présente convention est prévue sans limitation de durée, sauf dénonciation effectuée dans les conditions prévues à l'article 10.

ARTICLE 3 : SITUATION DES AGENTS CONCERNES PAR LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES

Les agents publics territoriaux concernés par la mise à disposition de services sont de plein droit mis à la disposition de la Commune pour la durée de la convention.

Le Président est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition (position statutaire et déroulement de carrière). Le Président, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever de la Métropole.

Les agents concernés sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions directement liées aux compétences communales, sous l'autorité fonctionnelle du Maire de la Commune.

Ce dernier adresse directement au directeur du service concerné les instructions nécessaires à l'exécution des tâches.

Il contrôle l'exécution des tâches. Il pourra donner, sous sa surveillance et sa responsabilité, par arrêté, délégation de signature au chef de service concerné par la mise à disposition pour l'exécution des missions confiées.

Le directeur du service concerné devra dresser un état trimestriel des recours à son service par la Commune.

ARTICLE 4 : *CONDITIONS D'EMPLOI DES AGENTS CONCERNES PAR LA MISE A DISPOSITION DE SERVICES*

Les conditions d'exercice des fonctions du service mis à disposition sont définies de manière concertée entre la Métropole et la Commune.

Les autres modalités liées aux conditions de travail des personnels mis à disposition sont fixées par la Métropole, laquelle prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe la Commune.

La Métropole délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle ou pour formation syndicale et en informe la Commune.

La Métropole verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur grade ou à leur emploi d'origine (traitement, le cas échéant, supplément familial de traitement, indemnité de résidence, primes et indemnités).

ARTICLE 5 : *MISE À DISPOSITION DES BIENS MATERIELS*

La présente mise à disposition de service vaut mise à disposition de l'ensemble des biens matériels et immatériels, meubles et immeubles nécessaires au fonctionnement dudit service.

Les biens affectés au service mis à disposition restent acquis, gérés et amortis par la Métropole, même s'ils sont mis à la disposition de la Commune.

ARTICLE 6 : *PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE / REMBOURSEMENT*

La Commune, bénéficiaire, s'engage à rembourser à la Métropole, les frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition, à son profit du service visé dans la présente convention.

Le remboursement des frais de fonctionnement du service mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en mois) constaté par la Métropole.

1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le coût unitaire mensuel comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des trois derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire mensuel se décompose comme suit :

Part fixe A (A1 + A2)

- charges de personnel (rémunérations, charges sociales, toutes autres taxes et contributions, cotisations, frais médicaux, de formation et de missions, équipements de protection individuelle, ...) :

A1 Calcul = Masse salariale des fonctions mises à disposition (ETP) + 6% de cette même masse salariale (représentant la quote-part des charges de personnel des fonctions support)

- fournitures
- coût de renouvellement des biens
- coût de mise à disposition des locaux, fluides, véhicules.....

A2 Calcul = 3 % (quote-part des charges de structure) x (A1)

Les taux de 6 % et 3 % appliqués sont issus de modes de calcul retenus par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT).

Part variable B

- contrats rattachés

D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à la condition que les deux parties l'acceptent par voie d'avenant, et qu'elles aient un lien avec le fonctionnement du service.

2. Détermination des unités de fonctionnement

Une unité correspond à une utilisation mensuelle du service.

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états mensuels dressés par les chefs de services, précisés à l'article 3.

3. Prévision d'utilisation des services mis à disposition

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement en 2017 s'établit à 1,5 mois, répartis sur l'année, et correspondant 0.15 ETP et 0.10 ETP des deux agents constitutifs du service concerné.

4. Délai de calcul du montant du remboursement

Le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L 1612-2 CGCT.

Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune dans un délai de deux mois à compter de la signature de la convention.

5. Délai de remboursement

La demande de remboursement intervient tous les 6 mois (juin-décembre) sur la base d'un état indiquant la liste des recours au service converti en unité de fonctionnement (Part fixe A + relevé consommation sur Part B). Le remboursement doit intervenir dans les 30 jours suivant la notification du montant du remboursement à la Commune.

Les enveloppes financières affectées à l'exercice des activités des services mis à disposition (part fixe et part variable) devront faire l'objet d'une concertation trimestrielle entre la Métropole et la Commune.

ARTICLE 7 : DISPOSITIF DE SUIVI ET D'ÉVALUATION

Un comité de suivi est créé pour :

- Réaliser un bilan annuel de la mise en œuvre de la présente convention, annexé au rapport d'activité de la Métropole et de la Commune.
- Examiner les conditions financières de ladite convention.

Il est composé des adjoints ou conseillers municipaux délégués et vice-présidents en charge des ressources humaines et des finances et du Directeur Général des Services.

Les Comités Techniques de la Métropole et de la Commune sont informés au moins deux fois par an des conditions de mise en œuvre de la convention.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Durant la mise à disposition du service, sous réserve des cas où les agents mis à disposition agiront sur instruction ou délégation de signature directes du Maire de la Commune comme prévu à l'article 3, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de la Métropole. Les sommes exposées au titre de cette mise à disposition relèvent des remboursements de frais de l'article 6 des présentes.

En cas de faute lourde commise par l'une des deux parties au détriment de l'autre, la partie victime pourra engager la responsabilité de l'autre partie, par dérogation aux stipulations de l'alinéa précédent, non sans avoir tenté toute démarche amiable utile et la mise en œuvre des procédures de conciliation prévues par la présente convention.

ARTICLE 9 : EVOLUTION DE LA CONVENTION

En cas de modification des circonstances ayant un effet sur les conditions organisationnelles, techniques ou financières de la présente convention, les parties s'efforceront de procéder aux adaptations nécessaires de celle-ci dans les meilleurs délais, par voie d'avenant.

ARTICLE 10 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut prendre fin à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services.

Cette dénonciation ne peut avoir lieu que dans le respect du préavis d'un exercice budgétaire.

Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception. .

En cas de dénonciation de la présente convention, aucune indemnisation n'est à verser par une partie à l'autre, si ce n'est au titre des remboursements des frais afférents aux mises à disposition dans les conditions fixées par la présente convention.

En cas de dénonciation, celle-ci emportera une répartition des contrats éventuellement conclus pour des biens ou des services mis à disposition par accord entre les deux parties.

ARTICLE 11 : LITIGES

Tous les litiges concernant l'application de la présente convention relèvent de la seule compétence du tribunal administratif de Montpellier, dans le respect des délais de recours.

ARTICLE 12 : DISPOSITIONS TERMINALES

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

Fait à Montpellier, le, en deux exemplaires

Pour la Commune,

Le conseiller municipal délégué aux ressources humaines

Abdi EL KANDOUSSI

Pour Montpellier Méditerranée Métropole

Le vice-président délégué aux ressources humaines

Pierre BONNAL

PROJET

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Mise à disposition d'un agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Direction Culture et Patrimoine de la Ville de Montpellier.

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin d'assurer la responsabilité des missions de gestion administrative et financière de la Panacée, équipement culturel de la Ville de Montpellier, il est proposée la mise à disposition à 70 % d'un temps complet d'un agent de catégorie A, relevant du cadre d'emplois des Ingénieurs territoriaux, par Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Direction de la culture et du patrimoine de la Ville de Montpellier.

Cette mise à disposition permettra de dédier les moyens appropriés à ces missions en termes d'expertise, et d'assurer la cohérence de pilotage et de développement des lieux dédiés à l'art et aux cultures contemporaines, dans la perspective d'un rapprochement ultérieur de ces lieux.

En effet l'agent mis à disposition, outre la quotité de travail dédiée dans le cadre de la mise à disposition au pilotage, au fonctionnement et à la coordination des moyens humains, budgétaires et matériels de la Panacée dans le respect des orientations culturelles et politiques de la Ville, aura en charge à Montpellier Méditerranée Métropole le pilotage de ces aspects dans le cadre du projet de Centre d'Art contemporain de Montcalm.

La mise à disposition sera effective à compter du 1^{er} janvier 2017 pour une durée d'un an.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux. La Ville de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie A de Montpellier Méditerranée Métropole auprès de la Direction Culture et Patrimoine de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser le prélèvement de la dépense correspondante sur le budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



Nom : Julien FOURNEL -

Matricule : 101550

Date de naissance : 08/03/1979

Affectation : CULT

Numéro de l'acte :

Date de décision :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

ENTRE

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par Monsieur Philippe SAUREL, Président de Montpellier Méditerranée Métropole, agissant en cette qualité, et représenté par Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président délégué aux Ressources Humaines, d'une part,

ET

La Mairie de Montpellier, représentée par son Maire, Monsieur Philippe SAUREL, d'autre part,

- Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

- Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

- Vu l'avis de la Commission Administrative Paritaire,

- Vu les délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 14/12/2016 et de la Ville de Montpellier,

- Considérant que la présente convention a été transmise à l'agent au préalable et que celui-ci a exprimé par écrit son accord,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet de la convention

Monsieur Julien FOURNEL, Ingénieur principal, est mis à disposition à 70% auprès de la Ville de Montpellier du 01/01/2017 au 31/12/2017. L'intéressé assure des fonctions de Responsable administratif et Financiers de la Panacée dont les missions principales sont :

- Organiser et coordonner les missions et activités de l'établissement en collaboration avec le Directeur de la Panacée.
- Superviser et coordonner la gestion administrative et financière.
- Superviser et coordonner la gestion technique des équipements.
- Développer et animer des partenariats internes et externes.
- Assurer une veille artistique et juridique.

ARTICLE 2 : Conditions d'emploi

Monsieur Julien FOURNEL est placé sous l'autorité de la structure d'accueil qui organise son travail dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire à 70%.

L'administration ou l'organisme d'accueil prend les décisions relatives aux congés annuels dans les conditions applicables à ses propres agents et aux congés de maladie régis par les 1° et 2° de l'article 57 de la loi du 26 janvier 1984 des fonctionnaires mis à disposition et en informe l'administration d'origine.

L'organisme d'accueil supporte les dépenses occasionnées par les actions de formation dont il fait bénéficier l'agent.

La collectivité territoriale ou l'établissement public d'origine prend à l'égard des fonctionnaires mis à disposition les décisions relatives aux congés prévus aux 3° à 11° de l'article 57 et à l'article 60 sexies de la loi 26 janvier 1984, ainsi que celles relatives au bénéfice du droit individuel à la formation, après avis du ou des organismes d'accueil. Il en va de même des décisions d'aménagement de la durée de travail.

Montpellier Méditerranée Métropole supporte les charges qui résultent de la rémunération, de l'indemnité forfaitaire ou de l'allocation de formation versées au titre du congé de formation professionnelle ou des actions relevant du droit individuel à la formation. Ces charges peuvent faire l'objet d'un remboursement par la structure d'accueil.

ARTICLE 3 : Rémunération

Montpellier Méditerranée Métropole versera à Monsieur Julien FOURNEL la rémunération correspondant à son grade d'origine.

En dehors des remboursements de frais, l'organisme d'accueil peut verser à l'intéressé un complément de rémunération,

La Mairie de Montpellier rembourse à Montpellier Méditerranée Métropole le montant de la rémunération du fonctionnaire au prorata de la quotité de mise à disposition, ainsi que les cotisations sociales afférentes.

ARTICLE 4 : Contrôle et évaluation de l'activité

Le fonctionnaire mis à disposition bénéficie d'un entretien professionnel annuel conduit par le supérieur hiérarchique direct dont il dépend dans l'administration ou l'organisme d'accueil. Cet entretien donne lieu à un compte rendu transmis au fonctionnaire qui peut y apporter ses observations et à l'autorité territoriale d'origine.

L'autorité de l'administration d'origine ayant pouvoir de nomination exerce le pouvoir disciplinaire. Elle peut être saisie par l'administration ou l'organisme d'accueil.

ARTICLE 5 : Renouvellement

Le fonctionnaire mis à disposition d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public pour y accomplir la totalité de son service se voit proposer, lorsque existe un cadre d'emplois de niveau comparable au sein de la collectivité ou de l'établissement d'accueil et qu'il est admis à poursuivre sa mise à disposition au-delà d'une durée de trois ans, une mutation, un détachement ou une intégration directe dans ce cadre d'emplois.

ARTICLE 6 : Fin de la mise à disposition

La mise à disposition pourra prendre fin à la demande de :

- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- La structure d'accueil ;
- L'intéressé;

Cette mise à disposition pourra prendre fin avant l'expiration de la période ci-dessus sous réserve du respect d'un préavis de deux mois.

ARTICLE 7 : Recours

Les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Lu et accepté

Le Maire de la Ville de Montpellier

Philippe SAUREL

Lu et accepté

**Le Vice-Président délégué aux
Ressources Humaines,**

Pierre BONNAL

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Extension du service commun des relations Presse

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent mutualiser leurs directions des relations presse dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Engagée depuis plus d'un an avec les deux directions, cette mutualisation s'est construite autour d'échanges continus (au moyen de dialogues constants avec les équipes, de réunions de services communes et d'entretien individuels), par la mise en place d'outils transversaux visant à simplifier la circulation de l'information ainsi que le déploiement d'une stratégie Relations Presse 2.0 mutualisée.

Il est proposé que les modalités d'organisation de cette direction mutualisée soient structurées autour des différents principes (ces éléments ont fait l'objet de présentations détaillées en comité de suivi de la mutualisation du 4 octobre et du 9 novembre 2016) :

- un partage des compétences et savoirs faire entre les attachées de presse et les assistantes.
- la création de binômes entre attachées de presse Ville et Métropole avec un partage des compétences pour le suivi des dossiers.

- la création d'un pôle « veille et analyse médias » sous la responsabilité de la directrice adjointe avec l'implication des 2 assistantes afin de mieux calibrer les messages et étudier les retombées médiatiques.
- une montée en puissance sur les réseaux sociaux et une digitalisation des Relations Presse avec notamment le profil d'une attachée de presse 2.0 en charge de l'articulation et la mise en place de la parole digitale.
- un service mutualisé comme porte d'entrée unique pour les journalistes.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle la direction des relations presse est gérée par la Métropole de Montpellier et placée, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 56% pour la Ville et de 44% pour la Métropole.

Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création d'un service commun de Direction des Relations Presse en lieu et place du service commun existant ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente ;
- d'approuver les fiches d'impact afférentes ;
- d'inscrire au budget les dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016 |



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

Convention de service commun Direction des relations presse

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Article 1 : Objet..... | 2 |
| Article 2 : Conditions générales..... | 2 |
| Article 3 : Exercice des autorités hiérarchique et fonctionnelle..... | 2 |
| Article 4 : Responsabilité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé..... | 3 |
| Article 6 : Modalités financières..... | 3 |
| Article 7 : Durée – Résiliation..... | 3 |
| Article 8 : Litiges..... | 4 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Pierre BONNAL, Vice Président délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2016,

ci-après dénommée « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal spécial délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 15 décembre 2016,

ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée au bénéfice du pacte de confiance métropolitain.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 14 et 15 décembre 2016,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 14 et 15 décembre 2016,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun de direction des relations presse.

Les services objets de la présente convention sont des services communs au sens de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans les conditions fixées par la présente convention.

Ces services communs procèdent, à la date de leur constitution, de la mise en commun des effectifs suivants, conformément au 5^{ème} alinéa de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Métropole – Service Relations presse : 4 fonctionnaires et agents non-titulaires territoriaux
- Ville – Service Relations presse : 4 fonctionnaires territoriaux

La mise en commun inclut également les moyens matériels rattachés au service mis en commun.

Article 2 : Conditions générales

Les services communs sont gérés par la Métropole, où est établie leur résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées en comité de pilotage de la direction générale mutualisée.

Article 3 : Exercice des autorités hiérarchique et fonctionnelle

Les personnels des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président de la Métropole.

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature aux chefs de services communs pour l'exécution des missions qui leur sont confiées.

Article 4 : Responsabilité

Chaque collectivité reste responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèvent des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assument chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les personnels des services communs sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre, la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée de travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition de l'agent, les frais de mission commune, petites fournitures, frais de mise à disposition de locaux....) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon une clé de répartition établie selon le tableau suivant. Le remboursement est effectué semestriellement.

| Métropole | Ville |
|-----------|-------|
| 44% | 56% |

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

Pour les acquisitions de grosses fournitures et de services, une convention de groupement de commande entre la Métropole et la Ville viendra en régler les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée – Résiliation

La présente convention entrera en vigueur, après signature et avoir acquis un caractère exécutoire, au plus tôt le 1^{er} janvier 2017.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3ème mois suivant cette information.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour la Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « la Métropole »

Pour la Ville de Montpellier,
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux
ressources humaines,
Pierre BONNAL

Le Conseiller municipal spécial délégué aux
ressources humaines,
Abdi EL KANDOUSSI

Annexe - FICHE D'IMPACT

En application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est présenté aux Comités techniques de Montpellier Méditerranée Métropole (14 décembre 2016) et de la Ville de Montpellier (15 décembre 2016) la création d'un service commun de direction des relations presse.

Par délibérations respectives en dates du 29 et du 18 juin 2015, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé la mise en commun de la coordination des relations presse. Cette mutualisation s'est approfondie autour d'échanges continus (au moyen de dialogues constants avec les équipes, de réunions de services communes et d'entretien individuels), par la mise en place d'outils transversaux visant à simplifier la circulation de l'information ainsi que le déploiement d'une stratégie Relations Presse 2.0 mutualisée, et permet aujourd'hui d'envisager la mutualisation de l'ensemble des services presse de la Ville et de la Métropole.

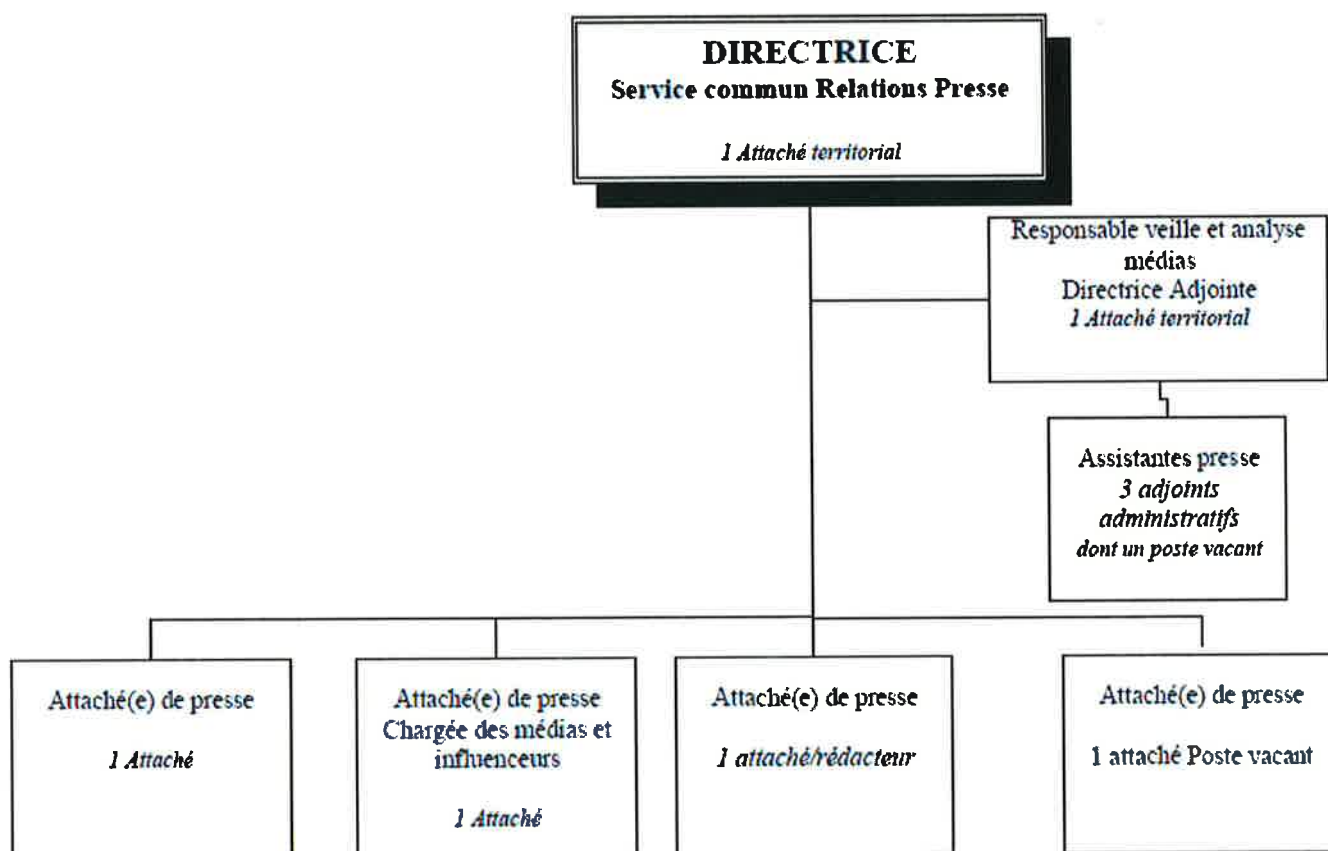
Dans ce cadre, la présente fiche d'impact décrit notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents.

Ce service commun procède de la mise en commun des effectifs suivants (hors postes vacants éventuels) :

- Métropole – Service Relations presse : 2 fonctionnaires et 2 agents non-titulaires territoriaux
- Ville – Service Relations presse : 4 fonctionnaires territoriaux

1. Impact sur l'organisation

L'organisation des services communs est retracée, à la date de constitution du service commun, dans l'organigramme suivant :



-2. Impact sur les conditions de travail -

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création de service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des 2 collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

3. Rémunération

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il est estimé que 75% des agents transférés de la Ville pourraient exercer ce droit d'option.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Extension du service commun de Direction de la Communication

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent mutualiser leurs directions de la communication dans le cadre d'une convention de service commun.

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées. La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Engagée depuis plus d'un an avec les deux directions, la mutualisation des directions de la communication s'est construite autour d'échanges continus, par la mise en place d'outils transversaux visant à simplifier la circulation de l'information ainsi que le déploiement d'une stratégie Relations Presse 2.0 mutualisée.

Les directions de la communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent de plus en plus étroitement depuis le début des présents mandats. Un service commun de direction de la Communication a ainsi été mis en place à partir du 1er juin 2015 et la dynamique de travail rassemblée a été effective avec des réunions de directions communes, de nombreux projets élaborés ensemble (événements, communication interne...).

L'enjeu est désormais de proposer une direction de la communication complètement mutualisée Ville de Montpellier-Montpellier Méditerranée Métropole qui puisse formaliser cette dynamique de travail.

Les modalités de cette mutualisation sont consignées dans une convention, en vertu de laquelle la direction de la communication est gérée par la Métropole de Montpellier et placée, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de chaque convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre entités à hauteur de 55% pour la Ville et de 45% pour la Métropole.

Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier ont été sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la création d'un service commun de Direction de la Communication en lieu et place du service commun existant ;
- d'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention afférente ;
- d'approuver les fiches d'impact afférentes ;
- d'inscrire au budget les dépenses correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

Convention de service commun Direction de la communication

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Article 1 : Objet..... | 2 |
| Article 2 : Conditions générales..... | 2 |
| Article 3 : Exercice des autorités hiérarchique et fonctionnelle..... | 3 |
| Article 4 : Responsabilité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé..... | 3 |
| Article 6 : Modalités financières..... | 3 |
| Article 7 : Durée – Résiliation..... | 4 |
| Article 8 : Litiges..... | 4 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par Monsieur Pierre BONNAL, Vice Président délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 14 décembre 2016,

ci-après dénommée « la Métropole », d'une part.

Et

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, Conseiller municipal spécial délégué aux ressources humaines, dûment habilité par délibération en date du 15 décembre 2016,

ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville se sont engagées dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée au bénéfice du pacte de confiance métropolitain.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 14 et 15 décembre 2016,

Vu les délibérations de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 14 et 15 décembre 2016,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun de direction de la communication.

Les services objets de la présente convention sont des services communs au sens de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et dans les conditions fixées par la présente convention.

Ces services communs procèdent, à la date de leur constitution, de la mise en commun des effectifs suivants, conformément au 5^{ème} alinéa de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- Métropole – Direction de la communication : 22 fonctionnaires et agents non-titulaires territoriaux
- Ville – Direction de la communication : 25 fonctionnaires et agents non-titulaires territoriaux

La mise en commun inclut également les moyens matériels rattachés au service mis en commun.

Article 2 : Conditions générales

Les services communs sont gérés par la Métropole, où est établie leur résidence administrative.

La Métropole est habilitée à pourvoir aux remplacements et renforts des effectifs nécessaires. Elle met en œuvre, le cas échéant, les créations et suppressions de postes proposées en comité de pilotage de la direction générale mutualisée.

Article 3 : Exercice des autorités hiérarchique et fonctionnelle

Les personnels des services communs sont placés sous l'autorité hiérarchique du Président de la Métropole.

En fonction de la mission réalisée, le service commun est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature aux chefs de services communs pour l'exécution des missions qui leur sont confiées.

Article 4 : Responsabilité

Chaque collectivité reste responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèvent des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assument chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

Les personnels des services communs sont gérés par la Métropole, qui exerce tous les pouvoirs de l'autorité territoriale à l'égard de ses agents.

A ce titre, la Métropole est notamment compétente pour les décisions relatives à la carrière, la rémunération, la formation, l'organisation, les congés, les conditions et la durée de travail.

La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire et le Comité Technique compétents sont ceux de la Métropole.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Les frais afférents aux missions exercées par les services communs (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition de l'agent, les frais de mission commune, petites fournitures, frais de mise à disposition de locaux....) sont partagés entre la Métropole et la Ville selon une clé de répartition établie selon le tableau suivant. Le remboursement est effectué semestriellement.

| Métropole | Ville |
|-----------|-------|
| 45% | 55% |

Une convention entre la Métropole et la Ville vient, le cas échéant, régler les modalités financières sur le calcul des coûts non salariaux.

Le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville peuvent solliciter la révision des clefs de répartition, dans la limite d'une révision annuelle. La révision est décidée d'un commun accord.

Pour les acquisitions de grosses fournitures et de services, une convention de groupement de commande entre la Métropole et la Ville viendra en régler les modalités pratiques et financières.

Article 7 : Durée – Résiliation

La présente convention entrera en vigueur, après signature et avoir acquis un caractère exécutoire, au plus tôt le 1^{er} janvier 2017.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3^{ème} mois suivant cette information.

Article 8 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour la Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « la Métropole »

Pour la Ville de Montpellier,
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux
ressources humaines,
Pierre BONNAL

Le Conseiller municipal spécial délégué aux
ressources humaines,
Abdi EL KANDOUSSI

Annexe - FICHE D'IMPACT

En application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est présenté aux Comités techniques de Montpellier Méditerranée Métropole (14 décembre 2016) et de la Ville de Montpellier (15 décembre 2016) la création d'un service commun de direction de la communication.

Par délibérations respectives en dates du 5 et du 19 février 2015, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole avait décidé la mise en commun de leur Directeur de la communication. Les directions de la communication de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis de plus en plus étroitement, avec des réunions de directions communes et de nombreux projets élaborés ensemble (événementiels, communication interne...).

Par ailleurs, l'organisation des deux directions appelait à être repensée de manière mutualisée, afin de les adapter à l'évolution des métiers de la communication et autour trois axes majeurs : amener de la transversalité en mettant en place une culture « projet » pour gagner en qualité ; imposer le digital/numérique dans toute la communication des deux entités ; développer la communication de proximité.

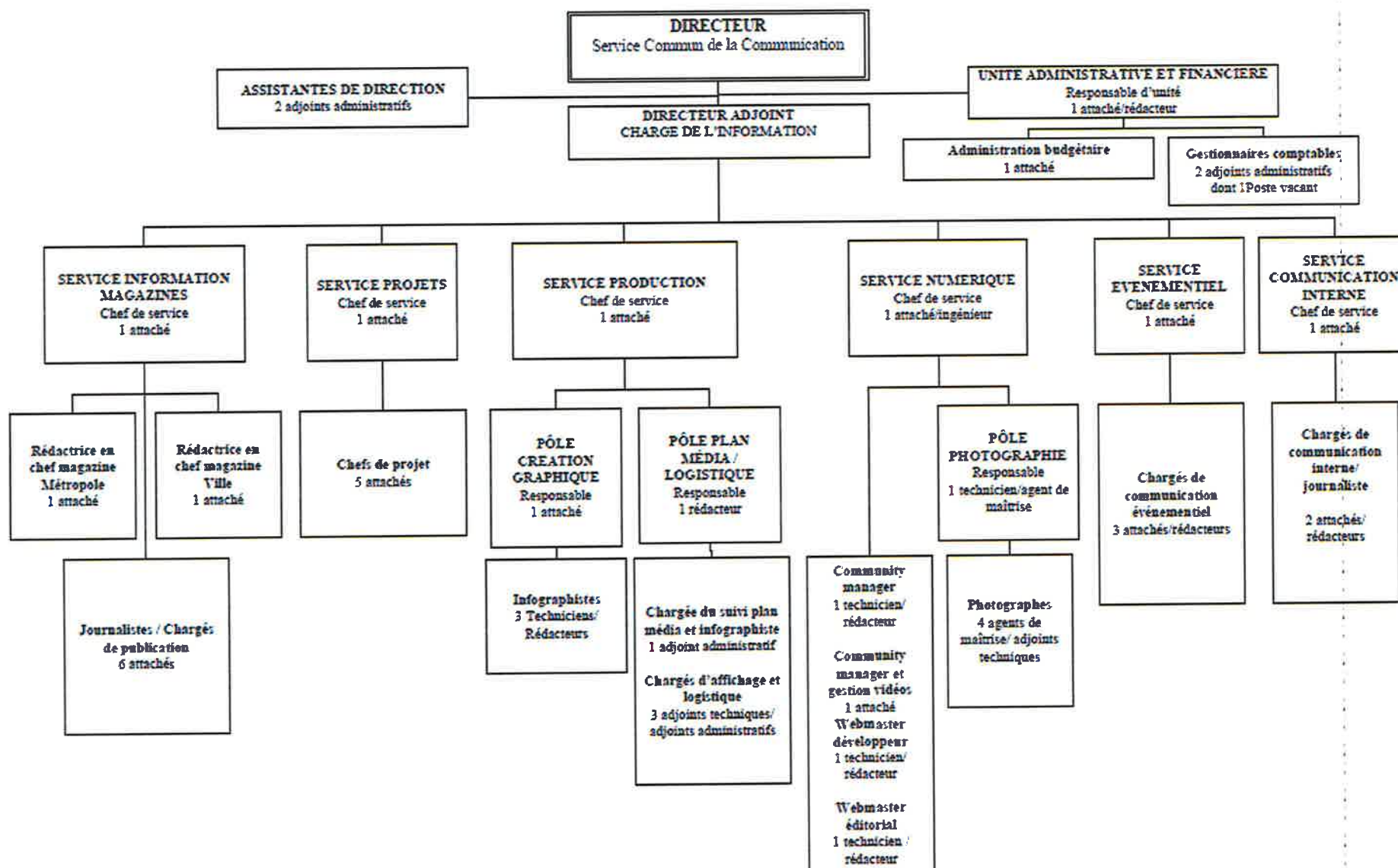
Dans ce cadre, la présente fiche d'impact décrit notamment les effets de la création d'un service commun de direction de la communication sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents.

Ce service commun procède de la mise en commun des effectifs suivants (hors postes vacants éventuels) :

- Métropole – Direction de la communication : 12 fonctionnaires et 10 agents non-titulaires territoriaux
- Ville – Direction de la communication : 21 fonctionnaires et 4 agents non-titulaires territoriaux

1. Impact sur l'organisation

L'organisation des services communs est retracée, à la date de constitution du service commun, dans l'organigramme suivant :



2. Impact sur les conditions de travail

Lieu de travail : les locaux de travail restent inchangés à la date de la création de service commun.

Horaires de travail : la création du service commun n'influe aucunement sur l'organisation du temps de travail mise en place en fonction des besoins et spécificités des services. Les aménagements du temps de travail sont organisés selon les dispositifs en vigueur à la Métropole. L'harmonisation de la politique RH des 2 collectivités garantit à terme la continuité des conditions de travail entre la Ville et la Métropole.

Outils de travail : Les outils de travail nécessaires à l'exercice des missions restent les mêmes et évolueront le cas échéant en fonction des besoins spécifiques à chaque service.

3. Rémunération

Outre les éléments statutaires de rémunération qui continuent d'être versés selon les conditions réglementaires en vigueur, en application de l'article L. 5111-7 I. du Code Général des Collectivités Territoriales, les agents transférés dans le service commun conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il est estimé que 32% des agents transférés de la Ville pourraient exercer ce droit d'option.

En application de l'article L. 5111-7 I bis., les agents conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice des participations qui leur étaient applicables au titre d'un label prévu au même article 88-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Création d'un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Sur ce fondement et dans cet esprit de coopération, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont déjà mutualisé leur direction générale des services, leur cabinet, ainsi qu'un certain nombre de directions (culture, communication, protocole...).

Afin de poursuivre la rationalisation du pilotage de certaines activités placées au cœur de la collaboration entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, il est aujourd'hui proposé de créer un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales entre les deux collectivités. Les ambitions de cette nouvelle direction doivent permettre de :

- Développer une politique de rayonnement international de la Ville et de la Métropole au service du développement économique de notre territoire ;
- Identifier, explorer et activer l'ensemble des leviers contribuant à l'attractivité de la Ville et de sa Métropole ;
- Structurer une offre touristique cohérente pour le territoire en s'appuyant sur nos échanges internationaux (Le tourisme est l'un des 7 piliers du développement de la Métropole et l'un des axes de coopération proposé au pôle métropolitain) ;
- Accompagner les communautés étrangères locales, en faire des acteurs majeurs de la politique de rayonnement.

Cette mutualisation permettra à la fois de rationaliser des actions portées par les deux entités Relations Internationales et de réellement optimiser la coopération avec l'ensemble des directions Ville et Métropole pour une meilleure appropriation du tourisme et des Relations Internationales dans les projets de la collectivité.

Ce rapprochement permettra par ailleurs de créer une dynamique collective par la multiplicité des champs d'actions et la complémentarité des savoirs et assurera une complémentarité, une cohérence et une transversalité dans la gestion des relations internationales (notamment en matière d'accueil des délégations et des déplacements).

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

La création de ces services communs est codifiée à l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce service commun sera mis en place au 1^{er} janvier 2017 et concernera le seul poste de directeur. Les modalités de cette mutualisation seront consignées dans une convention de service commun.

Le service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales sera géré par la Métropole et placé, en fonction de la mission réalisée, sous l'autorité fonctionnelle du Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou sous celle du Maire de la Ville de Montpellier.

Il est convenu que les dépenses mutualisées dans le cadre de cette convention, qui couvriront notamment les charges de personnel et frais assimilés, seront remboursées par la Ville de Montpellier à la Métropole selon une clé de répartition des dépenses entre collectivités à hauteur de 50 % chacune.

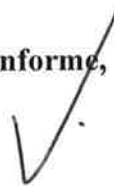
Les avis des Comités Techniques de la Métropole et de la Ville de Montpellier sont sollicités sur la convention de service commun et la fiche d'impact, décrivant notamment les effets sur l'organisation, les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création de ce service commun;
- D'autoriser l'autorité territoriale à signer la convention de service commun afférente telle que présentée en annexe et tout document relative à cette affaire;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



Montpellier Méditerranée Métropole / Ville de Montpellier

Convention de création d'un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales

SOMMAIRE

| | |
|---|---|
| Article 1 : Objet..... | 2 |
| Article 2 : Conditions générales..... | 2 |
| Article 3 : Responsabilité..... | 3 |
| Article 4 : Transfert de l'autorité..... | 3 |
| Article 5 : Situation du personnel mutualisé..... | 3 |
| Article 6 : Modalités financières..... | 3 |
| Article 7 : Durée - Résiliation..... | 4 |
| Article 8 : Dispositif de suivi..... | 4 |
| Article 9 : Litiges..... | 4 |

Entre

Montpellier Méditerranée Métropole, représentée par le Vice Président délégué aux ressources humaines,
ci-après dénommée « la Métropole », d'une part.

Et

la Ville de Montpellier, représentée par le conseiller municipal délégué aux ressources humaines,
ci-après dénommée « la Ville », d'autre part,

PREAMBULE

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012 et n°2014-58 du 27 janvier 2014 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Dotée d'un pacte de confiance métropolitain, Montpellier Méditerranée Métropole a posé les bases d'une intercommunalité consentie et négociée. Cette nouvelle gouvernance des relations entre la Métropole et ses communes place la coopération au cœur de son projet politique.

Concomitamment à ces évolutions, dans une démarche de mutualisation, la Métropole et la Ville souhaitent mettre en place une direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales et ont déterminé les conditions de mise en œuvre, tant financière que fonctionnelle de cette nouvelle organisation.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5211-4-2,

Vu les avis des Comités techniques de la Métropole et de la Ville respectivement des 14 et 15 décembre 2016,

Vu les délibérations des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville en date respectivement des 14 et 15 décembre 2016.

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de définir et de constituer entre la Métropole et la Ville un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales.

Cette mutualisation concerne le seul poste de directeur, dans les conditions fixées par la présente convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour l'application de la présente convention, le mot mutualisation et le verbe mutualiser caractérisent la situation de mise en commun visée au précédent alinéa.

Article 2 : Conditions générales

Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie sa résidence administrative.

Article 3 : Responsabilité

Chaque collectivité restera responsable, vis-à-vis des tiers, des décisions prises dans le cadre de l'exercice de ses compétences. Par conséquent, les initiatives et décisions à prendre par chacune des collectivités relèveront des autorités et organes qui lui sont propres.

Ainsi, la Métropole et la Ville assumeront chacune et indépendamment la responsabilité des actes et décisions, contrats et engagements de toute nature nonobstant l'intervention du service commun.

De même, la Métropole et la Ville conserveront chacune et indépendamment, la complète responsabilité du processus de décision et des décisions relatives aux domaines de compétences relevant de leurs propres services.

Article 4 : Transfert de l'autorité

En fonction de la mission réalisée, le Directeur de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales est placé sous l'autorité fonctionnelle du Président de la Métropole ou sous celle du Maire de la Ville.

Le Président ou le Maire adresse directement toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il lui confie.

Le Président ou le Maire peut donner, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature au Directeur de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales pour l'exécution des missions qui lui sont confiées.

Article 5 : Situation du personnel mutualisé

La carrière est gérée par la Métropole, collectivité de rattachement du service commun, qui verse la rémunération du Directeur de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales.

L'organisation, les conditions et la durée de travail sont établies par la Métropole. La Métropole procède à l'évaluation annuelle et exerce le pouvoir disciplinaire, le cas échéant après avoir été saisie par la Ville.

La Commission Administrative Paritaire est celle de la Métropole. Les questions collectives, notamment en termes d'organisation des services, sont examinées par le Comité Technique compétent, de la Métropole ou de la Ville.

Le service commun relève, selon les règles établies par la Métropole, de ses avantages salariaux et des prestations de son Comité d'action sociale sportive et culturelle.

Article 6 : Modalités financières

Afin de pouvoir accomplir les missions qui incombent à la Direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales, la Métropole et la Ville s'engagent à mettre à disposition, chacune à leurs propres frais, les moyens matériels et humains nécessaires à l'exercice de ces missions. Ces dépenses incluent notamment les frais de mission engagés sous l'autorité fonctionnelle de l'une ou l'autre des collectivités.

Les dépenses mutualisées et entrant dans le calcul du remboursement concernent les charges de personnel, frais assimilés et avantages en nature consentis au personnel du service commun dans l'exercice de leurs fonctions (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations, frais médicaux, formations, moyens de locomotion et de télécommunication mis à disposition exclusive de l'agent, le cas échéant frais de mission commune...). Ils sont pris en charge par la Métropole.

En contrepartie de cette mutualisation, la Ville rembourse à la Métropole ces dépenses mutualisées selon une clé de répartition établie entre la Métropole et la Ville à hauteur de 50% chacune. Le remboursement est effectué trimestriellement sur la base d'états de frais mensuels.

Article 7 : Durée - Résiliation

La présente convention entrera en vigueur, après signature et transmission en préfecture, et au plus tôt le 1^{er} janvier 2017.

Elle est établie pour la durée du mandat et expirera au plus tard 6 mois après le renouvellement des organes délibérants. Elle pourra être reconduite de manière expresse dans un délai de six mois suivant ce renouvellement.

En outre, elle pourra être dénoncée par le Président de la Métropole ou le Maire de la Ville à tout moment. Cette décision fait l'objet d'une information des assemblées délibérantes de chacune des collectivités et prend effet au premier jour du 3^{ème} mois suivant cette information.

Article 8 : Dispositif de suivi

Un suivi contradictoire régulier de l'application de la présente convention est assuré par un Comité de suivi composé de 2 représentants (élus ou agents) de la Métropole, nommés par le Président, et de 2 représentants (élus ou agents) de la Ville, nommés par le Maire.

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an pour établir un bilan financier et qualitatif succinct relatif à l'application de la présente convention. Ce rapport est transmis au Président de la Métropole et au Maire de la Ville.

Article 9 : Litiges

La Métropole et la Ville s'engagent à rechercher une solution amiable à tout litige pouvant survenir dans l'exécution des présentes. A défaut de résolution amiable, le Tribunal Administratif de Montpellier sera compétent.

Fait à Montpellier, le

Pour Montpellier Méditerranée Métropole,
ci-dessus dénommée « la Métropole

Pour la Ville de Montpellier,
ci-dessus dénommée « la Ville »

Le Vice Président délégué aux ressources humaines,

Le conseiller municipal délégué aux ressources
humaines

Pierre BONNAL

Abdi EL KANDOUSSI

Convention de création d'un service commun de direction de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales en application de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités.

FICHE D'IMPACT « décrivant notamment les effets sur l'organisation et les conditions de travail, la rémunération et les droits acquis pour les agents »

| | |
|--|---|
| Agent mutualisé : | Sophie SALELLES |
| Collectivité d'origine : | Montpellier Méditerranée Métropole |
| Catégorie : | A |
| Grade : | <u>Inchangé</u> Attaché territorial |
| REMUNERATION ET DROITS ACQUIS | |
| Impact sur le régime indemnitaire applicable : | <u>Inchangé</u> Régime indemnitaire des attachés territoriaux dans les conditions délibérées par Montpellier Méditerranée Métropole (Prime de Fonctions et de Résultats) |
| Avantages collectivement acquis : | <u>Inchangés</u> Avantages acquis de Montpellier Méditerranée Métropole |
| NBI : | <u>Inchangée</u> Aucune NBI |
| ORGANISATION ET CONDITIONS DE TRAVAIL | |
| Position statutaire : | <u>Inchangé</u> Agent titulaire |
| Poste occupé : | Directrice de l'attractivité, du tourisme et des relations internationales |
| Temps de travail et modalités d'organisation du temps de travail | <u>Inchangé</u> Dispositions applicables aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole. Pas de changement du profil horaire. |
| Affectation | <u>Inchangée</u> Le service commun est géré par Montpellier Méditerranée Métropole |
| Lieu de travail | Montpellier Méditerranée Métropole et Ville de Montpellier |
| Supérieur hiérarchique | Autorité fonctionnelle partagée entre le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Maire de la Ville de Montpellier |

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Approbation du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi n° 2016-483 du 20/04/2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires proroge de 2 ans la durée d'application du dispositif de titularisation créé par la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, dite loi Sauvadet, et modifie les conditions d'éligibilité pour prétendre à ce dispositif. Le décret n° 2016-1123 du 11/08/2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale précise les conditions de mise en œuvre.

Les modes de recrutement, selon les cadres d'emplois, sont soit des sélections professionnelles organisées par les collectivités employeurs ou par le centre de gestion dans le cadre de conventions, soit des recrutements réservés sans concours pour les premiers grades de catégorie C.

Conformément à l'article 17 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifié par l'article 41 de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 précitée, il appartient à l'organe délibérant, après avis du comité technique, d'approuver le nouveau programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire, avant sa mise en œuvre pour la période du 13/03/2016 au 12/03/2018. Le Comité technique qui s'est tenu le 9 novembre 2016 a approuvé ce programme.

Ce programme détermine notamment, en fonction des besoins de la collectivité, les grades ouverts à la sélection professionnelle et au recrutement réservé sans concours, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements, leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

C'est ainsi que 32 postes seront ouverts au dispositif de sélection professionnelle :

- Attaché : 17
- Rédacteur : 2
- Psychologue classe normale : 1
- ATSEM 1cl. : 1
- Auxiliaire de puériculture 1cl. : 5
- Ingénieur : 4

- Technicien Principal 2cl. : 1
- Technicien : 1

et 4 accessibles au recrutement réservé sans concours :

- Adjoint technique 2cl. : 4

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire, annexé à la présente délibération, qui sera mis œuvre au cours de l'année 2017. |

Le Conseil adopte.

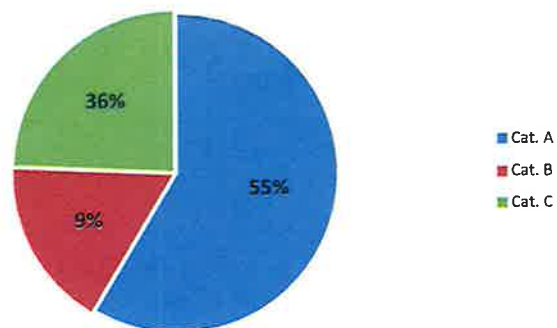
Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

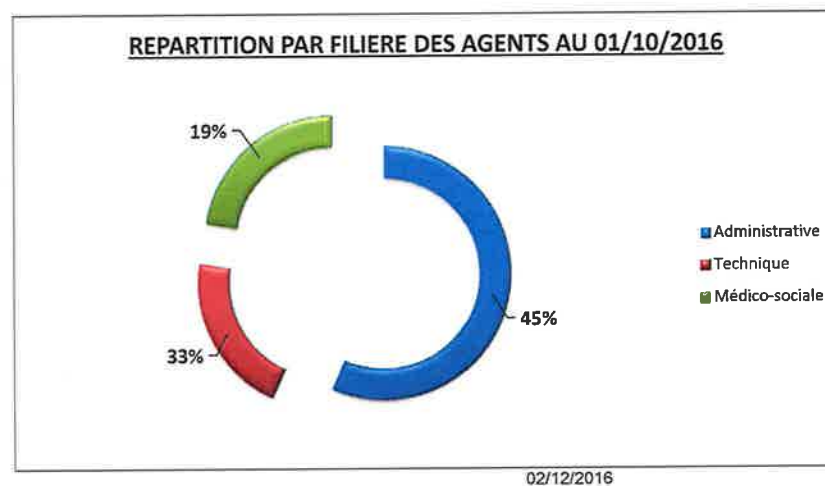
DONNEES DU PROGRAMME PLURIANNUEL D'ACCES A L'EMPLOI TITULAIRE**1. Répartition par catégorie des agents éligibles au 01/10/2016 au dispositif de titularisation :**

| | | Nombre total de dossiers éligibles | | |
|-------------------------|--------|------------------------------------|--------|-------|
| | | Hommes | Femmes | Total |
| Eligibles au 01/10/2016 | Cat. A | 15 | 8 | 23 |
| | Cat. B | 3 | 1 | 4 |
| | Cat. C | 0 | 15 | 15 |
| TOTAL ELIGIBLES | | | | 42 |

REPARTITION PAR CATEGORIE AU 01.10.16

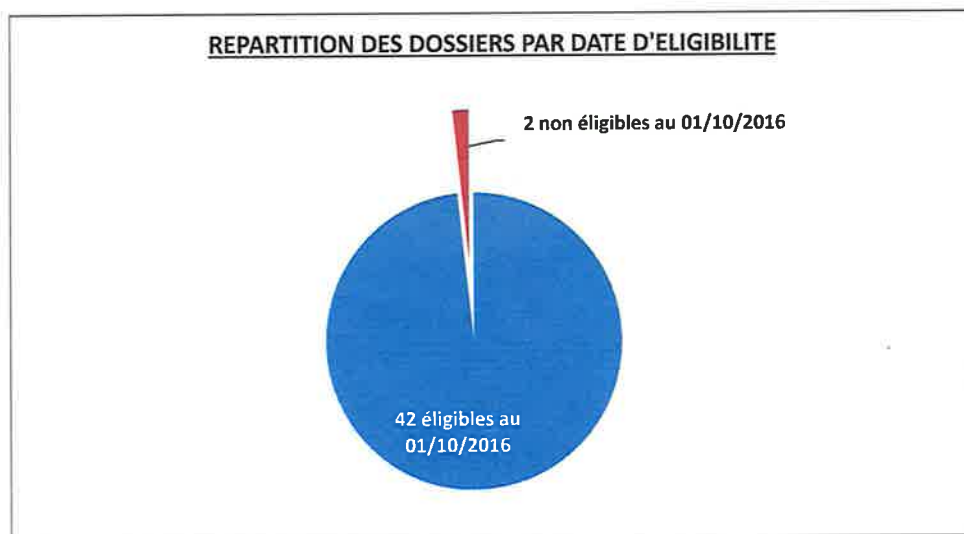
2. Répartition par filière des agents éligibles au 01/10/2016 au dispositif de titularisation :

| Filière | Cat. A | Cat. B | Cat. C | TOTAL |
|----------------|-----------|----------|-----------|-----------|
| Administrative | 17 | 2 | 0 | 19 |
| Technique | 5 | 2 | 7 | 14 |
| Sociale | 0 | 0 | 1 | 1 |
| Médico-sociale | 1 | 0 | 7 | 8 |
| TOTAL | 23 | 4 | 15 | 42 |



3. Répartition par filière des agents éligibles au dispositif de titularisation postérieurement au 01/10/2016 sous réserve d'acquisition d'ancienneté requise :

| Répartition des dossiers éligibles ultérieurement au dispositif de titularisation par filière et catégorie | Filière | Cat. A | Cat. B | Cat. C | TOTAL |
|--|------------------|----------|----------|----------|----------|
| | Administrative | 0 | 1 | 0 | 1 |
| | Technique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Animation | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Culturelle | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sportive | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Sociale | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Médico-sociale | 0 | 0 | 1 | 1 |
| | Médico-technique | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autre | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | TOTAL | 0 | 1 | 1 | 2 |



4 - Données du programme annuel d'accès à l'emploi titulaire (PPAET)

a. Accès au dispositif de sélection professionnelle

| | Effectif éligible | Effectif éligible d'un grade équivalent | Nb d'éligibles ultérieurs | Besoins de la collectivité en 2017 | Convention CDG |
|---|----------------------|--|------------------------------|---------------------------------------|----------------|
| ATTACHE | 17 | | 0 | 17 | NON |
| REDACTEUR | 2 | | 0 | 2 | NON |
| PSYCHOLOGUE DE CLASSE NORMALE | 1 | | 0 | 1 | NON |
| ATSEM DE 1ère CL | 1 | | 0 | 1 | NON |
| AUXILIAIRE DE PUERICULTURE DE 1ère CLASSE | 7 | | 0 | 5 | NON |
| INGENIEUR | 5 | | 0 | 4 | NON |
| TECHNICIEN PRINCIPAL 2cl. | 1 | | 0 | 1 | |
| TECHNICIEN | 1 | | 0 | 1 | NON |
| TOTAL | 35 | 0 | 0 | 32 | |
| TOTAL | 35 | | | 32 | |

b. Accès aux recrutements réservés des catégories C sans concours

| | Effectif éligible | Effectif éligible d'un grade équivalent | Nb d'éligibles ultérieurs | Besoins de la collectivité en 2017 |
|----------------------------------|----------------------|--|------------------------------|---------------------------------------|
| ADJOINT ADMINISTRATIF DE 2ème CL | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ADJOINT TECHNIQUE DE 2ème CL | 7 | 0 | 0 | 4 |
| ADJOINT D'ANIMATION 2cl. | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ADJOINT DU PATRIMOINE 2cl. | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL | 7 | 0 | 0 | 4 |
| TOTAL Sans concours | 7 | | | 4 |

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Nouvelle bonification indiciaire attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la Ville à la suite de la création des quartiers prioritaires de la politique de la Ville: définition des critères d'attribution dans les services et équipements situés en périphérie de ces quartiers et assurant leur service en relation directe avec la population de ces quartiers

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006 modifié par le décret n° 2015-1386 du 30 octobre 2015, remplace la référence aux « Zones urbaines sensibles » (ZUS) par celle des « nouveaux quartiers prioritaires de la politique de la ville » (QPV) instituée par la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Les décrets permettent l'attribution de la NBI aux établissements « situés en périphérie de ces zones et assurant leur service en relation directe avec la population de ces zones ». Ces deux notions sont cumulatives.

Afin de permettre l'attribution aux agents remplissant ces deux conditions, il est proposé de définir précisément ce qu'il est attendu pour ces 2 notions.

Concernant la notion d'établissements situés en périphérie de quartiers prioritaire de la ville, il est proposé de retenir les établissement « bordant » les quartiers prioritaires et se situant en conséquence dans la première rue limitrophe à ces quartiers.

Concernant la seconde condition définie par le décret, ces établissements devront accueillir majoritairement du public issu directement de quartier prioritaire de la ville (a minima 50 %).

Il est rappelé que les fonctions permettant l'attribution de la NBI pour exercice de missions en quartier prioritaire resteront exclusives aux fonctions décrites dans l'annexe du décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les définitions proposées pour l'attribution de la NBI dans les établissements situés en périphérie des quartiers prioritaires de la politique de la ville et assurant leur servive en relation directe avec la population de ces zones.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Convention de gestion entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences «voirie-espace public - Exploitation du Tunnel de la Comédie»

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de mettre en œuvre les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, des transferts de personnels ainsi que des transferts de biens matériels et immatériels, droits et obligations ont eu lieu au 1^{er} janvier 2016 entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence "voirie-espace public", la maîtrise d'ouvrage du tunnel de la Comédie a donc été transférée à la Métropole. Celle-ci entraîne les responsabilités associées à la réalisation des opérations de travaux et de gros entretien en ce qui concerne :

- le génie civil de l'ouvrage,
- les chaussées,
- les équipements de sécurité (notamment éclairage public, dispositif de ventilation, vidéosurveillance avec détection automatique d'incident, barrières automatiques, protection contre l'incendie, gestion télécommandée de l'ensemble du système).

Elle emporte également les responsabilités administratives spécifiques à ce type d'équipement, soit :

- l'élaboration et la tenue à jour du dossier de sécurité permettant la délivrance régulière de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation,
- la conduite des démarches réglementaires lors de travaux emportant des modifications substantielles de l'ouvrage et de ses conditions d'exploitation (notamment dossier préliminaire de sécurité, obtention des arrêtés et autorisations associées au niveau local et national le cas échéant),
- la réalisation d'un exercice annuel de sécurité conformément à la réglementation pour ce type d'ouvrage.

Au-delà de la responsabilité de l'ouvrage en tant que tel se pose la question de l'exploitation du tunnel.

En la matière il convient de distinguer deux grandes missions :

- la maintenance préventive et curative des équipements de sécurité tels que définis précédemment ainsi que les petits travaux d'entretien des équipements annexes de la voirie (marquage au sol, panneau de police et de directionnelle notamment),
- la surveillance permanente du tunnel et les actions de gestion associés, notamment fermeture de celui-ci lorsque les conditions le nécessitent et déclenchement des opérations associées (demande d'intervention des forces de police et/ou de secours, déclenchement des dispositifs de désenfumages,...).

La maintenance préventive et curative était assurée par des services de la Ville de Montpellier qui ont été transférés à la Métropole. Celle-ci assure donc cette mission avec ses services propres.

En ce qui concerne la surveillance permanente, celle-ci a été historiquement assurée par le centre de supervision urbain de la ville de Montpellier parmi ses autres missions de vidéosurveillance avec des choix forts :

- en terme technique (infrastructure technique de surveillance imbriquée et regroupée avec le réseau général de vidéosurveillance du domaine public de la ville de Montpellier),
- du point de vue organisationnel (surveillance assurée sur des postes de travail mutualisés avec les autres missions de vidéosurveillance, et sur des quotités de temps de travail difficilement agrégeables).

En conséquence et suite au transfert, il est apparu préférable pour les parties que la Ville de Montpellier conserve la gestion de la totalité des moyens affectés au CSU.

La Métropole ne disposant pas, en conséquence, des moyens lui permettant d'assurer la surveillance permanente du tunnel de la Comédie il apparaît donc opportun de mettre en place une convention de gestion de services aux termes de laquelle la Ville assure pour le compte de la Métropole ladite surveillance.

Cette solution permet d'assurer tout à la fois la continuité du service public rendu au niveau communal et la mobilisation de moyens permettant de répondre aux nouvelles compétences métropolitaines.

La présente convention a donc pour objet de fixer les modalités de ladite convention de gestion pour l'exercice de la mission de surveillance permanente du tunnel.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal:

- d'approuver la mise en oeuvre Convention de gestion entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole au titre des activités liées aux compétences «voirie-espace public - Exploitation du Tunnel de la Comédie" et d'autoriser l'autorité territoriale à signer ladite convention ;
- d'inscrire au budget de la Ville les dépenses et recettes correspondantes.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



TUNNEL DE LA COMEDIE CONVENTION DE GESTION DE SERVICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER AU BENEFICE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE

Entre les soussignés :

La commune de Montpellier représentée par son conseiller municipal délégué aux ressources humaines Abdi El Kandoussi, dûment habilité par délibération du, ci-après dénommée "la Commune",

d'une part,

Et :

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Vice- Président délégué aux ressources humaines, M. Pierre BONNAL dûment habilité par délibération du, ci-après dénommée "la Métropole",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 5217-7 et L 5215-27

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015

VU les avis rendus par les comités techniques de la Commune de Montpellier et de la Métropole les

Préambule

Afin de mettre en œuvre les compétences de la Métropole, les transferts de personnels ainsi que les transferts de biens matériels et immatériels, droits et obligations ont eu lieu au 1^{er} janvier 2016 entre la Commune et la Métropole.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence "voirie-espace public", la maîtrise d'ouvrage du tunnel de la comédie a donc été transférée à la Métropole au 01/01/2016.

Celle-ci entraîne les responsabilités associées à la réalisation des opérations de travaux et de gros entretien en ce qui concerne

- le génie civil de l'ouvrage,
- les chaussées
- les équipements de sécurité (notamment éclairage public, dispositif de ventilation, vidéosurveillance avec détection automatique d'incident, barrières automatiques, protection contre l'incendie, gestion télécommandée de l'ensemble du système).

Elle emporte également les responsabilités administratives spécifiques à ce type d'équipement, soit:

- l'élaboration et la tenue à jour du dossier de sécurité permettant la délivrance régulière de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation
- la conduite des démarches réglementaires lors de travaux emportant des modifications substantielles de l'ouvrage et de ses conditions d'exploitation (notamment dossier préliminaire de sécurité, obtention des arrêtés et autorisations associées au niveau local et national le cas échéant)
- la réalisation d'un exercice annuel de sécurité conformément à la réglementation pour ce type d'ouvrage.

Au-delà de la responsabilité de l'ouvrage en tant que tel se pose la question de l'exploitation du tunnel.,

En la matière il convient de distinguer deux grandes missions:

- la maintenance préventive et curative des équipements de sécurité tels que définis précédemment ainsi que les petits travaux d'entretien des équipements annexes de la voirie (marquage au sol, panneau de police et de directionnelle notamment),
- la surveillance permanente du tunnel et les actions de gestion associés, notamment fermeture de celui-ci lorsque les conditions le nécessitent et déclenchement des opérations associées (demande d'intervention des forces de police et/ou de secours, déclenchement des dispositifs de désenfumages,...)

La maintenance préventive et curative était assurée par des services de la ville de Montpellier qui ont été transférés à la Métropole. Celle-ci assure donc depuis le 01/01/2016 cette mission avec ses services propres.

En ce qui concerne la surveillance permanente, celle-ci a été historiquement assurée par le centre de supervision urbain de la ville de Montpellier parmi ses autres missions de vidéosurveillance avec des choix forts :

- en terme technique (infrastructure technique de surveillance imbriquée et regroupée avec le réseau général de vidéosurveillance du domaine public de la ville de Montpellier)
- du point de vue organisationnel (surveillance assurée sur des postes de travail mutualisés avec les autres missions de vidéosurveillance, et sur des quotités de temps de travail difficilement agrégeables).

En conséquence et suite au transfert, il est apparu préférable pour les parties que la Commune conserve la gestion de la totalité des moyens affectés au CSU.

La Métropole ne disposant pas, en conséquence, des moyens lui permettant d'assurer la surveillance permanente du tunnel de la Comédie il apparaît donc opportun de mettre en place une convention de gestion de services aux termes de laquelle la Commune assure pour le compte de la Métropole ladite surveillance.

Cette solution permet d'assurer tout à la fois la continuité du service public rendu au niveau communal et la mobilisation de moyens permettant de répondre aux nouvelles compétences métropolitaines.

La présente convention a donc pour objet de fixer les modalités de ladite convention de gestion pour l'exercice de la mission de surveillance permanente du tunnel.

Dans ce cadre, les parties ont décidé de recourir aux articles L 5217-7 et L5215-27 du code général des collectivités territoriales en application desquels une Métropole peut confier à une de ses communes membres la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions,

La présente convention a pour objet de définir les conditions de cet accord.

Article 1^{er} – Objet

Dans le cadre d'une bonne organisation des services, la Métropole confie à la Commune, qui l'accepte au titre de l'article L 5217-7 du code général des collectivités territoriales la gestion de la surveillance permanente du tunnel de la Comédie.

Article 2 Périmètre de la Convention

Le périmètre de la convention est décrit en annexe 1.

Article 3 - Durée

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2017 pour une durée de deux ans. Elle est reconductible de manière tacite par période d'un an, le nombre de périodes de reconduction ne pouvant excéder trois (soit une durée maximale de 5 ans)

Toutefois au cours de la première période de deux ans, puis pour les années suivantes, les parties auront la faculté de dénoncer la présente convention par courrier transmis par la plus diligente et reçue avec accusé de réception par l'autre partie, au plus tard le 30 juin, cette dénonciation prenant effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

A l'issue de la durée maximale de 5 ans, les parties se réuniront afin de déterminer les suites qu'elles entendent donner à cette convention au vu du bilan qui en sera fait.

Article 4 - Modalités d'organisation des missions et services concernés

La Commune exerce les missions objet de la présente convention pour le compte de la Métropole. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite des moyens décrits dans les budgets prévisionnels détaillés en annexe 2 et sur la base des éventuels taux horaires, tarifs et modalités de facturation définis dans cette annexe ;

Les missions qui seront exercées par la Commune s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Commune, par du personnel affecté par celle-ci à la gestion du service,

- les moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre du service,
- les contrats passés par la Commune pour l'exercice du service,

La Commune assure la gestion de tous les contrats en cours afférents aux missions relevant des services dont elle a la gestion.

La Commune prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Commune informera préalablement la Métropole des actes engageant de manière significative la gestion et /ou le coût du service, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

Article 5 – Modalités de gestion des services et personnels

La Commune reste l'employeur du personnel, qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du maire de la Commune.

Article 6 – Equipements et matériels du service

Il appartient à la Commune d'acquérir l'ensemble du matériel et des équipements nécessaires à la gestion des services objet de la présente. En cas de dénonciation ou de résiliation de la présente convention, les biens nécessaires, le cas échéant, à la continuité du service objet de la présente, pour la Métropole seront cédés en pleine propriété à la Métropole pour leur valeur résiduelle nette comptable.

Si pour une raison quelconque la Métropole ne souhaite pas acquérir ces biens (externalisation du service maintenance...), les parties se réuniront afin de déterminer de concert le traitement de cette situation dans le respect de leurs intérêts financiers respectifs.

Au titre de la présente, la Métropole autorise la Commune à utiliser les biens meubles et immeubles éventuellement nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente et dont elle est bénéficiaire.

Les frais de maintenance et d'entretien de ces biens sont définis dans les budgets prévisionnels joints en annexe 2.

Article 7 – Modalités financières, comptables et budgétaires

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Commune interviendra pour le compte de la Métropole, à l'intérieur des enveloppes définies dans le cadre des budgets prévisionnels établis en annexe 2 et /ou sur la base des tarifications, modalités de refacturation et taux horaires mentionnés dans cette annexe, dans le respect des règles de la comptabilité publique

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice du service, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Commune, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice de la convention.

Le détail des dépenses et des recettes, pour la Commune, sera éventuellement précisé dans le cadre des budgets prévisionnels joints en annexe 2

Ces budgets seront actualisés chaque année par la Commune et la Métropole, dans le cadre de leur préparation budgétaire. Les budgets réactualisés correspondant au nouvel exercice seront annexés à la présente.

En cas de modification substantielle d'un ou plusieurs budgets, par rapport aux budgets initiaux tels que présentés en annexe 2, un avenant à la présente convention sera conclu.

Article 8 – Rémunération

La réalisation par la Commune des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération. Les prix des fournitures et prestations internes et externes sont refacturées à l'euro près.

La Métropole remboursera à la Commune la charge nette des dépenses telle que définie à l'article 6.2.

Ces demandes de remboursement interviendront tous les 3 mois sur la base du décompte visé à l'article 6.2 et d'une facture globale telle que définie en annexe 2

Article 9 – Modalités de remboursement et écritures comptables

La Métropole assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Commune, dans la limite des montants figurant dans Les budgets prévisionnels joints en annexe 2

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, à l'issue de chaque semestre, la Commune transmettra à la Métropole un décompte des paiements réalisés, accompagné d'une copie des bulletins de salaires et factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations. Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1^{er} janvier 2016 seront prises en compte.

De la même manière, la Commune transmettra à la Métropole un état des recettes perçues accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Commune pour défaut de paiement dans les délais, restera à sa charge.

Afin que la Métropole puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- A la section d'investissement

Article 10 – Subventions

La Commune supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à la gestion des services et missions tels que définis en annexe 1.

Le cas échéant, elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Métropole de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante.

Article 11 – Organisation et coordination

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Commune et la Métropole définissent en annexe 1 de la présente convention les interlocuteurs chargés de la mettre en œuvre. Cette annexe détaille si nécessaire les modalités d'organisation des relations entre la Commune et la Métropole pour la bonne mise en œuvre du service objet de la présente.

Article 12-Suivi

Les parties mettent en place un comité de suivi de la Convention dont l'objet sera notamment :

- d'examiner et d'évaluer les conditions opérationnelles et financières d'exécution de la présente convention
- de proposer des axes d'amélioration de gestion des services objets de la présente.
- de réaliser un bilan d'activité annuel qui sera en tout ou partie intégré dans le rapport d'activité de la Métropole mentionné à l'article L 5211-39 du CGCT et dans la communication relative à l'avancement du schéma de mutualisation mentionné à l'article L 5211-39-1 du même Code.

Ce comité de suivi se réunira au moins une fois par an.

Article 13 – Responsabilité - assurance

La Commune est responsable de l'exercice des missions et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle couvre sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Métropole.

De même elle se garantit contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles visés à l'article 6.

Article 14– Attribution juridictionnelle

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune, le Président de la Métropole, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à :

Le :

(En Exemplaires)

Le Maire de la commune de, M., dûment habilité par délibération du,

Le Vice- Président déléguédûment habilité par délibération du

ANNEXE 1 – Description des missions assurées par la Commune pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole et du matériel associé pour leur exercice

Description des missions

- la surveillance permanente et la réalisation des actions de conservation lors de l'apparition d'une situation dégradée telle que définies dans le dossier de sécurité - pièce 7 "Plan d'intervention et de sécurité (PIS) du tunnel de la comédie.
- La participation au dispositif permanent de retour d'expérience tel que décrit dans la pièce 8 du dossier de sécurité incluant notamment (liste non exhaustive)
 - l'enregistrement en continu des informations d'exploitation pertinente
 - la diffusion d'un recueil d'information sur l'origine et le déroulement des incidents ou accidents significatifs qui surviennent dans l'ouvrage
 - l'analyse des événements significatifs
 - l'accompagnement et le conseil du maître d'ouvrage sur l'organisation et l'animation des réunions périodiques systématiques
- la mise à jour de la pièce 9 du dossier de sécurité "Liste et analyse des incidents et accidents significatifs".
- La participation à l'exercice annuel de sécurité avec une implication aux niveaux des réunions préparatoires à cet exercice et aux choix des scénarios.
- La participation à la mise à jour du plan d'intervention et de sécurité lorsque cela sera jugé nécessaire.

Matériels disponible pour l'exercice de ces missions dans la salle d'exploitation

a) 1 mur d'image mutualisé avec le dispositif de vidéosurveillance général du domaine public de la ville de Montpellier (y compris tout le matériel associé: pupitre, mobiliers, locaux sécurisés)

b) 1 moniteur pour l'ensemble des caméras du tunnel

1 moniteur pour la DAI

1 moniteur pour la GTC

1 interphone/microphone pour communiquer avec les PAU

1 microphone pour passer des messages vocaux via la sonorisation du tunnel

Pour ces 5 derniers équipements, l'investissement associé, l'entretien et la maintenance sont assurés directement par la métropole.

Matériel dans le tunnel (pour mémoire, investissement et entretien directement assuré par la métropole):

Analyseur CO,NO

Réseau d'appel d'urgence

17 caméras de vidéosurveillance couplées à un dispositif de détection automatique d'incident

Interlocuteurs chargés de mettre en œuvre la présente convention (cf article 11)

Pour la commune:

- Le Directeur Général Adjoint du Département proximité et modernisation de l'action publique
- Le directeur de la Direction de la tranquillité publique assisté du chef de service du centre de supervision urbain.

Pour la métropole:

- Le Directeur Général Adjoint du Département services publics de l'environnement et des transports
- Le directeur de la Direction des mobilités assisté du chef de service gestion multimodale des déplacements.

ANNEXE 2 – BUDGET PREVISIONNEL

1. Règles de calcul appliquées pour déterminer le coût annuel de fonctionnement

Le remboursement des frais de fonctionnement du (des) service(s) mis à disposition s'effectue sur la base d'un coût annuel de fonctionnement du service constaté par la commune.

Détermination du coût annuel de fonctionnement

Le coût annuel comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses figurant dans l'attribution de compensation relative à la compétence, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût annuel se décompose comme suit :

Part fixe A (A1 + A2)

- Charges de personnel (rémunérations, charges sociales, toutes autres taxes et contributions, cotisations, frais médicaux, de formation et de missions, équipements de protection individuelle, ...) :

Calcul A1 = Masse salariale des fonctions mises à disposition (ETP) + 6% de cette même masse salariale (représentant la quote-part des charges de personnel des fonctions support)

- Charges de structures (fournitures, coût de mise à disposition des locaux, fluides, ...)

Calcul A2 = 3 % (quote-part des charges de structure) x (A1)

Les taux de 6% et 3 % appliqués sont issus de modes de calcul retenus par la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLECT)

Part variable B

- Contrats rattachés permettant l'exploitation des installations de Videoprotection de la Ville de Montpellier

2. Charges prévisionnelles de personnel pour calculer la masse salariale des fonctions mises à disposition et la part fixe A

Emplois ou fonctions nécessaires à la surveillance du tunnel de la comédie :

- 1 chef de service CSU à hauteur de 5 % de son temps
- 3 superviseurs CSU à hauteur de 33 % de leur temps, soit l'équivalent d'un temps plein de superviseur.
- 5 équipes de 3 agents CSU à hauteur de 33 % de leurs temps, soit l'équivalent de 5 temps plein d'agent d'exploitation du CSU.

3. Quote part à appliquer pour calculer la part variable B

La quote part de la participation financière annuelle de la métropole s'élève à 1/20 du coût total des dépenses des marchés utilisés pour la maintenance des installations de videoprotection, en considérant que les 16 caméras du tunnel représentent les 1/20ème du parc total déployé sur la ville. Elle sera payée après transmission par la ville de l'ensemble des justificatifs de dépense sur ces contrats.

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Claire HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Convention de gestion entre la commune de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de la compétence fontaines – milieux aquatiques – barrage du lac des Garrigues

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Afin de mettre en œuvre les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, des transferts de personnels ainsi que des transferts de biens matériels et immatériels, droits et obligations ont eu lieu au 1^{er} janvier 2016 entre la Ville de Montpellier et la Métropole.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence "gestion des milieux aquatiques et ouvrages hydrauliques", l'entretien des fontaines dans les parcs et jardins, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau sur le territoire de la Ville de Montpellier, l'entretien, l'aménagement et la surveillance du barrage du lac des garrigues, relevant de la compétence communale, ont donc été transférés à la Métropole.

• Entretien des fontaines dans les parcs et jardins :

La gestion d'une dizaine de fontaines situées dans des parcs et jardins et dotées d'équipements électromécaniques est confiée aux services de la Métropole qui disposent de l'expertise technique et de marchés avec des entreprises spécialisées.

La gestion de ces ouvrages comprend :

- Le suivi des consommations d'eau et d'électricité,
- Les analyses d'eau et les contrôles de conformité des équipements électriques,
- Le nettoyage et l'entretien comprenant le traitement de l'eau,
- Les opérations de maintenance préventive et curative.

• Entretien et aménagement des cours d'eaux :

Le périmètre d'intervention concerne le Lez sur 9,2 km et les ruisseaux sur 17,5 km. Les autres secteurs berges sont entretenus par les propriétaires privés, par la Direction Paysage et Biodiversité ou par d'autres intervenants.

La gestion des cours d'eaux comprend :

- L'enlèvement des déchets ou arbres présents dans le lit,
- Le faucardage des plantes aquatiques en période estivale,
- Le débroussaillage et nettoyage des berges,
- L'entretien régulier d'environ 50 grilles de récupérations des encombrants,
- Des travaux de restauration de berges,
- La surveillance et la maintenance du seuil mobile du Moulin de l'Evêque,
- Des aménagements de seuils.

● **Entretien, aménagement et surveillance du barrage du lac des Garrigues:**

Le lac des Garrigues, situé au cœur du quartier des Hauts de Massane en bordure de Mosson et appartenant à la Ville de Montpellier, a été créé grâce à la construction en 1896 d'un barrage rehaussé en 1968.

L'arrêté préfectoral n°2012-01-2454, fixant les obligations réglementaires relatives au barrage du lac des Garrigues (ouvrage de classe C), impose un certain nombre de prescriptions au maître d'ouvrage :

- Mise en œuvre des consignes d'exploitation, d'entretien et de surveillance de l'ouvrage,
- Mise à jour du registre de surveillance,
- Visites techniques et auscultations réglementaires effectuées par un bureau d'études agréé,
- Travaux de mise en conformité de l'ouvrage comprenant la réhabilitation et le redimensionnement de l'évacuateur de crue et la réfection de la vidange de fond.

La Ville de Montpellier ne disposant pas, conséquemment aux transferts de compétence, des moyens lui permettant d'assurer sur le territoire communal les missions précitées, il apparaît donc opportun de mettre en place une convention de gestion de services aux termes de laquelle la Métropole assure pour le compte de la commune ces missions.

Cette solution permet d'assurer tout à la fois la continuité du service public rendu au niveau communal et la mobilisation de moyens permettant de répondre aux nouvelles compétences métropolitaines.

La présente convention a donc pour objet de fixer les modalités de ladite convention de gestion pour l'exercice de la compétence fontaines - milieux aquatiques – barrage du lac de Garrigues.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal:

- D'approuver la mise en œuvre de cette convention de gestion et d'autoriser sa signature par l'autorité territoriale ;
- D'inscrire les dépenses correspondantes au budget de la Ville. |

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,


Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



CONVENTION DE GESTION DE MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE AU BENEFICE DE LA COMMUNE DE MONTPELLIER

Entre les soussignés :

La commune de Montpellier représentée par Monsieur Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du, ci-après dénommée "la Commune",

d'une part,

Et :

Montpellier Méditerranée Métropole représentée par son Vice-Président délégué, Monsieur Pierre BONNAL dûment habilité par décision n° du, ci-après dénommée "la Métropole",

d'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L 5217-7 et L 5215-27

VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015

VU les avis rendus par les comités techniques de la Commune de et de la Métropole les

Préambule

A l'issue des conventions en vue de l'exercice transitoire des compétences nouvelles de la Métropole, celle-ci assurera de manière effective, l'ensemble des compétences visées à l'article L 5217-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, depuis le 1^{er} janvier 2016,

Afin de mettre en œuvre les compétences de la Métropole, les transferts ou des mises à disposition de personnels ainsi que les transferts de biens matériels et immatériels, droits et obligations sont effectifs depuis le 1^{er} janvier 2016 entre notamment la commune de Montpellier et la Métropole.

Dans le cadre de l'exercice de la compétence "gestion des milieux aquatiques et ouvrages hydrauliques", à la Métropole, tous les moyens techniques et humains de la Ville dédiés à cette compétence ont été transférés, à cette date, alors qu'elle reste compétente pour l'entretien des fontaines dans les parcs et jardins, l'entretien et l'aménagement des cours d'eau sur le territoire de la commune de Montpellier, l'entretien, l'aménagement et la surveillance du barrage du lac des Garrigues. En conséquence, une convention de gestion doit être établie pour que la Métropole réalise cette mission pour la Ville, aux termes de laquelle la Métropole assure pour le compte de la Commune les missions suivantes :

- **Entretien des fontaines dans les parcs et jardins**

La gestion d'une dizaine de fontaines situées dans des parcs et jardins et dotées d'équipements électromécaniques est confiée aux services de la Métropole qui disposent de l'expertise technique et de marchés avec des entreprises spécialisées.

La gestion de ces ouvrages comprend :

- Le suivi des consommations d'eau et d'électricité,
- Les analyses d'eau et les contrôles de conformité des équipements électriques,
- Le nettoyage et l'entretien comprenant le traitement de l'eau,
- Les opérations de maintenance préventive et curative.

- **Entretien et aménagement des cours d'eaux**

Le périmètre d'intervention concerne le Lez sur 9,2 km et les ruisseaux sur 17,5 km. Les autres secteurs berges sont entretenus par les propriétaires privés, par la Direction Paysage et Biodiversité ou par d'autres intervenants.

La gestion des cours d'eaux comprend :

- L'enlèvement des déchets ou arbres présents dans le lit,
- Le faucardage des plantes aquatiques en période estivale,
- Le débroussaillage et nettoyage des berges,
- L'entretien régulier d'environ 50 grilles de récupérations des encombrants,
- Des travaux de restauration de berges,
- La surveillance et la maintenance du seuil mobile du Moulin de l'Evêque,
- Des aménagements de seuils.

- **Entretien, aménagement et surveillance du barrage du lac des Garrigues**

Le lac des Garrigues, situé au cœur du quartier des Hauts de Massane en bordure de Mosson et appartenant à la Ville de Montpellier, a été créée grâce à la construction en 1896 d'un barrage rehaussé en 1968.

L'arrêté préfectoral n°2012-01-2454, fixant les obligations réglementaires relatives au barrage du lac des Garrigues (ouvrage de classe C), impose un certain nombre de prescriptions au Maître d'Ouvrage :

- Mise en œuvre des consignes d'exploitation, d'entretien et de surveillance de l'ouvrage,
- Mise à jour du registre de surveillance,
- Visites techniques et auscultations réglementaires effectuées par un bureau d'études agréé,
- Travaux de mise en conformité de l'ouvrage comprenant la réhabilitation et le redimensionnement de l'évacuateur de crue et la réfection de la vidange de fond.

Cette solution permet d'assurer tout à la fois la continuité du service public rendu au niveau communal et la mobilisation de moyens permettant de répondre aux nouvelles compétences métropolitaines. La gestion de ces services par la Métropole au bénéfice de la commune de Montpellier contribuera également à préserver la bonne organisation des effectifs transférés ou mis à disposition tout en garantissant le maintien d'un haut niveau d'expertise et d'expérience à la population de la commune.

Article 1^{er} – Objet

La Métropole assure par la présente convention, la gestion des missions décrites en préambule.

Article 2 - Durée

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2017 pour une durée de deux ans. Elle est reconductible de manière expresse pour une durée d'un an. La durée globale de la présente convention, toutes reconductions confondues ne pourra excéder 5 ans.

Toutefois au cours de la première période de deux ans, les parties auront la faculté de dénoncer la présente convention par courrier transmis par la plus diligente et reçue avec accusé de réception par l'autre partie, au plus tard le 30 juin, cette dénonciation prenant effet au 1^{er} janvier de l'année suivante.

Article 3 - Modalités d'organisation des missions et services concernés

La Métropole exerce les missions objet de la présente convention au nom et pour le compte de la Commune. Elle s'engage à respecter les normes et la réglementation applicables aux prestations et missions qui lui incombent au titre de la présente.

Elle s'engage également à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la bonne exécution des missions qui lui sont confiées, dans la limite des moyens décrits dans les budgets prévisionnels.

Les missions qui seront exercées par la Métropole s'appuieront notamment sur :

- les prestations assurées en régie par la Métropole, par du personnel affecté par celle-ci à la gestion du service,
- les moyens matériels nécessaires à la mise en œuvre du service,
- les contrats passés par la Métropole pour l'exercice du service.

La Métropole assure la gestion de tous les contrats en cours afférents aux missions relevant des services dont elle a la gestion. Les co-contractants seront informés par la Métropole de l'existence du mandat que celle-ci exerce pour le compte de la Commune.

La Métropole prend toutes décisions, actes, et conclut toutes conventions nécessaires à l'exercice des missions qui lui sont confiées. Ces décisions, actes ou conventions mentionnent le fait que la Métropole agit au nom et pour le compte de la Commune.

En vue d'assurer la coordination entre les parties, la Métropole informera préalablement la Commune des actes engageant de manière significative le fonctionnement du service, objet de la présente, sur les plans humain, financier et opérationnel.

Article 4 – Modalités de gestion des services et personnels

La Métropole reste l'employeur du personnel, qui assure la gestion du service objet de la présente et qui demeure, par conséquent, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du Président de la Métropole.

Article 5 – Equipements et matériels du service

Outre les biens ayant fait l'objet d'un transfert des communes à la Métropole, il appartient à la Métropole d'acquérir l'ensemble du matériel et des équipements nécessaires à la gestion des services objet de la présente. En cas de dénonciation ou de résiliation de la présente convention, les biens nécessaires à la continuité du service seront cédés en pleine propriété à la Commune pour leur valeur résiduelle nette comptable.

Au titre de la présente, la Commune autorise la Métropole à utiliser les biens meubles et immeubles éventuellement nécessaires à l'exercice des missions objet de la présente et qui demeureraient sa propriété.

Les frais de maintenance et d'entretien de ces biens sont définis dans les budgets prévisionnels.

Article 6 – Modalités financières, comptables et budgétaires

Pour l'exercice des missions et compétences objets de la présente, la Métropole interviendra pour le compte de la Commune, à l'intérieur des enveloppes définies dans le cadre des budgets prévisionnels de chaque service, dans le respect des règles de la comptabilité publique.

Les dépenses et les recettes liées à l'exercice du service, font l'objet d'une comptabilisation dans le budget de la Métropole, de manière à permettre l'élaboration de bilans financiers relatifs à l'exercice du mandat.

Le détail des dépenses et des recettes, pour la Métropole, sera précisé dans le cadre des budgets prévisionnels.

Ces budgets seront actualisés chaque année par la Métropole et la Commune, dans le cadre de leur préparation budgétaire. Les budgets réactualisés correspondant au nouvel exercice seront annexés à la présente.

La Commune, bénéficiaire, s'engage à rembourser à la Métropole, les frais de fonctionnement engendrés par la mise à disposition, à son profit des services visés dans la présente convention.

Le remboursement des frais de fonctionnement des services mis à disposition s'effectuera sur la base d'un coût unitaire de fonctionnement du service, multiplié par le nombre d'unités de fonctionnement (exprimé en mois) constaté par la Métropole.

1. Détermination du coût unitaire de fonctionnement

Le coût unitaire mensuel comprend les charges liées au fonctionnement du service et en particulier les charges de personnel, les fournitures, le coût de renouvellement des biens et les contrats rattachés, à l'exclusion de toute autre dépense non strictement liée au fonctionnement du service. Il est constaté à partir des dépenses des trois derniers comptes administratifs, actualisées des modifications prévisibles des conditions d'exercice de l'activité au vu du budget primitif de l'année.

Le coût unitaire mensuel se décompose comme suit :

Part fixe A (A1 + A2)

- charges de personnel (rémunérations, charges sociales, toutes autres taxes et contributions, cotisations, frais médicaux, de formation et de missions, équipements de protection individuelle, ...) :

A1 Calcul = Masse salariale des fonctions mises à disposition (ETP) + 6% de cette même masse salariale (représentant la quote-part des charges de personnel des fonctions support)

- fournitures
- coût de renouvellement des biens
- coût de mise à disposition des locaux, fluides, véhicules
-

A2 Calcul = 3 % (quote-part des charges de structure) x (A1)

Les taux de 6 % et 3 % appliqués sont issus de modes de calcul retenus par la Commission Locale d'évaluation des Transferts de Charges (CLECT).

Part variable B

- contrats rattachés

D'autres dépenses pourront être comprises dans le coût unitaire, à la condition que les deux parties l'acceptent, par voie d'avenant et qu'elles aient un lien avec le fonctionnement du service.

2. Détermination des unités de fonctionnement

Une unité correspond à une utilisation mensuelle du service.

Un état annuel devra dresser la liste des recours au service convertis en unités de fonctionnement, sur la base des états mensuels dressés par les chefs de services, précisés à l'article 3.

3. Prévision d'utilisation des services mis à disposition

A la signature de la présente convention, le nombre prévisionnel d'unités de fonctionnement en 2016 s'établit à 12 mois.

4. Délai de calcul du montant du remboursement

Le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune, chaque année, avant la date d'adoption du budget prévue à l'article L 1612-2 CGCT.

Pour l'année de signature de la convention, le coût unitaire (Part fixe A + estimatif part variable B) est porté à la connaissance de la Commune dans un délai de deux mois à compter de la signature de la convention.

En cas de modification substantielle d'un ou plusieurs budgets, par rapport aux budgets initiaux, un avenant à la présente convention sera conclu.

6.1. Rémunération

La réalisation par la Métropole des missions objet de la présente convention ne donne lieu à aucune rémunération.

La Commune remboursera à la Métropole la charge nette des dépenses telle que définie à l'article 6.2.

Ces demandes de remboursement interviendront tous les 6 mois sur la base du décompte visé à l'article 6.2

6.2. Modalités de remboursement et écritures comptables

La Commune assurera la charge des dépenses nette des recettes, réalisée par la Métropole, dans la limite des montants figurant dans les budgets prévisionnels.

Conformément à la rubrique 49422 de l'annexe au décret n° 2007-450 du 25 mars 2007, à l'issue de chaque semestre, la Métropole transmettra à la Commune un décompte des paiements réalisés, accompagné d'une copie des bulletins de salaires et factures (ou autres pièces justificatives si la dépense ne fait pas l'objet de facturation) et d'une attestation du comptable certifiant que les paiements et encaissements effectués par lui sont appuyés des pièces justificatives correspondantes prévues par le décret susvisé et qu'il est en possession de toutes les pièces afférentes à ces opérations. Seules les dépenses ayant fait l'objet d'un service fait après le 1^{er} janvier 2017 seront prises en compte.

De la même manière, la Métropole transmettra à la Commune un état des recettes perçues accompagné des pièces justificatives.

Tout intérêt moratoire dû par la Métropole pour défaut de paiement dans les délais, restera à sa charge.

Afin que la Commune puisse intégrer ces opérations comptables dans sa propre comptabilité, ce décompte distinguera les montants relatifs, tant en dépenses qu'en recettes :

- A la section de fonctionnement
- À la section d'investissement

Article 6.3 – Subventions

La Métropole supporte les dépenses et encaisse les recettes liées à la gestion des services et missions tels que décrits dans le préambule.

Le cas échéant, elle sollicite toutes subventions auxquelles elle est éligible et informe la Commune de ces demandes, qui en prendra acte par voie de délibération concordante.

Article 7 – Information et coordination

Aux fins d'une bonne coordination entre les parties, la Commune et la Métropole mettent en place un comité de suivi de la Convention dont l'objet sera notamment :

- d'examiner et d'évaluer les conditions opérationnelles et financières d'exécution de la présente convention
- de proposer des axes d'amélioration de gestion des services objets de la présente.

-de réaliser un bilan d'activité annuel qui sera en tout ou partie intégré dans le rapport d'activité de la Métropole mentionné à l'article L 5211-39 du CGCT et dans la communication relative à l'avancement du schéma de mutualisation mentionné à l'article L 5211-39-1 du même Code.

Ce comité de suivi se réunira au moins une fois par an.

Article 8 – Responsabilité - assurance

La Métropole est responsable de l'exercice des missions et des éventuels dommages résultant des obligations relevant de la présente convention.

A ce titre elle couvre sa responsabilité par une ou plusieurs polices d'assurance qu'elle transmettra à la Commune.

De même elle se garantit contre tous les dommages susceptibles d'affecter les biens meubles et immeubles visés à l'article 5.

Article 9– Attribution juridictionnelle

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige portant sur l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre le différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au tribunal administratif de Montpellier.

Le Maire de la Commune, le Président de la Métropole, seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente convention.

Fait à :

Le :

(En Exemplaires)

Le Maire de la commune de Montpellier M. Philippe SAUREL, dûment habilité par délibération du,

Le Vice- Président délégué, Monsieur Pierre BONNAL dûment habilité par décision n° du,

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
Municipal de la Ville de
Montpellier
n° 2016 / 527**

Séance publique du jeudi 15 décembre 2016

Convoqué le jeudi 8 décembre 2016, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 15 décembre 2016 à 18H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÈCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Cédric de SAINT-JOUAN, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Henri de VERBIZIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Françoise BONNET, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Clare HART, France JAMET, Alex LARUE, Chantal MARION, Dominique MARTIN-PRIVAT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Bernard TRAVIER.

Absents :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Patrick VIGNAL.

Fonds d'intervention régional (FIR) de l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon - Acceptation de la dotation à la Ville de Montpellier - Attribution de subventions aux associations porteurs de projet - Signature de la convention 2016

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par leur grande proximité avec les citoyens, la permanence de leurs services et la nature de leurs missions très diverses, les collectivités territoriales sont le lieu privilégié pour expérimenter et diffuser les principes de santé nutritionnelle pour tous, ainsi que mettre en place des actions de santé au niveau local.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, qui accompagne les collectivités mettant en œuvre une politique de santé dans le domaine de la nutrition, a donc choisi de confier aux collectivités locales la possibilité de sélectionner les projets émanant de leur territoire, présentés dans le cadre de l'appel à projet Collectivités Actives ARS / PNNS 2016 et financés par le Fonds d'Intervention Régional (FIR).

La Ville de Montpellier a répondu à cet appel à projet en mai 2016. Deux projets ont été retenus et une dotation d'un montant total de 4 000 euros a été attribuée par l'ARS à la Ville au titre de la mission « Promotion de la santé, prévention des maladies, du handicap et de la perte d'autonomie » :

- Le projet Ateliers jardins adaptés aux seniors, porté par l'Association Mosaïque des Hommes et des Jardins (2000 euros)
- Le spectacle Opération brocolis, porté par la Compagnie Minibus (2000 euros)

L'attribution de cette dotation par l'ARS à la Ville de Montpellier, puis par la Ville de Montpellier aux porteurs de projets retenus sur son territoire, fait l'objet d'une convention 2016 (réf 1.2.14/C183) entre l'ARS et la Ville de Montpellier, précisant l'objet du financement, les conditions de sa prise en charge financière et de son évaluation, ainsi que les engagements qui lient les attributaires et les bénéficiaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la convention 1.2.14/C183, précisant l'attribution d'une dotation de 4000 € par l'ARS à la Ville de Montpellier ainsi que les engagements réciproques des deux parties ;
- d'autoriser la Ville de Montpellier à faire recette de cette dotation ;
- d'approuver l'attribution par la Ville de Montpellier de subventions d'un montant de 2 000 € chacune aux deux associations porteurs de projets retenues sur son territoire ;
- d'autoriser le prélèvement de cette dépense sur le budget 2016 de la Ville, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'Adjointe déléguée, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,



Philippe SAUREL

Publiée le : 16 décembre 2016



CONTRAT 2016

AU TITRE DU FONDS D'INTERVENTION REGIONAL (FIR)

**« Ateliers jardins adaptés aux seniors »
« Opération brocolis »**

ENTRE LES SOUSSIGNES

- L'AGENCE REGIONALE de SANTE LANGUEDOC-ROUSSILLON - MIDI-PYRENEES

Située : 26-28 Parc Club du Millénaire - 1025, rue Henri Becquerel - CS 30001
34 067 Montpellier Cedex 2
Représentée par sa Directrice Générale, **Mme Monique CAVALIER**
Désignée sous le terme « ARS »,

D'une part,

ET

- LA VILLE DE MONTPELLIER,

Située : 1, place Georges Freche – 34 267 MONTPELLIER cedex
Représentée par Mr le Maire
N° SIRET : 213 401 722 01787

Désigné en tant que bénéficiaire

D'autre part,

Vu le code de la santé publique, notamment les articles L.1435-8 à L.1435-11; R.1435-16 à R.1435-36

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu le décret n° 2012-1906 du 27 février 2012 modifié le 5 octobre 2015 relatif au Fonds d'Intervention Régional (FIR) des agences régionales de santé ;

Vu le décret en date du 17 décembre 2015 portant nomination de Mme Monique Cavalier en qualité de Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées ;

Vu l'arrêté en date du 21 décembre 2015 portant fixation du budget initial et du budget annexe du fonds d'intervention régional du premier exercice de l'agence régionale de santé de Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées ;

Vu la décision en date du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé de la région Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées ;

Considérant les orientations du Projet Régional de Santé ;

Considérant le dossier présenté par le bénéficiaire ;

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule

Considérant que les actions initiées et conçues par le bénéficiaire sont conformes à son objet statutaire.

Considérant l'article L1431-2 du Code de la santé publique qui dispose que les ARS sont chargées de mettre en œuvre au niveau régional la politique de santé publique et qu'à ce titre «elles définissent et financent des actions visant à promouvoir la santé, à éduquer la population à la santé et à prévenir les maladies, les handicaps et la perte d'autonomie, et elles veillent à leur évaluation ».

Considérant les orientations du Programme Régional de Santé de l'ARS Languedoc-Roussillon et plus particulièrement le Schéma Régional de Prévention arrêté le 09 mars 2012,

Considérant les orientations du Programme Régional de Santé de l'ARS Midi-Pyrénées et plus particulièrement le Schéma Régional de Prévention arrêté le 11 décembre 2012,

Considérant que les actions présentées ci-après par le promoteur participent de cette politique et correspondent aux priorités régionales « Prévention et Promotion de la Santé » 2016.

Article 1 : Objet du contrat

L'opération concerne les actions « Ateliers jardins adaptés aux seniors » et « Opération brocolis » telles que définies en annexe 1 au présent contrat.

Le présent contrat a pour objet de définir les obligations des parties : l'Agence Régionale de Santé Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées et le bénéficiaire.

Le contrat formalise également le financement accordé et définit les modalités ainsi que le suivi administratif et comptable.

Article 2 : Subvention FIR**2-1 : Montant de la subvention**

L'aide attribuée au titre du Fonds d'Intervention Régional a pour objet la couverture des dépenses engagées par le bénéficiaire telles que définies en annexe 1 au présent contrat pour un montant total de **quatre mille euros (4 000 €)** pour l'année 2016.

Article 2-2 : Modalités de versement du financement

La subvention est imputée sur les crédits du budget annexe du fonds d'intervention régional de l'ARS Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées au titre de la mission « Promotion de la santé, prévention des maladies, du handicap et de la perte d'autonomie » ;

- Enveloppe intervention, compte 6576410, destination MI 1-2-14

Le règlement sera effectué en un versement unique à la signature du contrat et selon la disponibilité budgétaire du Fonds d'Intervention Régional pour 2016.

L'ordonnateur de la dépense est la Directrice Générale de l'ARS Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées.

Le paiement susvisé sera effectué par l'Agent Comptable de l'ARS Languedoc-Roussillon – Midi-Pyrénées à l'ordre et au compte correspondant au RIB au format IBAN joint en annexe 2 du présent contrat.

Le versement sera effectué selon les procédures comptables en vigueur.

En cas de changement d'organisme financier teneur du compte ou de coordonnées bancaires, le bénéficiaire notifie à la Directrice Générale de l'ARS Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, les nouvelles coordonnées bancaires et transmet simultanément un nouveau RIB.

Article 3 : Engagements des parties**L'ARS s'engage à :**

- ordonnancer le(s) versement(s) à effectuer au titulaire du contrat en respectant l'échéancier prévu,
- réaliser le suivi de la consommation des crédits,
- s'assurer du respect de l'avancement de l'opération.

En contrepartie du financement prévu, le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de ces actions et de ses objectifs,
 - utiliser la dotation conformément à son objet, dans la limite des montants attribués et dans le respect des règles de droit (droit de la concurrence, droit du travail...), étant entendu que la responsabilité de l'organisme financeur ne saurait être recherchée en cas de mise en cause par un tiers,
 - soumettre sans délai à l'ARS toute modification juridique ou administrative du projet ou de l'un de ses promoteurs, et plus particulièrement toute modification statutaire,
 - informer l'ARS de tout retard pris dans l'exécution du présent contrat et de toute modification de ses conditions d'exécution,
 - se tenir à jour de ses obligations et/ou cotisations sociales, fiscales, parafiscales,
- autoriser l'ARS à mettre en ligne sur son site internet des informations non confidentielles concernant l'opération. Le titulaire du contrat dispose d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données qui le concernent (art.34 Loi informatique et Libertés). Pour l'exercer, il devra s'adresser à la Directrice Générale de l'ARS Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, faire figurer le logo de l'ARS sur tous les supports de communication du projet, le logo pouvant être mis à la disposition du promoteur sur demande.

Le respect de chacun des engagements est considéré par la Directrice Générale de l'ARS Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées, comme une condition substantielle du contrat.

Article 4 : Modalités de suivi des crédits financés

Le suivi de la consommation des crédits s'effectue par l'ARS à partir du rapport de suivi des dépenses établi par le bénéficiaire.

A cet effet, le bénéficiaire s'engage à fournir avant le 31 mars 2017, un état récapitulatif des dépenses engagées par le projet, et par financeur dans le cas de cofinancements, signé par son représentant légal ou son représentant.

En effet, le promoteur s'engage à tenir à jour une comptabilité comprenant au minimum :

- le bilan, le compte de résultats et annexes de l'exercice pour l'année financée ainsi que le rapport du commissaire aux comptes en application de l'article L 612-4 du code du commerce, à transmettre à l'ARS avec le rapport d'activité avant le 31 mars 2017,
- sur demande de l'ARS, le détail des comptes de l'exercice pour l'année financée : grand livre et balance.

Lorsque le financement reçu au titre du FIR en année N n'a pas pu être utilisé en totalité au cours de l'exercice, l'engagement d'emploi pris par le bénéficiaire envers le financeur est inscrit en charges sous la rubrique "engagements à réaliser sur ressources affectées" (compte 6894) et au passif du bilan dans le compte 194 "fonds dédiés sur subvention de fonctionnement".

L'année suivante, les sommes inscrites sous cette rubrique sont reprises au compte de résultat au rythme de la réalisation des engagements par le crédit du compte 789 "report des ressources non utilisées des exercices antérieurs".

Dans le cas où les actions financées ne seraient pas mises en œuvre lors de l'exercice suivant, la DGARS peut décider d'une reprise et fixer la somme à reverser au financeur.

La Directrice Générale de l'ARS, ou tout autre mandataire de son choix, pourra procéder ou faire procéder à tout moment à un contrôle sur pièces et sur place et à une vérification de l'utilisation du financement attribué, tant en ce qui concerne la destination des fonds que la réalisation des objectifs.

Article 5 : Evaluation du projet

Les finalités de l'évaluation visent à apprécier l'intérêt d'un type d'action, dans des thématiques données, selon la qualité du travail réalisé et l'adéquation aux besoins identifiés sur les territoires.

Pour l'ARS mais aussi pour le bénéficiaire, il s'agit de savoir s'il faut maintenir, modifier, développer, réduire ou arrêter ce type d'action. *L'évaluation ne doit pas simplement chercher à mesurer le degré d'atteinte des objectifs mais elle doit aussi permettre au bénéficiaire d'améliorer l'action l'année suivante.*

A cet effet, le bénéficiaire s'engage à mettre en place la méthode et les outils d'évaluation et à suivre les indicateurs prévus à l'annexe 3 du présent contrat.

Article 6 : Reversement en cas d'inexécution partielle ou totale des engagements prévus au contrat

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution du contrat par le promoteur sans l'accord écrit de l'ARS, celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre du présent contrat, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par le promoteur et avoir préalablement entendu ses représentants.

L'ARS en informe le promoteur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Révision du contrat

Le présent contrat peut être modifié par avenant signé par l'Agence Régionale de Santé et le bénéficiaire.

Toute modification relative au montant de la subvention fera l'objet d'une décision modificative et d'un avenant au contrat.

Toute modification sur le contenu des objectifs fera l'objet d'un avenant au contrat.

De même toute modification substantielle de l'environnement de la structure et des missions qui lui sont confiées fera l'objet d'un avenant au contrat.

Article 8 : Résiliation du contrat

En cas de non respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant du présent contrat, celui-ci pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

En cas de résiliation, les parties s'accordent sur le fait que l'Agence Régionale de Santé pourra réclamer et percevoir les sommes non engagées à la date de la résiliation, au prorata de sa participation à l'opération et sera déclarée libre de tout engagement

Article 9 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Article 10 : Durée du contrat

Le présent contrat est conclu jusqu'au **31 Décembre 2016**.

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées**

**Mr le Maire
Ville de Montpellier**

ANNEXE 1

AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

PROGRAMME D'ACTIONS 1

| | |
|---|---|
| Intitulé du programme d'actions | PROGRAMME NUTRITION ET SANTE VIA LES MEDiateURS « JARDINS ET ATELIERS DE JARDINAGE COLLECTIFS » |
| Subvention accordée pour le programme d'actions | 2 000 euros |

FICHE ACTION 1

| | |
|---|--|
| Intitulé de l'action | ATELIERS JARDINS ADAPTES AUX SENIORS |
| Subvention accordée pour l'action | 2 000 € |
| Nom de la structure chargée de la mise en œuvre de l'action | Association Mosaïque des Hommes et des Jardins |

| | |
|-----------|--|
| Objectifs | <p>OBJECTIFS DU PROGRAMME D'ACTIONS</p> <p>Dans le cadre de la politique Santé et Nutrition de la ville de Montpellier, nous associons pour la première fois à nos actions la mise en œuvre d'Ateliers Jardins adaptés aux seniors fragiles vivants à domicile dans le but de :</p> <ul style="list-style-type: none"> o l'alimentation équilibrée o la mobilité active régulière o la prévention de la sédentarité o la préservation du sommeil <p>L'objectif est de permettre dans les années suivantes de l'intégrer à nos autres actions Santé et Nutrition.</p> <p>OBJECTIFS DE L'ACTION</p> <p>Permettre aux seniors fragiles de prévenir des risques liés au vieillissement et la sédentarité en pratiquant des activités de jardinage biologique, ouvertes vers l'extérieur et mettant en lien de nombreuses thématiques associées.</p> <p><u>Objectifs généraux de Prévention Santé</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Renouer avec la nature, source de bien-être et réactiver l'envie de jardiner et sortir en plein-air • Se maintenir une bonne santé et apporter un mieux-être physique et moral • Rompre l'isolement en encourageant les interactions sociales autour d'un lieu de rencontre • Créer un élan de dynamisme et de motivation • Redonner confiance en soi et se projeter dans l'avenir • Mieux comprendre les fragilités de chacun et changer la relation patient-soignant • Apporter un soutien aux aidants et prévenir les risques d'épuisement • Permettre aux plus sédentaires de découvrir et pratiquer des activités en plein air • Lutter contre la perte d'autonomie afin de prolonger le maintien à domicile <p>Ils peuvent se segmenter en 4 disciplines : Socialisation, Motricité, Cognitif, Nutrition</p> <p><u>Objectifs spécifiques du projet</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Cas de l'atelier spécialisé « couples aidants-aidés Alzheimer » <p>Les AJA conviennent particulièrement aux personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées. Un des ateliers jardins hebdomadaires concerne exclusivement ce public qui ne doit pas être mis en difficulté. Il va permettre de :</p> <p>*Proposer des activités qui permettent aux aidés et aux aidants de se retrouver (recréer des liens avec le membre de la famille aidé dans une activité commune en dehors du</p> |
|-----------|--|

| | |
|--|---|
| | <p>domicile) ;</p> <p>*Leur donner des opérations « jardinage » qui correspondent à leur capacité (un aidant peut faire des actions bien plus complexes) ;</p> <p>*Accompagnement de proximité pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer pour laisser souffler les aidants et retrouver un peu de sérénité par l'activité de jardinage.</p> <p>• Expérimentation de la complémentarité Activités Physiques Adaptés et AJA</p> <p>Durant cette phase de lancement, va être expérimentée la complémentarité des activités de jardinage et des APA pour apprendre aux participants à jardiner sans se faire mal et à mobiliser ces forces malgré ses handicaps. <u>Quatre séances sur un AJA</u> seront animées en partenariat avec l'association Ma vie pour l'accompagnement aux APA dans un jardin.</p> |
|--|---|

| | |
|--------------------|--|
| Description | <p><u>Contenu et déroulement de l'action</u></p> <p>L'association Mosaïque, acteur de l'action 1.1 anime et coordonne des Ateliers Jardins Adaptés de Prévention santé (AJA) gratuits et hebdomadaires destinés aux seniors fragilisés dans la ville de Montpellier.</p> <p><u>Des ateliers jardins adaptés, initiateurs de rencontres et passerelles vers l'extérieur</u></p> <p>Dans les 25 séances de jardinage collectif sont inclus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'organisation et la réalisation d'événements conviviaux sur les jardins proposés aux habitants des quartiers concernés : le nombre d'événements est à définir avec les participants, il est estimé à 3 par « année jardin » : confection de repas, fêtes du printemps... - deux sorties choisies par les participants (lieux d'approvisionnement chez un producteur-maraîcher proche, jardins familiaux...) et une sortie « conférences » sur des thématiques en lien avec la nature, la protection de l'environnement, le jardin, l'alimentation ... - des occasions de rencontres avec le public scolaire et la petite enfance (les plannings des thématiques particulièrement intéressantes en terme de pédagogie à l'environnement sont communiqués en amont aux écoles et crèches du quartier partenaires en vue d'inciter les rencontres intergénérationnelles). <p><u>Des activités pluridisciplinaires et multithématiques</u></p> <p>Les ateliers sont organisés en fonction des saisons, et des envies et capacités des participants (semis, plantation, récolte, entretien, taille, compostage...).</p> <p>Ils sont systématiquement associés à des activités pluridisciplinaires et multithématiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation environnementale et aux gestes écologiques (lien avec les écoles) - Découvertes de la faune amie du potager (lien avec les écoles) - Ecriture et arts plastiques : identification de plantes (lien avec les écoles) - Ateliers Cuisine, nutrition et alimentation saine et biologique - Plantes aromatiques et médicinales et leurs bienfaits (sommeil, concentration, élimination...) - Relaxation en plein air et découvertes sensorielles des plantes - Ateliers Physiques Adaptés pour jardiner sans se faire mal (Mavie prestataire partenaire) <p><u>Des jardins accessibles à tous</u></p> <p>Les lieux d'accueil retenus grâce à l'étude de terrain menée en 2015 sont des jardins partagés en activité dans des espaces verts publics. Nous avons porté une attention particulière aux bonnes conditions d'accès aux jardins (accès pour les personnes à mobilité réduite, présence de parkings et transport en commun). A noter que des salles attenantes sont mises à disposition en cas de mauvais temps ou autres besoins pour chaque atelier.</p> <p><u>Le repérage et la mobilisation des plus fragiles</u></p> <p>Le Repérage et l'adressage vers nos ateliers se fait grâce aux partenariats avec les gestionnaires du médico-social (caisses de retraite, Observatoire des fragilités, guichet concerté de l'IRV, CLIC, UTAG, CCAS, services sociaux, structures d'aide à domicile, centres de prévention santé ...).</p> |
|--------------------|--|

| | |
|--|---|
| Calendrier prévisionnel Et Lieu d'intervention | <u>Le planning et les lieux sélectionnés</u> <ul style="list-style-type: none"> ▪ <u>Lundi matin de 10h à 11h30</u>, AJA spécialisé Alzheimer - MPT Mercouri, quartier Pompignane. Lien avec les écoles Sarah Bernard et Blaise Pascal et la crèche Costebelle. ▪ <u>Mardi matin de 10h à 11h30</u>, AJA seniors fragilisés, quartier Lemasson. Lien avec les écoles Garibaldi, Surcouff et Simonon. ▪ <u>Jeudi matin de 10h à 11h30</u>, AJA seniors fragilisés - MPT Collucci, quartier Val de Croze. Lien avec la crèche Ribambelle - écoles Alain Savary et Victor Schoelcher et 2 Ehpad (Demangel et Gauffier). |
| Territoire géographique d'intervention | <p>Un démarrage en 2016-2017 à petit échelle concernera d'abord <u>la ville de Montpellier</u>, identifiée comme prioritaire par l'Observatoire des situations de fragilité, et en particulier dans ou à proximité de quartiers dits « prioritaires » : Pompignane, Lemasson, Val de Croze.</p> <p>En parallèle, nous travaillons à valider et évaluer la méthodologie employée en vue de pérenniser cette activité et l'essaimer sur un territoire plus large.</p> |
| Publics cibles | <p><u>Les publics bénéficiaires</u></p> <p>Les participants-jardiniers des AJA visés sont les personnes de plus de 55 ans en risque de perte d'autonomie, fragilisées par la maladie, le handicap, la vieillesse, la précarité ou tout autre « accident de la vie » (situation d'aidant familial, proche placé en EHPAD, hospitalisation, veuvage...).</p> <p>Si les publics visés sont les seniors, l'action touche également le public scolaire (écoles élémentaires et primaires), la petite enfance (crèches) et les familles du quartier via les rencontres intergénérationnelles que nous incitons.</p> <p>A noter que certains ateliers sont réservés à un public spécifique (couple aidant-aidé Alzheimer, seniors avec handicaps...).</p> |
| Nombre d'interventions | <p>25 séances de 1h30 chacune sont programmées par atelier (c'est-à-dire par jardins) de mars à novembre.</p> |
| Nombre de bénéficiaires | <p>Chaque AJA permet d'accompagner 12 seniors, soit pour 3 groupes en 2016, <u>36 seniors fragilisés</u>.</p> <p>Sont également concernés par les AJA :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les jardiniers déjà en place, les enfants des écoles et crèches des quartiers associés à nos ateliers, ainsi que leurs familles invitées lors des repas et événements festifs organisés avec et par nos <u>participants-jardiniers (PJ)</u>. - les nombreux partenaires du médico-social. <p>Près de 180 personnes touchées</p> |
| Lien avec les programmes de l'Education Nationale, de la DRAAF et de la DRJSCS | <p>Action menée en milieu scolaire OUI</p> <p>Action à destination d'un public précaire OUI</p> <p>Action comportant un axe activité physique ou prévention de la sédentarité OUI</p> |
| Précisions concernant l'utilisation de la subvention (répartition des postes de dépenses, ETP du personnel affecté à l'action ...) | <ul style="list-style-type: none"> • postes de travail • achats de matériels végétaux et minéraux, ainsi que de petits outillages • l'aménagement des jardins en "Jardins à visée Thérapeutique" pour un public fragilisé |

PROGRAMME D'ACTIONS 2

| | |
|--|---------------------------|
| Intitulé du programme d'actions | Opération Brocolis |
| Subvention accordée pour le programme d'actions | 2000 euros |

FICHE ACTION 2

| | |
|--|--|
| Intitulé de l'action | Opération Brocoli |
| Subvention accordée pour l'action | 2 000 € |
| Nom de la structure chargée de la mise en œuvre de l'action | Compagnie MiniBus |
| Objectifs | <p>1. Diffuser un spectacle pédagogique de sensibilisation à la santé.</p> <p>2. Développer entre autre dans le quartier prioritaire de la Mosson de Montpellier un programme d'activité artistique et physique autour de l'alimentation pour les personnes en situation les plus démunies.</p> <p>L'action sera portée aussi sur les écoles du quartier pour les enfants sur le temps scolaire ou périscolaire.</p> <p>Cette action permettra de développer un programme artistique de sensibilisation et de prévention tout en développant l'estime de soi et le sens critique afin de faire des choix dans une vie active sur le plan physique, artistique et culturelle.</p> |
| Description | <p>Au programme pour tous</p> <p>-participer à un spectacle de prévention ludique autour de l'alimentation, le goût, faisant la promotion de l'activité physique et la réduction du gaspillage alimentaire.</p> <p>-participer à un atelier qui sensibilise à la santé ou un atelier du goût.</p> |
| Calendrier prévisionnel | Novembre 2016, spectacle Opération Brocoli novembre-février 2017 Spectacle + atelier. |
| Lieu d'intervention | -Spectacle Opération Brocoli au Belvédère du Corum de Montpellier -Atelier alimentation ou atelier du Goût sur établissement scolaire de Montpellier (5 établissements, 25 classes) |
| Territoire géographique d'intervention | Ville de Montpellier |
| Publics cibles | Enfants Montpellier Elève de 6 -10 ans, scolaire ou périscolaire sur école élémentaire. |
| Nombre d'interventions | 5 séances du spectacle et 25 ateliers de 25 personnes sur sensibilisation |

| | |
|---|--|
| Nombre de bénéficiaires | Entre 700 et 750 personnes de 6 à 12 ans |
| Lien avec les programmes de l'Education Nationale, de la DRAAF et de la DRJSCS | Action menée en milieu scolaire oui sur atelier et spectacle sur salle corum NON Action à destination d'un public précaire OUI sur les établissements scolaires des quartiers sensibles Action comportant un axe activité physique ou prévention de la sédentarité OUI (sensibilisation) |
| Précisions concernant l'utilisation de la subvention (répartition des postes de dépenses, ETP du personnel affecté à l'action ...) | - intervenants théâtre (Agrément DRAC LRMP) et relais à l'éducation au goût et nutrition (association MIAMUSE) - décors spectacle, moquette atelier, échantillon de dégustation, outils Miamuse. |

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées**

**Mr le Maire
Ville de Montpellier**

ANNEXE 2**AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS****RIB**

Coordonnées bancaires : BANQUE DE FRANCE

RIB

| Code flux | Auto / Classique | Code banque | Code guichet | N° compte |
|-----------|------------------|-------------|--------------|------------------|
| 053 | Automatisé | 30001 | 00572 | E3400000000 - 10 |

IBAN

| Code flux | ZONE1 | ZONE2 | ZONE3 | ZONE4 | ZONE5 | ZONE6 | ZONE7 | BIC associé |
|-----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------|
| 053 | FR44 | 3000 | 1005 | 72E3 | 4000 | 0000 | 010 | BDFEFRPPCCT |

ANNEXE 3**AU CONTRAT D'OBJECTIFS ET DE MOYENS****EVALUATION DU PROJET****Article 1 : Méthode et outils d'évaluation**

Le bénéficiaire s'engage à mettre en place la méthode d'évaluation présentée dans cette annexe.

Article 2 : Calendrier de l'évaluation

Un bilan sera réalisé avant le 31 mars 2017 au moyen d'un rapport adressé par le bénéficiaire à l'ARS qui s'appuiera sur les indicateurs d'évaluation détaillés à l'article 3.

Ce rapport d'évaluation est à distinguer d'un simple bilan d'activité, que chaque bénéficiaire peut réaliser pour son propre usage ou encore pour d'autres financeurs.

Article 3 : Indicateurs d'évaluation

Le bénéficiaire s'engage à suivre, pour chaque type d'action, les indicateurs de processus, d'activité et de résultats suivants :

PROGRAMME D'ACTIONS 1**ACTION 1**

| | |
|---|---|
| <p>Méthode d'évaluation prévue</p> | <p>La méthodologie est développée dans le document intitulé « concepts et bienfaits des JT ».</p> <p><u>Les résultats attendus sont :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les participants-jardiniers, l'amélioration du cadre de vie et la Prévention Santé. - pour MOSAÏQUE, la légitimité de la démarche JT et de nos actions <p>Il existe un comité de pilotage et un comité scientifique</p> <p><u>Récolter les fruits des expériences vécues et les résultats des évaluations</u></p> <p>Il faut élaborer des outils d'évaluation afin de suivre l'évolution des comportements et ainsi permettre à cette jeune discipline de faire la démonstration de ces bienfaits. De nombreuses données sont à récolter, observer et enregistrer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Remplissage de FICHES INDIVIDUELLES tout au long de l'année afin de connaître le profil des participants-jardiniers et leurs fragilités (durant les ateliers, ainsi qu'en amont (renseignements fournis éventuellement par les partenaires) et en aval (questionnaires d'évaluation à chaud et à froid). • Remplissage avec les participants-jardiniers du JOURNAL DE BORD pour consigner la présence des participants et les activités du jardin effectués (le temps, les travaux, les remarques des participants...) et enregistrement d'observations par l'animateur sur le comportement des participants-jardiniers et les bienfaits visibles du jardinage collectif. • Rédaction d'un BILAN AVEC MISE EN PLACE D'UN PROTOCOLE THERAPEUTIQUE grâce à la synthèse des retours d'expériences et des changements de comportements observés. <p><u>Les indicateurs de réussite</u></p> <p>Voici les données à récolter pour chaque participants-jardiniers afin d'évaluer les bienfaits des JT :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'assiduité (décompte nominatif des participants) • la satisfaction des participants-jardiniers et leurs besoins • les habitudes alimentaires (test de connaissances nutritionnelles) • les changements de comportement des participants (aisance à la mobilité, communication, responsabilisation,) • Jardiner sans se faire mal (nombre de blessure durant les ateliers) • les liens avec notre association Mosaïque, nos partenaires et les autres participants du groupe • la poursuite d'activités de jardinage ou autres activités. |
|---|---|

| Objectifs | Actions | Valeur cible | Indicateurs de processus, d'activité et de résultats | Outils |
|--|--|--|--|---|
| Apporter un Mieux-être moral | Renouer avec la nature, source de bien-être | *Réactiver l'envie de jardiner chez soi *Assiduité aux ateliers *Satisfaction des PJ | -Taux de présence -Nombre de questions posées pour leur propre activité de jardinage (balconnière...) -Poursuite d'activités de jardinage en fin d'année dans un jardin partagé | -Journal de bord partie 2 « feuille de présence ». -Journal de bord partie 3 « synthèse de la séance » -Fiches individuelles N°2 et N°3 |
| | Rompres l'isolement en encourageant les interactions sociales dont les liens intergénérationnels | *Resocialisation des personnes : -communication -estime de soi -responsabilisation -appropriation du jardin -élan de dynamisme et de motivation *Mixité socio-culturelle, des genres, des âges, des fragilités *Assiduité aux ateliers *Satisfaction des PJ | -Nombre d'activités réalisées ouvertes vers l'extérieur (sorties, repas, liens avec les écoles...) -Fréquence des discussions entre PJ. -Fréquence des discussions avec d'autres personnes hors PJ. -Enregistrement par les PJ des données sur le journal de bord. -Nombre de liens gardés avec Mosaïque et les autres PJ du groupe hors AJA et en fin d'année. -Poursuite d'autres activités au sein des structures hôtes (maisons pour tous, jardins partagés...) ou autres. -Enregistrement du profil des PJ en début des AJA | -Journal de bord partie 3 « synthèse de la séance » -Fiche individuelle N°2 (questionnaires à chaud) et N°3 (questionnaires à froid) -Fiche individuelle N°1 -Journal de bord partie 2 « feuille de présence ». -Journal de bord partie 3 « synthèse de la séance » |
| | Apporter un soutien aux aidants et prévenir les risques d'épuisement | *Proposer des activités qui permettent aux aidés et aux aidants de se retrouver ; *Leur donner des actions « jardinage » qui correspondent à leur capacité (un aidant pourra faire des opérations bien plus complexes) ; *Accompagner de proximité pour les personnes souffrant de la maladie d'Alzheimer pour laisser souffler les aidants. | Suivi du plan de travail et enregistrement des actions effectuées et des difficultés rencontrées. | Journal de bord partie 1 : feuille de route -Journal de bord partie 3 « synthèse de la séance » |
| Amélioration du cadre de vie et Prévention Santé | Se maintenir en bonne santé en ayant une vie la plus saine possible (bouger, activités en plein air, manger équilibrer...) | *Changer de comportements (bien-être, aisance à la mobilité, communication, responsabilisation...) *Prendre de meilleures habitudes alimentaires. *Mieux comprendre les fragilités de chacun et changer la relation patient-soignant. | *Enregistrement des besoins et le profil des participants-jardiniers dès le départ. *Observer et enregistrer les changements de comportement. *Poser des questions et informer sur les bonnes habitudes alimentaires à prendre. | -Fiches individuelles N°1, N°2 (questionnaire à chaud) et N°3 (questionnaire à froid) -Test de connaissance nutritionnelle |
| | Apporter un mieux-être physique | *Apprendre à jardiner sans se faire mal *Permettre aux plus sédentaires de découvrir et pratiquer des activités en plein air. | *Informers des bonnes pratiques pour jardiner sans se faire mal. *séances d'échauffement en début de séance et d'étirement en fin de séance à chaque atelier. *Observer et enregistrer les changements de comportement. *Poser des questions sur les sorties et activités physiques réalisées et informer sur leurs bienfaits pour la Santé. | -Fiches individuelles N°1, N°2 (questionnaire à chaud) et N°3 (questionnaire à froid) -Nombre de blessures durant les ateliers. -Tests capacités physiques (prestation Mavie) si sollicités par les participants-jardiniers |

PROGRAMME D'ACTIONS 2

ACTION 2

| | |
|------------------------------------|--|
| Méthode d'évaluation prévue | <p>-Feuille de route du programme Opération Brocoli (nombre de classes inscrites volontaires)</p> <p>-Présentation de la sensibilisation en classe avec enseignant</p> <p>-Questionnaire aux enseignants sur l'alimentation des élèves avant les séances.</p> <p>Spectacle de sensibilisation : 5 séances proposées de 5 classes par séance (interactivité entre spectateurs et intervenants par séance /participation active des élèves).</p> <p>-Questionnaire en fin de représentation ou en classe.</p> <p>-Nombre de classes prêtes à poursuivre un programme alimentation en classe ou en périscolaire après la séance.</p> <p>1 Atelier par classe à la demande des enseignants pour leur classe (Grilles d'évaluation en début et fin de programme).</p> <p>Réussite du programme si il va à son terme par classe (que chaque classe sollicitée participe aux séances et demande un atelier en remplissant les questionnaires et grilles d'évaluation.</p> <p>-Epanouissement des élèves à la participation à un spectacle pédagogique (indicateur collectif par classe sur questionnaire de fin de séance).</p> |
|------------------------------------|--|

| Indicateurs de processus | Valeurs cibles | Outils d'évaluation (*) |
|--------------------------------|----------------|-------------------------|
| Nombre de séances du spectacle | 5 | Grille d'évaluation |

| Indicateurs d'activité | Valeurs cibles | Outils d'évaluation (*) |
|--|---|---|
| Sensibilisation au projet opération brocoli | Nombre de classes qui s'inscrivent au projet | Questionnaire de début de programme |
| Participants spectacle « Opération brocoli » | 150 personnes par séance (150 maxi par séance) soit 25 classes avec accompagnateurs (enseignants/parents) | Remplissage des séances (sur Inscription/planning) soit entre 700 et 750 personnes (élèves et parents). |
| 1 Ateliers goût ou nutrition : nombre de classes qui veulent un atelier après le spectacle | 25 personnes / atelier et nombre de classe qui font un atelier soit 25 ateliers proposés au maximum sur l'ensemble des classes (1/classe) | Grille d'évaluation |
| Nombre de personnes qui réalise le programme complet : nombre de personnes sur spectacle + atelier * (nombre de classe) | 3 personnes * (25 classes) | Grille d'évaluation |

| Indicateurs de résultats | Valeurs cibles | Outils d'évaluation (*) |
|--|-------------------|---|
| Degré de satisfaction des participants | 80% de satisfaits | Grille de satisfaction des participants |

Fait à Montpellier, en deux exemplaires, le

**La Directrice Générale
de l'Agence Régionale de Santé
Languedoc-Roussillon - Midi-Pyrénées**

**Mr le Maire
Ville de Montpellier**

Communication

**Article L 2122-22 et L 2122-23 du
Code Général des Collectivités Territoriales :**

En application de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, le maire doit rendre compte des décisions à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal. Cette communication ne donne pas lieu à un débat. L'ensemble des décisions, et leurs annexes, sont consultables auprès du Secrétariat Général – Service de l'Assemblée.

| DECISION N° | SYNTHESE DE LA DECISION |
|------------------------|--|
| 2016/0240 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ EPOUX FOURCADIER. |
| 2016/0371 | La Ville de MONTPELLIER décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS et de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ROQUIER. |
| 2016/0372 | Sinistre incendie école Diderot : la Ville de MONTPELLIER décide d'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 62 713,26 €. |
| 2016/0392 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ BELOT Patrice (SARL I TRIBU). |
| 2016/0396 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/HAMOU Frédéric. |
| 2016/0397 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ ASL MAS DE CALENDIA (RS). |
| 2016/0398 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ SANCHEZ Caroline. |
| 2016/0399 | Il est proposé de renouveler l'adhésion à l'AVUF pour l'exercice 2016 pour un montant de 1500 € HT. |
| 2016/0400 | Attribution du marché à procédure adaptée n° 6B0145 concernant l'assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement financier, juridique et technique dans le cadre d'une Délégation de Service Public du stationnement payant sur voirie au groupement : SCP Vinsonneau - Palies Noy - Gauer sis 34000 Montpellier (Mandataire) - Axurban sis 92000 Nanterre (Co-traitant) - Partenaires Finances Locales sis 75003 Paris (Co-traitant) selon un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 42 000,00 Euros H.T. sur une durée de 12 mois. |
| 2016/0402 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Karen Meersohn du 1er au 23 juillet 2017. |
| 2016/0404 | Marché public n° 6B0137 "Réalisation et commercialisation de catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire" attribué aux éditions Hazan pour un montant maximum de 60 000 € HT et pour une durée de 12 mois à compter de la date de notification du marché. |
| 2016/0405 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif In extremis du 25 février au 19 mars 2017. |
| 2016/0406 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Olaf Czeschner et Matthieu Carron du 29 juillet au 20 août 2017. |

| | |
|-----------|---|
| 2016/0407 | Marché public n°6B0138 "Réalisation et diffusion des publications pour les expositions de la Panacée, séquence 1" attribué à à Silvana Editoriale pour un montant maximum de 55 000 € HT et pour une durée de 4 mois à compter de la notification du marché. |
| 2016/0408 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Leslie Verdet du 25 mars au 16 avril 2017. |
| 2016/0409 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Linge records du 3 au 25 juin 2017. |
| 2016/0410 | Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens : mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Artplusplus du 6 au 28 mai 2017. |
| 2016/0411 | Après consultation, la Ville de MONTPELLIER décide d'attribuer l'accord cadre "Achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection (6B0127)" à la société TEXEN pour un montant total de commandes sans minimum et avec un maximum de 86 000 € HT . C'est un marché unique conclus pour une période d'exécution de deux ans à partir de sa notification. |
| 2016/0412 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ M. ROUX. |
| 2016/0413 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Monsieur Kevin PLANQUELLE. |
| 2016/0414 | Marché n° 6B0124 "Exécution-production : mise au net et fabrication/production graphique de supports de communication pour la réalisation définitive de documents" attribué à la la société Graphic Désign pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 70 000 €, pour une période de 1 an à compter de la notification. |
| 2016/0415 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire d'expertise judiciaire désordres copropriété Jardins d'Harmony. |
| 2016/0416 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ Madame Valérie ASTESANO. |
| 2016/0417 | La Ville de Montpellier décide de défendre ses intérêts par l'intermédiaire de ses avocats dans l'affaire Ville c/ FEBVRE (DP 06/06/2016). |
| 2016/0418 | Don de documents d'archives relatives au sculpteur Alfred Saurel : acceptation du don pour les Archives Municipales. |
| 2016/0419 | Attribution du marché n° 6B0126 "Evolution du progiciel de gestion financière Astre - Acquisition du module Astre Factures" par le biais d'un marché négocié sans mise en concurrence à la société GFI Progiciels pour un montant HT de 29702€ et pour une durée de 3 mois. |
| 2016/0420 | Aménagement des Archives municipales : demandes de subvention auprès de l'Etat et des collectivités territoriales. |
| 2016/0421 | Attribution du marché n° 6A0270 "Achat de boulangerie salée ou sucrée" traditionnelle (lot 1) et haut de gamme (lot 2) pour les manifestations protocolaires et événementielles (réceptions, vins d'honneur, etc...), d'une durée d'un an renouvelable deux fois, pour un montant total maximum de 85000€ HT. Le lot n°1 est attribué à la société LA CROUSTILLETTE à hauteur de 25000€ HT maximum. Le lot n°2 est attribué à la société SCHOLLER à hauteur de 60000€ HT maximum. |
| 2016/0422 | Avenant n° 1 au marché n° 3B0542 "Aménagement de la zone technique du zoo - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage" attribué à l'EURL Monteils Consultant. Pour répondre aux demandes de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et de la Préfecture, il est nécessaire de réaliser des travaux supplémentaires qui nécessitent de nouvelles études. Le montant de cet avenant est de 8 531,25 € H.T, soit une augmentation du montant total du marché de 14,89 %. |
| 2016/0423 | Attribution du marché public n° 6B0102 "Achat d'un scanner de livres format A2" à la société Spigraph pour un montant maximum de 30 000€ HT. |
| 2016/0424 | Convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour l'organisation de trois salons : le Salon des Antiquaires du 2 au 4 décembre, la Mostra du Livre Ancien les 10 et 11 décembre et la Foire aux Santons les 17 et 18 décembre 2016 pour une redevance d'occupation du domaine public de 1 000 € par jour d'ouverture. |

| | |
|-----------|--|
| 2016/0425 | Financement des investissements prévus au budget par un emprunt de 2 M€ auprès de la Société Générale, selon résultat de l'appel d'offres lancé le 29 septembre 2016. |
| 2016/0426 | Attribution du marché n° 6D0017 "Location, pose, entretien, approvisionnement, maintenance et dépose de sanitaires publics à entretien automatique" à la société JCDECAUX pour un montant global et forfaitaire de 3 294 000 € HT (tranche ferme + tranches optionnelles). Les prestations de la tranche ferme et des tranches optionnelles ont une durée de 15 ans à compter de l'admission des sanitaires. |
| 2016/0427 | Financement des investissements prévus au budget par emprunt de 1 M€ auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon selon résultat de l'appel d'offres lancé le 29 septembre 2016. |
| 2016/0428 | Attribution du marché n° 6B0151 "Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile pour le Parc de Lunaret aux entreprises suivante : MSI-FAS pour les lots 1 et 2 pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 40 400 € HT, HOSPI-MEDI pour le lot 3 pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 25 440 HT. Le marché est attribué pour une durée de 6 semaines à compter des dates de notification. |
| 2016/0429 | Financement des investissements prévus au budget et au Plan Pluri-annuel d'Investissement concernant les programmes de rénovation et de construction d'écoles, par un emprunt de 1,9 M€ auprès de la Caisse des Dépôts, selon résultat de l'appel d'offres lancé le 29 septembre 2016. |
| 2016/0430 | Attribution du marché n° 6B0134 "Mise en place et de réparation des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la D.T.M" à l'entreprise FRANCE ENSEIGNE pour un montant maximum de 88 000€HT pour une période de un an dans le cadre d'un marché à bon de commande. |
| 2016/0432 | Financement des investissements prévus au budget par emprunt de 1 M€ auprès d'ARKEA, selon résultat de l'appel d'offres lancé le 29 septembre 2016. |
| 2016/0434 | Financement des investissements prévus au budget et au Plan Pluri-annuel d'Investissement concernant les programmes de rénovation et de construction d'écoles, par un emprunt de 1,1 M€ auprès de la Caisse des Dépôts, selon résultat de l'appel d'offres lancé le 29 septembre 2016. |
| 2016/0435 | Financement des investissements prévus au budget par un emprunt de 1 M€ auprès de la Banque Postale, selon résultat de l'appel d'offres du 29 septembre 2016. |
| 2016/0436 | Marché n° 6C0031 : il s'agit d'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques, l'achat et la mise en œuvre de logiciels standards pour un montant maximum de 180 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision. |
| 2016/0437 | Location de places de stationnement au parking Hôtel de ville pour le personnel municipal à Montpellier Méditerranée Métropole pour une prestation d'un montant de 524 000 € HT pour une durée d'un an. |
| 2016/0438 | Attribution du marché n° 6D0030 "Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices des bâtiments communaux de Montpellier" : Lot 1 "Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville" à SCHINDLER pour un montant estimé de 27000€ et Lot 2 "Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes PMR des bâtiments communaux" à OTIS pour un montant estimé de 95000€. Il s'agit d'accords-cadres à bons de commande sans minimum ni maximum. Ils sont conclus pour un an renouvelable trois fois à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant l'exécution des prestations. |
| 2016/0439 | Attribution du marché public n° 6B0165 "Conception et commissariat général d'un programme d'expositions pour l'année 2017 au Pavillon Populaire" à Monsieur Gilles Mora pour un montant de 25 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais. |
| 2016/0440 | Attribution du marché n° 6B0161 portant sur le projet de communication événementielle Montpellier Cœur de Ville en lumières à la société Midimédia pour un montant de 46 782 € HT. |
| 2016/0441 | Attribution du marché n° 6B0119 « Maintenance des serveurs et des baies de stockage » à la société ECONOCOM OSIATIS pour une durée d'un an reconductible trois fois et un montant total maximum de 40 000 € HT. |
| 2016/0443 | Attribution du marché public n°6B0085 "Animations événementielles Miss France 2016" à la SARL EMA Evènement Design pour un montant de 24910€. |

| | |
|-----------|--|
| 2016/0444 | Avenant n° 1 au lot 5 électricité courant faible, attribué à l'entreprise DEHAIL dans le cadre du marché 5D0052 pour la réhabilitation de l'école Marie Curie, pour le basculement en tarif jaune et la pose d'un visiophone - montant des travaux supplémentaires 3 702€HT, soit 4,66% d'augmentation. |
| 2016/0445 | Avenant n°1 pour le lot n° 1, attribué à l'entreprise AZUARA, dans le cadre du marché 5D0052 pour la réhabilitation de l'école Marie CURIE, pour un renfort de fondation, montant des travaux supplémentaires 10 316€ HT, soit 6.25% d'augmentation. |
| 2016/0446 | Accord-cadre n° 5D0049 - 1er marché subséquent n° 6D00458192 pour la réalisation de la mission AVP « Réalisation des phases Esquisse, Avant-Projet Sommaire et Avant-Projet Détaillé » attribué aux entreprises TN+ Paysagiste, mandataire du groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Les éclaireurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET technique). Le montant de la mission s'élève à 291 910 € HT. La mission sera réalisée dans un délai de 6 mois. |
| 2016/0449 | Le CCAS consent une convention de mise à disposition du domaine public portant sur le site de Saint Côme à la Ville de Montpellier. |

REGISTRE DES DELIBERATIONS ET DECISIONS

DÉCISIONS ET ANNEXES

**REFERE-EXPERTISE
COMMUNE DE MONTPELLIER C/ EPOUX
FOURCADIER
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que les époux FOURCADIER sont propriétaires de terrains viticoles situés sur les communes de Montpellier, Saint-Jean-de-Védas et Lattes en bordure du ruisseau le RIEUCOULON et à proximité des ZAC OVALIE et GRISETTES;
- Qu'à la suite d'épisodes pluvieux, les terrains des requérants sont inondés ;
- Que par requête en date du 10 mai 2016, les requérants ont demandé la nomination d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes de ces inondations ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



**ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE DE LA COMMUNE
AFFAIRE ROQUIER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur Jean-Paul ROQUIER a été victime d'un accident le 14 novembre 2015 rue d'Argencourt ;
- Que Monsieur Jean-Paul ROQUIER impute à la Ville la responsabilité de ce sinistre et l'assigne devant le Tribunal Administratif par requête introductive d'instance ;

Décide en conséquence :

- De défendre dans cette affaire par l'intermédiaire d'AREAS Cabinet PNAS – 159 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris – et de ses avocats en première instance, en appel et devant toutes juridictions qui auront à en connaître ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 26.11.2016
Notifiée le :



**ASSURANCE
SINISTRE INCENDIE ECOLE DIDEROT
ACCEPTATION D'INDEMNITE DE SINISTRE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'à la suite du sinistre incendie survenu le 04 juin 2014 à l'école Diderot, des négociations ont été menées avec l'aide du Cabinet GALTIER, expert de la Ville, et le Cabinet ELEX, expert de la compagnie d'assurance SMACL ;
- Qu'à l'issue de ces négociations, la SMACL propose une indemnité totale de 62 713,26 € incluant les honoraires d'expert d'un montant de 4 850,46 € ;
- Que cette proposition paraît acceptable au vu des dispositions contractuelles et des dommages subis.

Décide en conséquence :

- D'accepter le montant d'indemnité tel que précisé dans la lettre d'acceptation pour un montant de 62 713,26 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 26.11.2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ BELOT Patrice (SARL I TRIBU)
Dossier n° PE 34172 13V0175
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. BELOT Patrice (SARL I TRIBU) a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 36 rue St Guilhem et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et/par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ HAMOU Frédéric
Dossier n° PE 34172 14V0069
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que M. HAMOU Frédéric a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 05 rue de la République et qu'il est poursuivi pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :

Contentieux
**Commune de MONTPELLIER c/ ASL MAS DE
CALENDA (RS)**
**Recours en suspension et annulation contre l'arrêté n°
PC 34172 16V0081**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 06/07/2016, Monsieur le Maire a autorisé la SCI LE MERIC, à procéder à la transformation d'un bâtiment de bureaux en logements, 212 rue Philippe Castan ;
- Que l'ASL MAS DE CALENDA a formé deux recours auprès du Tribunal Administratif de Montpellier en date du 02/11/2016, le premier visant à annuler la décision, référencé n°1605443-1, et le second visant à obtenir sa suspension, référencé n°1605444-1.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :

CONTENTIEUX
MONTPELLIER c/ SANCHEZ Caroline
Dossier n° PE 34172 14V0138
Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Mme SANCHEZ Caroline a réalisé des travaux sans autorisation administrative au n° 41 av du Docteur Jacques Fourcade et qu'elle est poursuivie pour ces faits devant le tribunal correctionnel ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la commune dans cette affaire ;


Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



**Cotisation à l'AVUF - Association des Villes
Universitaires de France - Exercice 2016**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/0096/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur le Premier Adjoint Max LEVITA, délégué aux Finances ;

Considérant que :

- La Ville de Montpellier adhère à des organismes par le versement de cotisations ;
- L'Association des Villes Universitaires de France a été créée le 4 novembre 1993 et s'est fixée un triple objectif :
 - regrouper les villes universitaires et défendre leurs intérêts communs ;
 - devenir un lieu d'échange notamment sur les problèmes sportifs, culturels et sociaux liés à la présence d'établissements d'enseignement supérieur sur leur territoire ;
 - développer des relations avec les villes universitaires européennes.

Décide en conséquence :

- De reconduire l'adhésion à l'Association des Villes Universitaires de France pour l'exercice 2016 ;
- D'accepter le versement de la cotisation à l'AVUF pour un montant de 1 500 € TTC;
- De prélever le montant de la dépense sur les crédits inscrits en nature 6281, chapitre 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 30.11.2016
Notifiée le :

**Attribution du marché n° 6B0145 passé selon une
procédure adaptée
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Accompagnement Financier, Juridique et Technique
dans le cadre
d'une Délégation de Service Public du stationnement
payant sur voirie
Autorisation à signer le marché**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté municipal n° 2016/2089/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Marie-Hélène SANTARELLI, Adjointe Déléguée à la Sécurité ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 42 000,00 Euros H.T. (Quarante-deux mille Euros H.T.) sur une durée de 12 mois et portant sur une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour l'accompagnement Financier, Juridique et Technique dans le cadre d'une Délégation de Service Public du stationnement payant sur voirie ;
- Qu'à la suite d'une consultation en date du 21 octobre 2016 pour un accord cadre à procédure adaptée immatriculé 6B0145, conformément à l'article 27 et 78 du décret n° 2016-630 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, le groupement SCP VINSONNEAU – PALIES NOY – GAUER sis 34000 Montpellier (Mandataire) – AXURBAN sis 92000 Nanterre (Co-traitant) – PARTENAIRES FINANCES LOCALES sis 75003 Paris (Co-traitant) a présenté l'offre économiquement la plus favorable selon les critères de jugement des offres suivants :
 - Valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %
 - Montant des prestations : 40 %

Décide en conséquence :

- D'attribuer l'accord cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 42 000,00 Euros H.T. au groupement SCP VINSONNEAU – PALIES NOY – GAUER sis 34000 Montpellier (Mandataire) – AXURBAN sis 92000 Nanterre (Co-traitant) – PARTENAIRES FINANCES LOCALES sis 75003 Paris De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 et 2017 de la Direction de la Réglementation et de la Tranquillité Publique - Fonctions : 928 / 222 et 921 / 122 - Nature : 617 ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe Déléguée à la Sécurité à signer le marché avec le groupement retenu, et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 28 . 11 . 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Marie-Hélène SANTARELLI**

Publiée le : 30 . 11 . 2016
Notifiée le :

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'M' followed by a horizontal line extending to the right.

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Karen
Meersohn du 1er au 23 juillet 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que Karen Meersohn, 9 rue Dessalle-Possel, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 1^{er} au 23 juillet 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Karen Meersohn à exposer à l'espace Saint Ravy du 1^{er} au 23 juillet 2017 (installation à partir du 27 juin et décrochage jusqu'au 24 juillet) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Karen Meersohn a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :



**Marché public: réalisation et commercialisation de
catalogues d'exposition photographique pour le
Pavillon Populaire
N° 6B0137**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite faire réaliser et commercialiser des catalogues pour les expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord cadre avec maximum, pour une durée de 12 mois à compter de la notification ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, les éditions Hazan, 58 rue Jean Beuzen, 92178 Vanves cedex ont présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et commercialisation de catalogues d'exposition photographique pour le Pavillon Populaire aux éditions Hazan, pour un montant maximum de 60 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 22.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif In
extremis du 25 février au 19 mars 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que le collectif In extremis, représenté par Nicolas Aguirre, 1 rue Aristide Ollivier, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 25 février au 19 mars 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif In extremis à exposer à l'espace Saint Ravy du 25 février au 19 mars 2017 (installation à partir du 21 février et décrochage jusqu'au 20 mars) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Nicolas Aguirre a eu connaissance et qu'il s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Olaf
Czeschner et Matthieu Carron du 29 juillet au 20 août
2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :


- Que Olaf Czeschner et Matthieu Carron, 12 rue Castilhon, 34000 Montpellier, ont déposé une demande en vue de procéder à une exposition de leurs œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 29 juillet au 20 août 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Olaf Czeschner et Matthieu Carron à exposer à l'espace Saint Ravy du 29 juillet au 20 août 2017 (installation à partir du 25 juillet et décrochage jusqu'au 21 août) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Olaf Czeschner et Matthieu Carron ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Marché public: réalisation et diffusion des
publications pour les expositions de la Panacée,
séquence 1
N°6B0138**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville souhaite faire réaliser et diffuser les publications liées à la première séquence d'expositions 2017 de la Panacée ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 27 et 28 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un accord-cadre avec maximum pour une durée de 4 mois à compter de la notification du marché ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, le candidat Silvana Editoriale S.p.A., Via Margherita de Vizzi 86, 20092 Cinisello Balsamo, Italie, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché de réalisation et diffusion des publications pour les expositions de la Panacée, séquence 1, à Silvana Editoriale, pour un montant maximum de 55 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Leslie
Verdet du 25 mars au 16 avril 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que Leslie Verdet, 7 rue du Général Vincent, 34070 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 25 mars au 16 avril 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser Leslie Verdet à exposer à l'espace Saint Ravy du 25 mars au 16 avril 2017 (installation à partir du 21 mars et décrochage jusqu'au 17 avril) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Leslie Verdet a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif
Linge records du 3 au 25 juin 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que le collectif Linge records, représenté par Sophie Thomas, 3 rue Paul Lacroix, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 3 au 25 juin 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif Linge records à exposer à l'espace Saint Ravy du 3 au 25 juin 2017 (installation à partir du 30 mai et décrochage jusqu'au 26 juin) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Sophie Thomas a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

**Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens
Mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif
Artplusplus du 6 au 28 mai 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la culture ;

Considérant :

- Que le collectif Artplusplus, représenté par Agnès Legros, 4 rue Paul Lacroix, 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'espace Saint Ravy ;
- Que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- Que cette exposition aura lieu du 6 au 28 mai 2017 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le collectif Artplusplus à exposer à l'espace Saint Ravy du 6 au 28 mai 2017 (installation à partir du 26 avril et décrochage jusqu'au 29 mai) ;
- De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont Agnès Legros a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 22.11.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 28.11.2016
Notifiée le :

99683

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0411

**Attribution d'un accord cadre passé selon une
procédure adaptée pour les achats de matériel
professionnel de sonorisation, audio et projection.
(6B0127)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

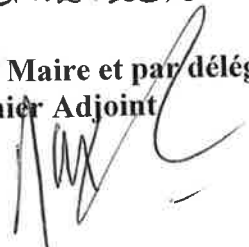
- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection pour un usage intensif dans le cadre des manifestations des Maisons pour Tous et des manifestations publiques organisées par le Service du Protocole de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°6B0127) a été lancée, en date du 4 octobre 2016, conformément au décret 2016-360 et à l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux accords-cadres. Cette procédure est soumise aux dispositions de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret susmentionné (Accord Cadre à bons de commande) ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : 50 % pour le prix et 50% pour la valeur technique ;
- Qu'après analyse, la société TEXEN, 290 rue Massacan – ZI Vallée du Salaison – BP30029 – 34741 Vendargues Cedex, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature de l'accord cadre « Achats de matériel professionnel de sonorisation, audio et projection » (6B0127) précité avec la société TEXEN pour un montant total maximum de commandes de 86 000.00 € H.T. et pour une durée d'exécution de 2 ans à compter de sa notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville, nature 60632, sur le budget investissement, nature 2188, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué aux Finances à signer cet accord cadre, et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 01.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 02.12.2016
Notifiée le :

938

**REFERE-EXPERTISE
COMMUNE DE MONTPELLIER / M. ROUX
DECISION D'ESTER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que M. ROUX est propriétaire de terrains situés sur les communes de Montpellier et de Saint-Jean-de-Védas en bordure du ruisseau le RIEUCOULON;
- Qu'à la suite d'épisodes pluvieux et notamment celui du 23 août 2015, les terrains du requérant sont inondés ;
- Que par requête en date du 21 septembre 2016, les requérants ont demandé la nomination d'un expert judiciaire en vue de déterminer les causes de ces inondations ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

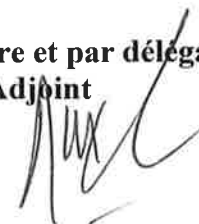
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0413

CONTENTIEUX
Monsieur Kevin PLANQUELLE
Recours contre l'arrêté du 19 mai 2016 fixant sa
rémunération

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que Monsieur PLANQUELLE conteste l'arrêté du 19 mai 2016 fixant sa rémunération comme agent vacataire (instance n°164548-1) ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :

**Attribution d' un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'exécution-la production; la mise au net
et fabrication/production graphique de supports de
communication MAPA 6B0124**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :


- Que la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier souhaite travailler avec un prestataire spécialisé dans les travaux de mise au net et de studio graphique pour assurer la mise au format et le suivi de fabrication des documents venant de la création interne de la Direction et/ou de l'agence de communication de la Ville.
- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA afin de choisir un prestataire en vue de l'exécution-production, mise au net et fabrication/ production graphique de supports de communication pour la réalisation définitive de documents ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 23/09//2016 et conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux Marchés Publics, la société Graphic Désign a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Graphic Désign, 7, rue Abbé Fabre, 30250 Sommières pour un montant minimum de 10 000 € et un montant maximum de 70 000 € pour une période de 1 an à compter de la notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement, chapitres 920, 922, 923, 924, 925, 928 et 929 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 28.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 29.11.2016
Notifiée le :

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0415

**EXPERTISE JUDICIAIRE
SERM / VILLE ET AUTRES
DESORDRES COPROPRIETE JARDINS
D'HARMONY
DECISION DE DEFENDRE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la SERM a engagé un référé-expertise contre la copropriété « Les Jardins d'Harmony » pour déterminer l'origine et les causes des dégâts des eaux affectant la copropriété ;
- Que cette copropriété est située dans la ZAC Lironde et est voisine des terrains de tennis appartenant à la Ville ;
- Que l'évacuation des eaux des terrains de tennis est envisagée comme l'une des causes du dégât des eaux ;
- Que par ordonnance en date du 3 novembre 2016, la Ville de Montpellier a été appelée dans la cause ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

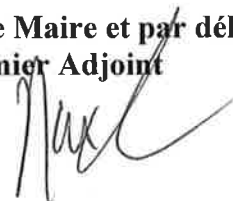
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SELARL d'Avocats LEGITIMA devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



Contentieux

Madame Valérie ASTESANO Appel contre le jugement du 21 septembre 2016

Décision de défendre

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que la commune a interjeté appel contre le jugement du 21 septembre 2016 ;
- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire.

Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 24 NOV. 2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



**Publiée le : 25 NOV. 2016
Notifiée le :**

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2016/0417

Contentieux
Commune de MONTPELLIER c/ FEBVRE (DP
06/06/2016)
Recours pour excès de pouvoir contre l'arrêté
d'opposition à déclaration préalable n° DP 34172 15
00011

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que par un arrêté du 06/06/2016, Monsieur le Maire de Montpellier a fait opposition à la demande de déclaration préalable de M. et Mme Febvre, visant à régulariser la construction d'une piscine édifiée sans autorisation, 63 impasse du Bois joli ;
- Que M. et Mme Febvre ont déposé une requête en annulation de l'arrêté auprès du Tribunal Administratif de Montpellier, le 23/10/2016 sous le n°1605323-1 ;

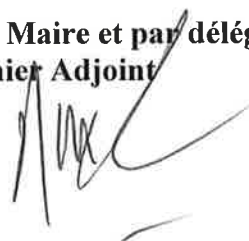
Décide en conséquence :

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



**Don de documents d'archives relatives au sculpteur
Alfred Saurel
Acceptation du don pour les Archives Municipales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Keranguéven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que Philippe Saurel, petit-fils d'Alfred Saurel, sculpteur montpelliérain, est en possession d'archives relatives à l'activité de ce dernier ainsi que d'autres documents ayant un intérêt pour l'histoire de la Ville :
 - Archives d'Alfred Saurel, sculpteur (27 rue Balard Montpellier) :
Maison de Blanc entrepreneur (cité Benoît, Montpellier) réalisation d'un décor : notes, devis, situations et mémoires de travaux (1895) ; établissement des Jésuites (Montpellier), décor : notes, devis [ca.1896] ; Hôpital de Bédarieux, décor : devis (s.d) ; école des Arceaux [actuelle école Jeanne-d'Arc, Montpellier], décor : dessin (s.d) ; Théâtre de Cette, décor de la façade : notes de frais, correspondance entre Alfred Saurel, Baussan et la Ville de Cette, télégramme, devis (1895-1904) ; Maison Benezech (Cette) : devis [ca.1887] ; Maison Morau et Saniès (rue Rondelet, Montpellier), décor : devis [ca. 1895] ; Maison Chevalier (rue Alsace-Lorraine, Cette), décor : devis [ca.1895] ; Maison Ollier (Montpellier), décor : devis [ca.1895] ; Cathédrale de Montpellier, porte Saint-Urbain, sculpture : devis estimatif (1899) ; maison de Baron, libraire à Narbonne : devis (1900) ; Université de Montpellier, porte de Maguelone : devis (1900) ; Eglise de Palavas, sculpture : devis (s.d) ; écoles de Mireval : devis (1903) ; Caisse d'épargne de Bédarieux, décor : devis (s.d) ; Etablissement des Dominicains, sculpture : mémoire des travaux (1898) ; Maison Jaquemet (rue Blanquerie, Montpellier), décor : mémoire des travaux (1898). Veuve Alfred Saurel, appartement rue Balard, mise en conformité : correspondance avec le service de l'Hygiène de la Ville (1929) ;
 - Lot d'actes notariés et pièces de procès des XVIIIème et XIXème siècles ;
 - Vue cavalière de Montpellier « Die Statt Mompellier mit ihren gelegenheit », extraite de la *Cosmographia universalis* de Sebastian Munster, gravure sur bois, XVIème siècle ;
 - Publications :
 - *La Faculté des Lettres de Montpellier, VIIème centenaire commémoré en 1946 (1242-1942)*
 - *Le Département de l'Hérault, notice géographique illustrée à l'usage des élèves des écoles primaires et des lycées et collèges*, par Ch. Belliol et G. Auxietre, Montpellier, [1914].
 - *Bulletins du syndicat d'initiative de Montpellier* (n°18 et 19)

- Tiré-à-part : *Lattes, inépuisable réserve archéologique*, H. Prades, groupe Archéologique Painlevé, 1972.
- Que Philippe Saurel souhaite faire don ces archives à la Ville de Montpellier afin qu'elles puissent être communiquées en salle de lecture des Archives municipales à tout chercheur qui en fera la demande;

Décide en conséquence :

- D'accepter le don de ces archives ;
- De les confier aux Archives de la Ville pour assurer leur conservation et leur communication auprès des chercheurs en salle de lecture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28.11.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN



Publiée le : 30.11.2016
Notifiée le :

**Evolution du progiciel de gestion financière Astre
Acquisition du module Astre Factures
Marché 6B0126**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que la Ville doit mettre en œuvre la facturation électronique, en application de la Loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 et de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, à compter du 1^{er} janvier 2017,
- Qu'il est nécessaire d'acquérir le module Astre Factures auprès de la société GFI Progiciels pour pouvoir réceptionner les factures dématérialisées dans le logiciel de gestion financière et comptable,
- Que conformément à l'article 30-I-3° du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif à la Procédure négociée sans mise en concurrence, la société GFI Progiciels, sise 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse,
- Il est donc proposé de retenir l'offre de la société GFI Progiciels pour un prix global et forfaitaire d'un montant de 29 720€ HT soit 35 664€ TTC. Le marché est conclu pour une durée maximale de 3 mois.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6B0126 à la société GFI Progiciels pour un montant de 29702€ HT et pour une durée de 3 mois ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 900 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;

Montpellier, le 01.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 02.12.2016
Notifiée le :

**Aménagement des Archives municipales
Demandes de subvention auprès de l'Etat et des
collectivités territoriales**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Qu' en 2013, la Ville de Montpellier a fait l'acquisition de l'ancien bâtiment des Archives départementales de l'Hérault, avenue de Castelnau pour y installer et y regrouper les Archives municipales actuellement réparties entre la médiathèque Emile-Zola (Archives historiques) et l'ancienne mairie (Archives contemporaines) ;
- Que les Archives municipales de Montpellier conservent plus de 9 kilomètres linéaires de documents dont les plus anciens remontent au XIIe siècle, ce qui en fait un des fonds les plus riches de la région et que bien que constitué d'archives collectées auprès de l'administration communale, son intérêt dépasse le strict cadre montpelliérain ;
- Que Montpellier, siège de l'intendance et ville où se réunirent le plus souvent les Etats de la province – la *Comitia Occitaniae* –, fut en effet la capitale du Languedoc sous l'Ancien Régime et que les Archives de Montpellier « trésor » régional, sont un patrimoine commun aux habitants de la Région Occitanie – Pyrénées Méditerranée, qu'il est nécessaire de préserver et de conserver dans de bonnes conditions ;
- Que ce bâtiment accueillera en outre le Centre régional de la Résistance et de la Déportation (actuellement à Castelnau-le-Lez) pour pérenniser des collections constituées par l'association « Mémoire de la Résistance et de la Déportation » et créer un lieu de mémoire dans un quartier profondément marqué par les heures noires de l'Occupation (Gestapo et Milice) ;
- Que le coût global de l'opération d'aménagement s'élève à 4 338 434 € HT (5 206 121 € TTC)
- Que cette opération peut faire l'objet de subventions de la part de l'Etat et des collectivités territoriales et qu'il convient d'autoriser le dépôt des demandes correspondantes ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser le dépôt de demandes de subventions le plus large possible pour l'aménagement du bâtiment des Archives municipales ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou Madame l'adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 01.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :

**Achat de boulangerie salée ou sucrée- Marché
n°6A0270**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de boulangerie salée ou sucrée traditionnelle et haut de gamme (avec livraison si nécessaire) pour les manifestations protocolaires et événementielles (réceptions, vins d'honneur, etc) de la Direction de l'Evenementiel et du Protocole ;
- Qu'une procédure a été lancée sous la forme d'un marché public à procédure adaptée, en l'application de l'article 27 et des articles 78 et 80 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient le prix (70%) et la valeur technique (30%) ;
- Que les sociétés La Croustillette, 1224 rue de Centreyrargues – 34070 MONTPELLIER, pour le lot n° 1 et JEDA (Scholler), 121 avenue de Lodève – 34070 MONTPELLIER, pour le lot n° 2, ont présenté les offres les plus intéressantes au regard des critères de jugement des offres.

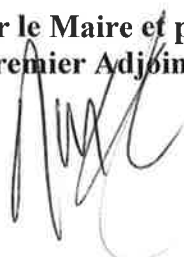
Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché n° 6A0270 précité à la société La Croustillette (1224 rue de Centreyrargues – 34070 MONTPELLIER) pour le lot n°1 à hauteur de 25 000€ maximum et à la société JEDA (Scholler, 121 avenue de Lodève – 34070 MONTPELLIER) pour le lot n°2 à hauteur de 60 000€ maximum ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement 2016 de la Direction de l'Evènementiel et du Protocole, nature 60623, tous chapitres ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Premier Adjoint délégué à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 02.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 05.12.2016
Notifiée le :



Aménagement de la zone technique du zoo
Assistance à Maîtrise d'Ouvrage
Marché n° 3B0542
Avenant n° 1

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le Code des Marchés Publics et en particulier les articles 20 et 28 ;
- Vu la décision n° 2013/0264 du 27 août 2013 attribuant le marché n° 3B0542 « Aménagement de la zone technique du zoo - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage » à l'EURL Monteils Consultant ;
- Vu le rapport d'avenant n°1 relatif au marché n° 3B0542 ;
- Vu le projet d'avenant n°1 relatif au marché n° 3B0542 ;

Considérant :

- Que la Ville a décidé de réaménager la zone technique du zoo en faisant appel à un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage ;
- Qu'un marché à procédure adaptée a donc été lancé, sous la référence 3B0542 ;
- Que le marché a été attribué à l'EURL Monteils Consultant pour un montant de 57 281,25 € H.T. ;
- Qu'il y a lieu, pour répondre aux demandes de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) et de la Préfecture, de réaliser des travaux supplémentaires qui nécessitent de nouvelles études ;
- Que cela entraîne un prolongement du planning des études et des travaux de 26 mois, portant la date prévisionnelle de fin d'opération à octobre 2018 ;
- Que compte tenu de la prolongation de délai importante, la mission de suivi de la phase 3 est supprimée ;
- Que ces modifications entraînent une augmentation du montant initial du marché de 8 531,25 € H.T., portant ainsi le montant du marché à 65 812,50 € H.T, soit une augmentation de 14,89 % ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n° 1 au marché n° 3B0542 « Aménagement de la zone technique du zoo - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage » conclu avec l'EURL Monteils Consultant. Le montant de cet avenant s'élève à : 8 531,25 € H.T.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier – Fonction 908232 - Nature 2031.
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise titulaire et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

30.11.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 02.12.2016

Notifiée le :

951

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION ARCHITECTURE &
IMMOBILIER**

SERVICE CONDUITE D'OPERATIONS

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Collectivité territoriale :

VILLE DE MONTPELLIER
1, place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2

Représentée par
Monsieur le Maire

Titulaire du marché :

EURL MONTEILS CONSULTANT
Immeuble Green Valley
849, Rue Favre Saint-Castor
34080 Montpellier

Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

Aménagement de la zone technique du zoo - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

N° du marché :

3B0542

Notifié le :

27 août 2013

Montant initial du marché :

57 281,25 € HT

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet la prise en compte des éléments suivants :

1. Suivi des études et des travaux de VRD pour le nouvel enclos des guépards

Suite à la mise en demeure de la DDPP de prendre des mesures de sécurité structurelles et fonctionnelles sur l'enclos des guépards, présentant un niveau de risque inacceptable, un nouvel enclos doit être réalisé.

Celui-ci étant positionné dans le prolongement de la zone technique, l'ensemble des VRD lié à ce nouvel enclos transite donc par cette même zone et doit être intégré aux travaux de VRD en cours sur la phase 1 de la zone technique.

Une mission de suivi spécifique est nécessaire.

2. Modification générale du plan de masse compte tenu des bâtiments supplémentaires (caserne, volières, fumiers, eaux grises) et étude des différents phasages de travaux compte tenu du maintien en activité du site.

Pour répondre à une demande complémentaire de la préfecture compte tenu de l'étude de danger et du POI incendie menés en août 2014 sur la globalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur et du classement de ce secteur en zone A du PPRIF, il s'avère nécessaire d'ajouter au sein de la zone technique un bâtiment caserne totalement indépendant.

Ce bâtiment, avec le hangar à matériel attenant, devra permettre de maintenir sur site des équipes de SSIAP et du matériel d'intervention pour assurer une surveillance permanente du massif forestier pendant les heures d'ouvertures au public.

Le positionnement de ce nouvel équipement demande une étude complémentaire et un remaniement complet du plan masse de la zone technique.

En outre, la problématique du traitement des fumiers et de la collecte des eaux grises des abris des enclos, relevée également par la DDPP, nécessite une étude de faisabilité sur les différentes solutions envisageables pour traiter ces effluents et rejets sur le site de la zone technique.

3. Prolongation du planning des études et des travaux

Les deux précédents éléments entraînent une prolongation générale du délai de cette opération de 26 mois ; La date prévisionnelle de fin d'opération est fixée à octobre 2018.

4. Suppression de la mission de suivi de la phase 3

Compte tenu de la prolongation de délai importante, la mission de suivi de la phase 3 est supprimée.

ARTICLE 2

Le montant du marché est donc porté de 57 281,25 € HT à 65 812,50 € HT, soit une augmentation de 14,89 % du marché initial.

ARTICLE 3

Les autres clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A le

A Montpellier le

L'entreprise,

Le Directeur Général Adjoint des Services

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec avis de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

Maître d'ouvrage : Direction du Parc de Lunaret
Conduite d'opérations : Direction Architecture et Immobilier / Service Conduite d'Opérations

AMENAGEMENT DE LA ZONE TECHNIQUE DU ZOO
ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE
RAPPORT D'AVENANT N° 1

Objet du marché :

Aménagement de la zone technique du Zoo – Assistance à Maitrise d'ouvrage

Collectivité territoriale :

Ville de MONTPELLIER
1, place Georges Frêche
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représentée par : Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

EURL MONTEILS CONSULTANT
Immeuble Green Valley, 849 rue Favre Saint-Castor
34080 MONTPELLIER

Représentée par : Monsieur Le Directeur

1 - Renseignements concernant le Marché

Affaire :

N° 3B0542

Montant initial du marché :

Montant HT : 57 281,25 €

2 - Renseignements concernant l'Avenant n° 1

Objet de l'avenant :

Le présent avenant a pour objet la prise en compte des éléments suivants :

1. Suivi des études et des travaux de VRD pour le nouvel enclos des guépards

Suite à la mise en demeure de la DDPP de prendre des mesures de sécurité structurelles et fonctionnelles sur l'enclos des guépards, présentant un niveau de risque inacceptable, un nouvel enclos doit être réalisé.

Celui-ci étant positionné dans le prolongement de la zone technique, l'ensemble des VRD lié à ce nouvel enclos transite donc par cette même zone et doit être intégré aux travaux de VRD en cours sur la phase 1 de la zone technique.

Une mission de suivi spécifique est nécessaire.

2. Modification générale du plan de masse compte tenu des bâtiments supplémentaires (caserne, volières, fumiers, eaux grises) et étude des différents phasages de travaux compte tenu du maintien en activité du site.

Pour répondre à une demande complémentaire de la préfecture compte tenu de l'étude de danger et du POI incendie menés en août 2014 sur la globalité du Parc de Lunaret et du Bois de Montmaur et du classement de ce secteur en zone A du PPRIF, il s'avère nécessaire d'ajouter au sein de la zone technique un bâtiment caserne totalement indépendant.

Ce bâtiment, avec le hangar à matériel attenant, devra permettre de maintenir sur site des équipes de SSIAP et du matériel d'intervention pour assurer une surveillance permanente du massif forestier pendant les heures d'ouvertures au public.

Le positionnement de ce nouvel équipement demande une étude complémentaire et un remaniement complet du plan masse de la zone technique.

En outre, la problématique du traitement des fumiers et de la collecte des eaux grises des abris des enclos, relevée également par la DDPP, nécessite une étude de faisabilité sur les différentes solutions envisageables pour traiter ces effluents et rejets sur le site de la zone technique.

3. Prolongation du planning des études et des travaux

Les deux précédents éléments entraînent une prolongation générale du délai de cette opération de 26 mois ; La date prévisionnelle de fin d'opération est fixée à octobre 2018.

4. Compte tenu de la prolongation de délai importante, la mission de suivi de la phase 3 est supprimée.

Montant de l'avenant :

| Montant initial du marché en € HT | Total de l'avenant n° 1 en plus-value en € HT | Nouveau montant du marché en € HT | Pourcentage d'augmentation du marché |
|--------------------------------------|---|--------------------------------------|---|
| 57 281,25 | 8 531,25 | 65 812,50 | + 14,89 % |

| Le Directeur Architecture et Immobilier | Le Directeur du Parc de Lunaret | Le Directeur Adjoint des Services |
|--|---|--|
|  |  |  |
| Jean-Louis DESTISON | Luc GOMEL | Marc DANIEL |

Mission d'AMO pour le suivi d'aménagement de la zone technique

DECOMPOSITION DE L'AVENANT 1

| Coûts travaux en € HT | Durée prévisionnelle mission en mois | | coût Journée en € H.T. | |
|-----------------------|--------------------------------------|--|------------------------|--|
| 5,70 MC | 62,00 | | 500,00 | |

| Tâches | Nbre d'heures par semaine | Nbre de jours par semaine | Nbre de jours par mois | Durée de la mission en mois | Total jours | Total coût en € H.T. |
|--|---------------------------|---------------------------|------------------------|-----------------------------|-------------|----------------------|
| Suivi des études et des travaux de VRD pour le nouvel enclos des guépards | 2,00 | 0,25 | 1,08 | 6,00 | 6,50 | 3 250,00 |
| Modification générale du plan de masse compte tenu des bâtiments supplémentaires (Caserne, volières, fumiers ,eaux grises) et études de différents phasage compte tenu des contraintes de maintien en activité du site. | 3,00 | 0,38 | 1,63 | 6,00 | 9,75 | 4 875,00 |
| Arrêt de l'assistance de la ZT3 pour toutes les phases | - | - | - | - | -34,40 | -17 197,92 |
| Prolongation du planning des études et des travaux de 26 mois hors parfait achèvement (Fin des travaux ZT2 initialement prévue fin Août 2015- fin des travaux ZT2 recalée octobre 2017) | 2,50 | 0,31 | 1,35 | 26,00 | 35,21 | 17 604,17 |
| Total et temps passé de l'avenant 1 | | | | | 17,06 | 8 531,25 |

| | |
|---------------------------------|-----------|
| Montant initial du marché H.T. | 57 281,25 |
| Nouveau montant du marché H.T. | 65 812,50 |
| TVA (20%) | 11 456,25 |
| Nouveau montant du marché T.T.C | 77 268,75 |

**Marché public: achat d'un scanner de livres format
A2
n°6B0102**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que le service des Archives municipales a besoin pour son fonctionnement de disposer d'un scanner de livres format A2, permettant la numérisation de documents aux formats spécifiques ;
- Qu'une consultation a été lancée, conformément aux articles 27, 78 et 80 du décret 2016/360 du 25 mars 2016 pour l'acquisition d'un scanner de livres au format A2 (avec en option une visite annuelle de maintenance pendant les quatre années suivant la première année de mise en service), sous la forme d'un accord cadre avec maximum de 30 000 € HT ;
- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient le prix (65%) et la valeur technique (35%) ;
- Qu'après analyse, la société Spigraph, 31 boucle de la ramée BP 749 38297 Saint Quentin Fallavier cedex, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société Spigraph, pour un montant maximum de 30 000 € HT couvrant l'achat de la machine, les quatre visites annuelles de maintenance et d'éventuelles réparations hors garantie;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonctions 903 et 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 01.12.2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**

Publiée le : 07.12.2016
Notifiée le :

**Convention de mise à disposition du Carré Sainte
Anne à l'association Nouveau Sainte Anne pour
l'organisation de trois salons**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association Nouveau Sainte Anne a déposé une demande en vue d'organiser, au Carré Sainte Anne, le salon des Antiquaires du 2 au 4 décembre, la Mostra du Livre Ancien les 10 et 11 décembre et la foire aux santons les 17 et 18 décembre 2016 ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement intérieur approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010 ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public de 1 000 € par jour d'ouverture au public est due, conformément à la délibération n°2016/259 du 22 juin 2016 ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne à l'association Nouveau Sainte Anne, jointe en annexe ;
- De dire que la recette sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN**



Publiée le : 09/12/2016

Notifiée le :



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU CARRE SAINTE-ANNE A UNE ASSOCIATION

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Philippe SAUREL, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 24 avril 2014

Et

L'association « Nouveau Sainte-Anne », 1 rue Sainte-Anne, 34000 MONTPELLIER et représentée par Monsieur Sadik FARABI, Président de l'association.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier en sa qualité de propriétaire met à disposition le Carré Sainte-Anne à l'association « Nouveau Sainte-Anne » aux dates suivantes, afin de permettre l'organisation des salons :

- 21^{ème} exposition des Antiquaires du 2 au 4 décembre 2016 : mise à disposition du Carré Sainte-Anne du jeudi 1^{er} au lundi 5 décembre 2016 inclus.
- La 22^{ème} Mostra du Livre Ancien les 10 et 11 décembre 2016 : mise à disposition du Carré Sainte-Anne du jeudi 8 au lundi 2 décembre 2016 inclus
- La 23^{ème} Foire aux Santons les 17 et 18 décembre 2016 : mise à disposition du Carré Sainte-Anne du vendredi 16 au lundi 19 décembre 2016 inclus

ARTICLE 2 : L'association occupe les lieux en l'état, sans modification de structure et s'engage à les restituer en l'état à l'issue des périodes de mise à disposition. Elle en assurera également l'entretien courant.

ARTICLE 3 : Les lieux sont ouverts gratuitement au public pour les dates suscitées (article 1) de 10 heures à 20 heures. Le gardiennage est sous la responsabilité de l'association, en accord avec le responsable du lieu.

ARTICLE 4 : L'association est tenue d'assurer, selon les principes de droit commun :

- les risques locatifs liés à la mise à disposition des locaux, objet de la présente convention ;
- ses propres responsabilités, pour les dommages causés aux tiers, liées à l'exercice de ses activités dans les locaux mis à disposition ;
- les œuvres et objets exposés ;
- ses propres biens ;
- ses propres préjudices financiers.

Aucune clause de renonciation à recours n'est applicable entre la collectivité, l'association et leurs assureurs respectifs.

En cas de préjudice lors de la période de mise à disposition de la salle, l'association doit pouvoir produire une attestation de son assureur sanctionnant les dispositions précitées. Elle devra par la suite pouvoir en justifier la présentation à toute demande de la collectivité.

Si l'association choisit de ne pas contracter d'assurance concernant les dispositions précitées, la Ville de Montpellier décline toute responsabilité en cas de préjudice relevant de ces mêmes dispositions.

ARTICLE 5 : La maintenance technique ainsi que les éclairages se feront en accord avec le responsable de la salle et des agents techniques de la Direction de la Culture et du Patrimoine affectés au Carré Sainte-Anne. En aucun cas les exposants ne devront sortir du Carré Sainte-Anne le matériel technique mis à leur disposition sans l'accord du responsable.

ARTICLE 6 : La Ville de Montpellier prendra à sa charge :

- l'affichage de banderoles fournies par l'association annonçant la manifestation, dans les rues principales de l'Ecusson ;
- le relais de la manifestation sur tous ses supports institutionnels de communication la réalisation de support de communication (affiches et flyers) ;

- l'installation et le démontage de certains matériels mis à disposition par la direction de la culture et la direction du protocole dans des limites déterminées par ces deux directions et en fonction de leurs possibilités de service ;
- la présence de deux agents d'accueil et de surveillance durant toute la durée de l'ouverture au public des salons (personnel municipal non habilité à vendre objets ou publications pour un tiers).

ARTICLE 7 : Une clé de la porte d'entrée sera remise au Président de l'association ainsi qu'un numéro de code personnel pour l'alarme le jeudi 1^{er} décembre 2016. Le Président de l'association sera responsable de la mise en service de l'alarme pour toute ouverture et fermeture en dehors des heures ouvrables. Le responsable du lieu devra en être informé au préalable. En aucun cas la clé ne devra être prêtée à un tiers sans l'accord du responsable du lieu.

ARTICLE 8 : Conformément à la délibération du Conseil municipal du 22 juin 2016, la redevance d'occupation du domaine public est fixée à 1 000 € (mille euros) par jour pour l'année 2016, pendant les jours d'ouverture au public des salons, soit pour les sept jours d'ouverture au public 7 000 € (sept mille euros). En contrepartie de cette redevance, la location des stands aux exposants par l'association Nouveau Sainte-Anne, ainsi que la vente d'œuvres d'art, d'artisanat, de publications et d'objets est autorisée au sein du Carré Sainte-Anne.

Si des documents annexes concernant l'exposition (catalogues, fascicules, cartes postales) sont vendus au profit de l'association, cette vente sera faite sous son entière responsabilité .

Par ailleurs, un chèque de caution de 385 € sera déposé par l'association, à l'ordre de Monsieur le Trésorier Principal Municipal. Cette caution pourra être retenue par la Ville de Montpellier en cas de détérioration de la structure de la salle, détérioration ou disparition du matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : L'association devra faire figurer sur tous les documents de communication, de manière bien visible, le logo de la Ville de Montpellier selon la charte graphique en vigueur, ainsi que la dénomination du lieu Carré Sainte-Anne et l'adresse : rue Philippy – 34000 Montpellier. Tous les documents de communication liés à la manifestation faisant l'objet de cette convention devront obligatoirement être visés, avant impression et diffusion, par la Direction de la Communication de la Ville de Montpellier, par l'intermédiaire de la Direction de la Culture et du Patrimoine.

ARTICLE 10 : L'association devra jouir personnellement de la salle d'exposition et ne devra en aucun cas sous traiter l'espace.

ARTICLE 11 : La présente convention sera résiliée de plein droit en cas de non respect de tout ou partie de l'une de ces clauses. En cas de résiliation au tort de l'association, celle-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention est du ressort des Tribunaux compétents de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Le Président de l'association,

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
L'Adjointe déléguée,

Sadik FARABI
(Signature et cachet)

Sonia KERANGUEVEN

**Emprunt de 2 M€ auprès de la
SOCIETE GENERALE**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016 ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Société Générale répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

| | | |
|---------|---|--|
| Montant | : | 2 000 000 euros |
| Durée | : | Le prêt est consenti jusqu'au 22/12/2037 et s'amortira sur 20 ans à compter de la date de consolidation fixée au 22/12/2017. |

Phase de mobilisation à caractère revolving

| | | |
|------------|---|---|
| Nominal | : | 2 000 000 € |
| Début | : | Date de signature du contrat |
| Fin | : | 22/12/2017 |
| Intérêts | : | Euribor 1 à 6 mois (selon date de décaissement) + 0.60% Index flooré à zéro |
| Commission | : | De la signature du contrat jusqu'à la consolidation, une commission de non utilisation de 0.10% l'an est perçue semestriellement où à la fin de la phase de mobilisation à terme échu sur l'encours moyen non utilisé |

Phase de consolidation

D'un commun accord entre la Société Générale et la Ville de MONTPELLIER, il est décidé de procéder à la mise en place d'un tirage de consolidation à « Taux variable de Marché » selon les conditions présentées ci-dessous :

| | | |
|----------------|---|---------------------------|
| Montant | : | 2 000 000 euros |
| Date de départ | : | 22/12/2017 |
| Maturité | : | 22/12/2037 (durée 20 ans) |
| Amortissement | : | Trimestriel – Linéaire |

| | | |
|---------------------------|---|---|
| Date de première échéance | : | 22/03/2018 |
| Base de calcul | : | exact / 360 |
| Taux d'intérêts | : | du 22/12/2017 au 22/12/2037 Euribor 3 mois pré-fixé + 0.55 % Euribor 3 mois fixé à J-2 début de période, indice flooré à zéro |
| Remboursement anticipé | : | Tirage remboursable par anticipation, partiellement ou totalement avec paiement ou réception par l'emprunteur d'une soulte actuarielle fonction des instruments de marché mis en place par la Banque pour la réalisation de ce tirage « Taux variable de marché » |
| Commissions | : | Aucune commission n'est due. |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir auprès de la Société Générale, pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat, et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :



**Marché public n° 6D0017 relatif à « location, pose,
entretien, approvisionnement, maintenance et dépose
de sanitaires publics à entretien automatique »**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2067/T/R du 06 juin 2016 donnant délégation de signature à M. Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de poursuivre l'installation de sanitaires publics à entretien automatique sur certains sites du domaine public de la Ville ;
- Qu'une procédure en appel d'offres a été lancée - conformément aux dispositions de l'article 25- I.1°, des articles 67 à 68 et de l'article 77 relatif aux tranches optionnelles du décret n° 2016/360 du 25 mars 2016 - sous la forme d'un marché à prix global et forfaitaire et à bordereau de prix unitaires. Ce marché comprend une tranche ferme (8 sanitaires de type PMR) et deux tranches optionnelles (2 + 2 sanitaires type PMR) ;
- Les prestations de la tranche ferme et des tranches optionnelles ont une durée de 15 ans à compter de l'admission des sanitaires ; le délai limite de notification des ordres de service prescrivant de commencer l'exécution des tranches optionnelles est fixé à 12 mois maximum à compter de la notification du marché au titulaire ;
- Les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient la valeur technique pour 60% et le prix des prestations pour 40% ;
- Que la commission d'appel d'offres, dans sa séance du 25 octobre 2016, a attribué le marché à l'entreprise JCDECAUX - sise 17 rue Soyer 92523 Neuilly cedex - présentant l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer ce marché à la société JCDECAUX pour un montant global et forfaitaire de 3 294 000 € HT (tranche ferme + tranches optionnelles) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville - CRB 211 - nature 6135 - fonction 928;
- D'autoriser M. le Maire ou, à défaut, M. l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à ce marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue par la commission d'appel d'offres.

Montpellier, le 06.12.2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Luc ALBERNHE



Publiée le : 07.12.2016
Notifiée le :

**Emprunt de 1 M€ auprès de la
CAISSE D'EPARGNE LANGUEDOC ROUSSILLON**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

Phase de mobilisation

| | | |
|---------------------------|---|--|
| Nominal | : | 1 000 000 € |
| Début | : | Date de signature du contrat |
| Fin | : | 31/12/2017 |
| Intérêts | : | Euribor 1 mois + 0.53% Index flooré à zéro |
| Montant minimal de tirage | : | 100 000 euros |
| Base de calcul | : | Exact/360 |

Phase de consolidation

| | | |
|------------------------|---|--|
| Durée | : | 20 ans |
| Amortissement | : | Trimestriel – constant |
| Base de calcul | : | 30 / 360 |
| Taux d'intérêts | : | taux fixe trimestriel de 1.41% avec date de départ 31/12/2017 |
| Remboursement anticipé | : | Indemnité actuarielle |
| Commissions | : | Commission d'engagement flat de 0.10% soit 1 000 euros. Commission de non utilisation de 0.10% du montant non consolidé |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;

- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :



**Achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire
mobile pour le Parc de Lunaret
Marché 6B0151**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;

Considérant :

- Que le Parc de Lunaret ne possède pas de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile et que celui-ci est nécessaire pour le suivi médical des animaux du parc ;
- Qu'il y a donc lieu de procéder à l'achat de matériel d'imagerie médicale vétérinaire mobile ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprise spécialisée (MAPA n°6B0151), conformément à l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- Que la société MSI-FAS 37 rue du Bois Chaland 91090 LISSES pour les lots n°1 et n°2 a présenté l'offre la plus avantageuse au regard des critères mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence : prix, valeur technique, service après-vente ;
- Que la société HOSPIMEDI 42 bis, rue de l'Europe 60149 SAINT- CREPIN-IBOUVILLIERS pour le lot n°3 a présenté l'offre la plus avantageuse au regard des critères mentionnés dans l'avis d'appel public à la concurrence : prix, valeur technique, service après-vente ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés MSI-FAS pour les lots 1 et 2 pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 40 400 € HT et HOSPIMEDI pour le lot 3, pour un montant total de commandes sans minimum et maximum de 25 440 HT et pour une durée de 6 semaines à compter de leur notification ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville de Montpellier -Direction du Parc De Lunaret - Nature : 2188, fonction 823 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

05.12.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le :

07.12.2016

Notifiée le :

**Emprunt de 1,9 M€ auprès de la
CAISSE DES DEPOTS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Caisse des Dépôts répond correctement à notre demande, spécifiquement en ce qui concerne les opérations inscrites au Plan Pluriannuel d'Investissement concernant les programmes de rénovation et de construction d'écoles, aux conditions suivantes :

| Contrat de prêt croissance verte 0% | |
|--|---------------------------|
| Montant | 1 900 000 € |
| Durée d'amortissement | 20 ans |
| Périodicité des échéances | Annuelle |
| Index | fixe |
| Taux d'intérêt actuariel annuel | 0% |
| Profil d'amortissement | Amortissement Prioritaire |
| Typologie Gissler | 1A |
| Commission d'instruction | Non applicable |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation du contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, à intervenir auprès de la Caisse des Dépôts pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

**Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :**



**MARCHE PUBLIC- MISE EN PLACE ET
REPARATION DES PANNEAUX DE
SIGNALETIQUE DES BATIMENTS GERES PAR
LA DTM- n° 6B0134**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de la Réussite Educative à Mme Isabelle MARSALA

Considérant :

- Qu'il y lieu de procéder à la mise en place de nouveaux panneaux de signalétique et à la réparation de ceux existants dans les divers bâtiments gérés par la Direction Travaux et Maintenance ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un marché à bons de commande pour une durée de un an ;
- Les critères de jugement des offres étaient le mémoire technique à hauteur de 60% et le prix à hauteur de 40% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise FRANCE ENSEIGNE, sise 5 rue Louis Breguet, à ST JEAN de VEDAS (34430) a présenté une offre économiquement avantageuse

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché Mise en place et réparation des panneaux de signalétique des bâtiments gérés par la D.T.M pour un montant maximum de 88 000€HT sur une période de un an dans le cadre d'un marché à bons de commande ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2016 de la Ville, nat 21312, fonctions 90211 et 90212 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

Montpellier, le 05 . 12 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 07 . 12 . 2016
Notifiée le :

**Emprunt de 1 M€ auprès de
ARKEA**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016 ;
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition d'Arkéa répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

Phase de mobilisation

| | | |
|----------|---|--|
| Nominal | : | 1 000 000 € |
| Début | : | Date de signature du contrat |
| Fin | : | 31/12/2017 |
| Intérêts | : | Euribor 3 mois + 0.52% Index flooré à zéro |

Phase de consolidation

| | | |
|------------------------|---|---|
| Durée | : | 25 ans |
| Amortissement | : | Trimestriel – constant |
| Base de calcul | : | exact / 360 |
| Taux d'intérêts | : | Euribor 3 mois pré-fixé + 0.68% Indice flooré à zéro |
| Remboursement anticipé | : | Indemnité de 3% du capital remboursé par anticipation |
| Commissions | : | Commission d'engagement de 0.10% soit 1 000 euros. |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir auprès d'Arkéa pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

**Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :**



**Emprunt de 1,1 M€ auprès de la
CAISSE DES DEPOTS**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, la proposition de la Caisse des Dépôts répond correctement à notre demande, spécifiquement en ce qui concerne les opérations inscrites au Plan Pluriannuel d'Investissement concernant les programmes de rénovation et de construction d'écoles, aux conditions suivantes :

| Contrat de prêt à taux fixe sur ressource de la Banque Européenne d'Investissement | |
|---|---|
| Montant | 1 100 000€ |
| Durée de la phase de préfinancement | 12 mois |
| Durée d'amortissement | 25 ans |
| Périodicité des échéances | Trimestrielle |
| Index | fixe |
| Taux d'intérêt actuariel annuel maximum | 1.64% |
| Profil d'amortissement | Amortissement progressif (échéances constantes) |
| Typologie Gissler | 1A |
| Commission d'instruction : | 0.06 % du montant du prêt (660 €) |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation du contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué, à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt ci-dessus, à intervenir auprès de la Caisse des Dépôts pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/20 16

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**

Publiée le : 09/12/20 16
Notifiée le :



**Emprunt de 1 M€ auprès de la
BANQUE POSTALE
Contrat n° MIN511352EUR**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint Délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que dans le cadre des investissements et besoins de financement prévus et inscrits au budget de la Ville, un appel d'offres bancaires a été lancé le 29 septembre 2016,
- Qu'à l'issue de l'analyse des offres, dont le tableau ci-joint récapitule l'ensemble des conditions, après avoir pris connaissance de l'offre de financement et des conditions générales version CG-LBP-2015-05 y attachées, la proposition de la Banque Postale répond correctement à notre demande, aux conditions suivantes :

Le contrat de prêt est composé d'une phase de mobilisation et d'une seule tranche obligatoire.

| | | |
|----------------------------|---|------------------------------|
| Score GISSLER | : | 1A |
| Montant du contrat de prêt | : | 1 000 000,00 EUR |
| Durée du contrat de prêt | : | 26 ans et 1 mois |
| Objet du contrat de prêt | : | financer les investissements |

Phase de mobilisation

Pendant la phase de mobilisation, les fonds versés qui n'ont pas encore fait l'objet de la mise en place d'une tranche constituent l'encours en phase de mobilisation.

| | | |
|-----------------------------|---|--|
| Durée | : | 1 an, soit du 27/12/2016 au 27/12/2017 |
| Versement des fonds | : | à la demande de l'emprunteur avec versement automatique au terme de la phase de mobilisation |
| Minimum de versement | : | 15 000,00 EUR |
| Taux d'intérêt annuel | : | index EONIA post-fixé assorti d'une marge de 0.82% |
| Base de calcul des intérêts | : | nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours |
| Echéances d'intérêts | : | périodicité mensuelle |

Tranche obligatoire sur index EURIBOR préfixé du 27/12/2017 au 01/01/2043

Cette tranche obligatoire est mise en place en une seule fois le 27/12/2017 par arbitrage automatique.

| | | |
|---|---|---|
| Montant | : | 1 000 000,00 EUR |
| Durée d'amortissement | : | 25 ans et 1 mois |
| Taux d'intérêt annuel | : | à chaque date d'échéance d'intérêts, le taux appliqué au décompte est déterminé de manière préfixée comme suit : Index EURIBOR 3 mois, assorti d'une marge de +0,75 % |
| Base de calcul des intérêts | : | nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours |
| Echéances d'amortissement et d'intérêts | : | périodicité trimestrielle |
| Mode d'amortissement | : | constant |
| Remboursement anticipé | : | autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû, moyennant le paiement d'une indemnité dégressive à payer par l'emprunteur, calculée de la manière suivante : taux de l'indemnité dégressive de 0.25% multiplié par la durée résiduelle d'application du taux d'intérêt de la tranche multiplié par le montant du capital remboursé par anticipation. La durée résiduelle est exprimée en nombre d'année(s) et est arrondie à l'année supérieure en cas d'année incomplète. |
| Option passage à taux fixe | : | oui |
| Date d'effet du passage à taux fixe | : | le 27/12/2017 ou à une date d'échéance d'intérêts postérieure |
| Base de calcul des intérêts | : | mois de 30 jours sur la base d'une année de 360 jours |
| Remboursement anticipé | : | autorisé à une date d'échéance d'intérêts pour tout ou partie du montant du capital restant dû. Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est égale à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle. Dans le cas où la durée d'application du taux fixe est inférieure à la durée d'amortissement résiduelle de la tranche, le remboursement anticipé est effectué moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle et d'une indemnité dégressive cumulées. Toutefois, à la date de la dernière échéance d'intérêts de la durée d'application du taux fixe, les modalités de remboursement anticipé applicables sont celles définies pour la tranche sur taux indexé. |
| Commissions | : | Commission d'engagement de 0.10 % du montant du contrat de prêt, soit 1 000 euros Commission de non utilisation de 0.10% appliquée aux sommes disponibles non tirées au titre de la phase de mobilisation |

Décide en conséquence :

- D'accepter le principe de réalisation d'un contrat de prêt aux conditions définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative au contrat de prêt décrit ci-dessus, à intervenir auprès de la Banque Postale pour procéder ultérieurement aux diverses opérations prévues dans le contrat et à recevoir tous pouvoirs à cet effet.

Montpellier, le 08/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA



Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :

**Recours à l'Union des Groupements d'Achats Publics
pour des prestations et des logiciels informatiques -
Marché n° 6C0031**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a besoin régulièrement de prestations informatiques pour l'accompagnement, la réalisation d'applications, d'outils d'aide à la décision ou de solutions de dématérialisation ainsi que de logiciels standards avec les prestations associées ;
- Que la Direction des Systèmes d'Information, en fonction de la charge de travail de ses services, n'est pas toujours en mesure de répondre à ces besoins dans le délai souhaité ;
- Qu'aucun marché en cours à la Ville de Montpellier ne permet de couvrir ces besoins ;
- Que l'UGAP a mis en place un marché de Prestations Intellectuelles Informatiques et un marché multi-éditeurs proposant la réalisation forfaitaire de prestations informatiques et l'acquisition de logiciels standards ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser les services de la Ville de Montpellier à faire appel à l'UGAP pour la réalisation de prestations informatiques et l'acquisition de logiciels standards selon la procédure en vigueur pour un montant maximum de 180 000 € HT sur une période d'un an à compter de la date d'effet de cette décision ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitres 900 et 920 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 05 . 12 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 12 . 2016

Notifiée le :

Location de Location de places de stationnement au parking Hôtel de ville

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu l'ordonnance n° 2015 -899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et en particulier l'article 14 ;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Levita, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

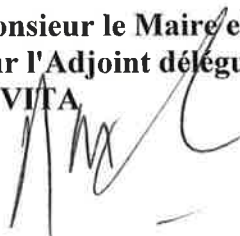
- Que la ville de Montpellier a un besoin de location de places de parking ;
- Que le parking, situé sous le nouvel hôtel de ville et appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole, répond aux besoins de la Ville tels que précisés dans le document ci-joint ;
- Que les prestations visées par ce marché non soumis à l'ordonnance n°2015_899 du 23 juillet 2015 sont décrites à l'annexe de la présente décision

Décide en conséquence :

- De procéder à la location de places au parking du nouvel hôtel de ville pour une prestation d'un montant de 524 000 € HT pour une durée d'un an ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le Budget 2016 de la Ville - Compte par nature : 6188/Fonction : 920200 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**



**Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :**

ANNEXE à la décision : location de places de stationnement au parking Hôtel de Ville

Le parking de l'Hôtel de Ville, parking public, doit, aux termes du présent cahier des charges, accueillir :

- Les véhicules VIP (20 places) dans un espace sécurisé situé au -1, accessible soit par l'entrée commune, soit par un accès spécifique par la rue du Chéla,
- Un espace de 70 places, situé au -1, dévolu à la Police Municipale, aux élus et directeurs,
- Les véhicules de service de ville, affectés ou non, au -4,
- Les véhicules du personnel municipal ayant opté, dans le cadre du PDE, à l'«abonnement Parking ».

Le Cahier des Charges définit les conditions minimales d'accueil de ces véhicules.

1. Besoins de la Ville de Montpellier :

1.1 - Les abonnements PDE

- **Les abonnés PDE « Parking »**

Foisonnent sur les niveaux -2 et -3. Deux types d'abonnements sont proposés (6h/21h – h24) en fonction de la contrainte de travail de l'agent (avis hiérarchique). Les abonnements sont distribués par le service des Moyens Généraux en relation avec le prestataire du parking qui octroie la carte de parking.

Le besoin de la Ville est :

- **Abonnement PDE Jour travail (6h/21h) :** Le parking doit pouvoir accueillir l'ensemble des abonnés : **336 à ce jour,**

- **Abonnement PDE Permanent travail (24h/24h) :** Dito : **173 à ce jour,**

- **Les abonnés PDE « transport en commun », « VAE » ainsi que les agents qui n'ont aucun abonnement PDE :**

Ils bénéficient d'un accès libre au parking : 1 jour par semaine. La liste des

ayants droits est transmise au gestionnaire du parking par le service des Moyens généraux.

Le besoin de la Ville est :

- **Ticket PDE 1 jour/semaine** : Cette prestation est tarifée au réel. La consommation moyenne est de 450 tickets de sortie par mois.

- **Les agents municipaux des services décentralisés :**

Agents appelés à se rendre en voiture personnelle à l'hôtel de ville dans le cadre du service, peuvent stationner gratuitement au parking de l'Hôtel de ville.

Le besoin de la Ville est :

- **Ticket de sortie pour les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs** (gratuité votée).

1.2 - Les véhicules de service de la Ville

Une part de ceux-ci stationne au parking de l'Hôtel de ville.

- **La flotte des véhicules de service Ville de Montpellier :**

(450) foisonnent au niveau -4 du parking. 140 véhicules en moyenne stationnent à ce niveau comprenant : le pool « Hôtel de ville » (une centaine) et les véhicules affectés « ville ».

- **Les VAE** (vélos à assistance électrique) et vélos mécaniques sont au nombre de 24.

1.3 – Les véhicules VIP

Un espace de 20 véhicules dit « VIP », situés dans un espace protégé

1.4 – Les autres véhicules bénéficiant d'un accès au parking

Les véhicules personnels des élus, les véhicules de fonction et de services affectés et les véhicules de la Police Municipale sont au nombre de 80.

2. Occupation du parking

2.1 : Niveau -1 :

Compte tenu de la configuration de parking, Le premier niveau (-1) sera affecté à :

- Les places VIP (20) dans l'espace prévu à cet effet.
Cet espace bénéficie d'une surveillance spécifique par caméras, dont les images sont renvoyées au CSU. (Nota : cet espace est traversé par les véhicules des clients de l'Hôtel Marriot).

L'accès des clients des (VIP) et de l'hôtel se fait par l'intermédiaire d'un tunnel venant de la voie piétonne sur les berges du Lez. La sortie s'effectuera dans les mêmes conditions que les clients du parking.

Dans cette zone 2 prises électriques de 20 ampères sur le circuit électrique normal sont installées pour les véhicules électriques.

- Un espace privatisé de 73 places, prévu pour accueillir les véhicules notés au 1.4. Les accès/sorties sont dotés d'un contrôle d'accès spécifique, indépendant du parking public géré par le prestataire.
- Un espace pour recevoir les véhicules 2 roues : 18 Vae et 6 vélos mécaniques du pool,
- Un espace pour recevoir les 2 roues du public souhaitant stationner à l'abri.
- L'automate de réservation des vélos du pool est propriété de la Ville ; la société G.I.R. est adjudicataire du contrat de maintenance passé par la Ville. Cet automate est sur le circuit électrique ondulé sur une ligne en 10 ampères. Il est rattaché au réseau informatique de la Ville. 24 prises électriques de 16 ampères sur le circuit électrique normal pour l'alimentation des vélos électriques,

2.2 : Le niveau -4

Il est affecté principalement pour :

- Le pool de véhicule « berlines – utilitaires » de service de la Ville (+ de 100 véhicules).
L'automate de réservation de ce pool est propriété de la Ville ; la société G.I.R. est adjudicataire du contrat de maintenance passé par la ville. Cet automate est sur le circuit électrique ondulé du parking. Il est rattaché au réseau informatique de la Ville.
- Les véhicules de services affectés à des agents.
- A ce niveau sont mis à disposition un local «automate de réservation » des berlines et utilitaires et un local de stockage pour l'entretien des véhicules.
- A ce niveau sont installées 4 prises électriques de 16 ampères sur le circuit électrique normal pour les véhicules électriques.

2.3 : Les autres niveaux

Les véhicules décrits au 1.1 doivent pouvoir y stationner, selon les règles décrites en 1.

3. **Modalités de fonctionnement** :

L'ensemble de ces besoins comprend la mise à disposition par le gérant du parking

- des badges pour les abonnés PDE « parking ».
- des badges pour les véhicules de service.
- des tickets de sortie : tickets PDE 1 jour/semaine distribués par le gérant du parking au vu d'une liste d'ayants droits remise à jour et transmise par le service des Moyens Généraux.
- de tickets de sortie pour les agents municipaux travaillant sur des sites extérieurs de passage ponctuellement à l'Hôtel de ville. Ces tickets sont demandés et distribués par le service des Moyens Généraux.

➔ Lorsqu'un badge est perdu ou ne fonctionne plus, il est remplacé par le gérant du parking, sans frais pour la Ville.

**Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-
charges, escaliers mécaniques et plateformes
élévatrices des bâtiments communaux de Montpellier**
Accord-cadre n° 6D0030

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
- Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et notamment les articles 25-I.1°, 67 à 68, 78 et 80 ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max Lévi, Premier Adjoint au Maire, délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire de procéder à l'entretien et la maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatriques des bâtiments communaux de la Ville de Montpellier ;
 - Qu'en conséquence, un appel d'offres ouvert a été lancé, sous la référence 6D0030 « Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatriques des bâtiments communaux de Montpellier », conformément aux articles 25-I.1° et 67 à 68 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
- Cet appel d'offres est réparti en 2 lots :

| <i>Lot</i> | <i>Désignation</i> |
|------------|---|
| 1 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville |
| 2 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes PMR des bâtiments communaux |

Qu'il s'agit d'accords-cadres à bons de commande sans minimum ni maximum.

Ces accords-cadres, conclus pour une période initiale d'un an à compter de la date indiquée dans l'ordre de service prescrivant l'exécution des prestations, pourront être reconduits par périodes successives d'un an pour une durée maximale de reconduction de trois ans ;

- Que le montant des commandes pour la durée initiale des accords-cadres est estimé à :
 - Lot 1 : 27 000 € H.T.
 - Lot 2 : 95 000 € H.T.

Le même montant est estimé pour chaque année de reconduction ;

- Que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : la valeur technique de l'offre (60%) et le prix des prestations (40%) ;

- Que la Commission d'Appel d'Offres, dans un avis rendu le 25 octobre 2016, a attribué les 2 lots de l'accord-cadre n° 6D0030 aux entreprises ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :

| <i>Lot</i> | <i>Désignation</i> | <i>Société retenue</i> |
|------------|---|--|
| 1 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville | Société SCHINDLER 18 rue Saint Exupéry 34430 Saint Jean de Védas |
| 2 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes PMR des bâtiments communaux | Société OTIS ZAC Tournezy 164, rue Maurice Le Boucher 34070 Montpellier |

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature des 2 lots de l'accord-cadre n° 6D0030 « Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes élévatrices des bâtiments communaux de Montpellier », avec les sociétés ci-dessous désignées :

| <i>Lot</i> | <i>Désignation</i> | <i>Nom</i> |
|------------|---|-------------------|
| 1 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques de l'Hôtel de Ville | Société SCHINDLER |
| 2 | Entretien et maintenance des ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques et plateformes PMR des bâtiments communaux | Société OTIS |

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – Chapitres 920 à 929.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Monsieur le Premier Adjoint, à signer les accords-cadres et, plus généralement, tout document relatif à ces affaires avec les sociétés retenues.
- De charger Monsieur le Directeur Général des Services de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 08/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA**



Publiée le : 08/12/2016
Notifiée le :

**Marché public: conception et commissariat général
d'un programme d'expositions pour l'année 2017 au
Pavillon Populaire
N°6B0165**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n° 2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la qualité de la programmation des expositions photographiques présentées au Pavillon Populaire est, entre autres, le fait d'une ligne artistique à long terme proposée par un spécialiste reconnu de la photographie ;
- Qu'il convient de choisir une direction artistique pour les expositions de l'année 2017 ;
- Que, conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016/360 du 25 mars 2016, ce marché peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- De confier à Monsieur Gilles Mora, 3 rue Georges Courteline 33700 Mérignac, la conception et le commissariat général des expositions présentées au Pavillon Populaire au cours de l'année 2017, ainsi que la préparation de la programmation 2018 ;
- D'approuver la convention jointe en annexe, pour un montant de 25 000 € d'honoraires et 17 000 € maximum de frais de recherche, déplacement, hébergement et restauration ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 09/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 14/12/2016
Notifiée le :

**Attribution du marché 6B0161 portant sur le projet de
communication événementielle Montpellier Cœur de
Ville en lumières**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté 2016/2076/T/R du 06/06/2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à un MAPA, afin de choisir un prestataire pour la réalisation d'une communication événementielle à l'occasion de Montpellier Cœur de Ville en lumières ; cette prestation inclut la communication événementielle print dans le quotidien régional Midi-Libre, le Direct Matin ainsi que la communication événementielle digitale Midilibre.fr, et l'application Midi Libre avec une diffusion du 17 novembre au 03 décembre 2016 ;
- Qu'à la suite d'une procédure de marché sans publicité ni mise en concurrence, et conformément à l'article 30 I 10° du décret 2016-360 du 25 mars 2016, la société MidiMédia a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société MidiMédia, Rue du Mas de Grille 34430 Saint Jean de Védas, pour un montant négocié maximum de 46 782 € HT ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget de la Ville section fonctionnement, chapitre 929 nature 6231 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut, Monsieur le Premier adjoint à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le **09/12/2016**

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : **12/12/2016**
Notifiée le :

100-100

100-100-100

100-100-100

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée : Maintenance des serveurs et des baies de
stockage - Marché 6B0119**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Premier Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Qu'il est nécessaire pour la Ville d'assurer la maintenance des serveurs et des baies de stockage du site central et du nœud de raccordement optique (NRO) Eureka ;
- Qu'une procédure a été lancée le 25 octobre 2016 conformément à l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande pour une durée d'un an reconductible trois fois ;
- Que les critères d'analyse de l'offre pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Le coût 40 %
 - Les valeurs techniques (qualité de la maintenance, moyens mis en œuvre) 60 %
- Qu'après analyse, la société ECONOCOM OSIATIS a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché à la société ECONOCOM OSIATIS sise 21 rue Descartes – Immeuble l'Astrale – 92350 Le Plessis Robinson, pour une durée d'un an reconductible trois fois, à compter de la date de notification, et un montant total maximum de 40 000 € HT pour la durée du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Direction des Systèmes d'Information – Chapitre 920 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec la société retenue.

Montpellier, le 06 . 12 . 2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur le Premier Adjoint
Max LEVITA

Publiée le : 07 . 12 . 2016
Notifiée le :

**Marché public: animations évènementielles Miss
France 2016
N°6B0085**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2082 du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Sonia Kerangueven, adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que la Ville accueille en décembre 2016 la finale de l'élection de Miss France ;
- Qu'il convient d'organiser les animations évènementielles autour de cette élection ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément à l'article 27 du décret n°2016/360 du 25 mars 2016, sous la forme d'un marché ordinaire ;
- Que les critères de jugement pour l'analyse des offres étaient la valeur technique (60%) et le prix (40%) ;
- Qu'après analyse, la SARL EMA Evènement Design, 9 rue Edmond Volsenet 21000 Dijon a proposé une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la SARL EMA Evènement Design, pour un montant de 24 910 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise concernée.

Montpellier, le 09/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Sonia KERANGUEVEN

Publiée le : 14/12/2016
Notifiée le :

**Marché 5D0052 - Réhabilitation de l'école élémentaire
Marie CURIE - lot 5 - Avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision 2016/0242 du 1 août 2016 attribuant le marché de travaux n° 5D0052 pour la réhabilitation de l'école Marie CURIE ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au lot n° 5 du marché 5D0052 ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réhabilitation intérieure de l'école Marie Curie ;
- Que, pour réaliser ces travaux, un appel d'offre a été publié sous la référence 5D0052. Le lot n° 5 électricité courant faible a été attribué à l'entreprise DEHAIL pour un montant de 79 416.40€ HT ;
- Qu'il est nécessaire d'augmenter la puissance en électricité et de passer de 3 comptages en tarif bleu à un seul en tarif jaune ;
- Que, pour ce faire, le fournisseur d'énergie ERDF a demandé une coupure générale du T.G.B.T. ;
- Que dans le cadre de la circulaire du 26 août 2016 de l'Education Nationale sur la sécurisation des établissements scolaires, il est nécessaire de poser un visiophone à l'entrée de l'école ;
- Que le montant des travaux supplémentaires nécessaires à ces nouvelles demandes est de 3 702€HT, portant ainsi le nouveau montant du lot n° 5 à 83 118,40€ HT, soit une augmentation de 4.66% ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n°1 relatif au lot 5 du marché 5D0052 , réhabilitation de l'école Marie CURIE ;
- D'imputer le dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, nature 21312, fonction 90212 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise DEHAIL et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 08/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA



Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :

PROJET D'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

VILLE DE MONTELLIER
1 PLACE GEORGES FRECHE
34267 MONTPELLIER CEDEX 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

S.A.R.L. DEHAIL
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ECOLE ELEMENTAIRE MARIE CURIE
REHABILITATION PARTIELLE DU 1ER ETAGE
Electricité, courants faibles

N° du marché :
5D0052E

Notifié le :
08 septembre 2016

Montant initial du marché :
Montant HT : 79 416,40 Euros

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : Le groupe scolaire Marie Curie/ Alphonse Daudet et son restaurant scolaire sont alimentés en électricité à ce jour par trois comptages (2 fois 36 Kw et 1 fois 18 Kw).

La puissance installée ne suffit plus à la demande de ce site.

La ville de Montpellier a décidé le remplacement de ces trois comptages tarif bleu par un tarif jaune dont la puissance installée permettra l'alimentation de ce groupe d'écoles et évitera tous les problèmes de disjonction en particulier lors du réchauffage des repas.

Pour permettre le basculement en tarif jaune le fournisseur d'énergie ERDF a demandé à l'issue de son étude en octobre 2016, une coupure générale du T.G.B.T depuis les trois sites desservis par ce nouveau comptage.

Cette demande est nouvelle et ne figure donc pas dans les pièces écrites composant l'appel d'offres.

D'autre part, les travaux de réhabilitation touchent le hall d'entrée de l'école et la circulaire de l'éducation nationale émise le 26 août 2016 relative à la sécurisation des établissements scolaires contre le risque attentat/ intrusion demande la pose de visiophone.

Un visiophone sera donc installé à l'entrée de l'école desservant le bureau de direction et le bureau de la RTGS.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 26/09/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 3 702,00 € H.T., soit en toutes lettres : trois mille sept cent deux euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 83 118, 40 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 4,66 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A le

L'entrepreneur,

A Montpellier le

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A , le

**Marché 5D0052 -Réhabilitation de l'école Marie
CURIE- lot 1 - avenant n°1**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2091/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Madame Isabelle Marsala, Adjointe au Maire, déléguée à la Réussite Educative ;
- Vu la décision 2016/0242 du 1 août 2016 attribuant le marché de travaux n° 5D0052 pour la réhabilitation de l'école Marie CURIE ;
- Vu le rapport d'avenant n° 1 relatif au lot n° 1 du marché 5D0052

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à la réhabilitation intérieure de l'école Marie Curie ;
- Que, pour réaliser ces travaux, un appel d'offre a été publié sous la référence 5D0052. Le lot n° 1 démolition, gros œuvre a été attribué à l'entreprise AZUARA pour un montant de 164 959€ € HT ;
- Qu'il y a lieu de procéder à un renfort de fondation pour la mise en place d'un auvent suite à la constatation d'importants désordres de solidité par l'ingénieur structure ;
- Que le montant des travaux supplémentaires nécessaires à cette nouvelle demande est de 10 316€HT, portant ainsi le nouveau montant du lot n° 1 à 175 275€ HT, soit une augmentation de 6.25%
- Qu'en date du 29 novembre 2016, la commission d'appel offre a émis un avis favorable à cette augmentation ;

Décide en conséquence :

- D'approuver l'avenant n°1 relatif au lot 1 du marché 5D0052 , réhabilitation de l'école Marie CURIE ;
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, section investissement, nature 21312, fonction 90212
- D'autoriser Monsieur le Maire ou, à défaut Madame l'adjointe déléguée ; à signer l'avenant n° 1 avec l'entreprise AZUARA et plus généralement tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 08/12/2016

Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Madame l'Adjointe déléguée
Isabelle MARSALA

Publiée le : 09/12/2016
Notifiée le :

MAIRIE DE MONTPELLIER

**DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET
DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Projet d'AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Mairie de MONTPELLIER
1 place GEORGES FRECHE
34267 Montpellier cedex 2

Représenté par
Monsieur Le Maire

Titulaire du marché :

AZUARA
Représenté par
Monsieur le Directeur

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :
ECOLE ELEMENTAIRE MARIE CURIE
REHABILITATION PARTIELLE DU 1ER ETAGE
Démolition, gros-oeuvre

N° du marché :
5D0052A

Notifié le :
07 septembre 2016

Montant initial du marché :
Montant HT : 164 959,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres : 29/11/2016

Date de la décision autorisant la signature de l'avenant :

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour les motifs suivants : la démolition des plafonds a mis à jour d'importants désordres de solidité de l'école obligeant un renforcement des murs structurels de l'école : confection d'ouvrages en béton armé, renfort des murs maîtres après l'étude de l'ingénieur structure.

En pied de bâtiment l'ingénieur structure a demandé un renfort des fondations prévues à l'appel d'offres pour la mise en place d'un auvent suite aux désordres découverts sur la structure du bâtiment.

ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition en date du 17/10/2016.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 10 316,00 € H.T., soit en toutes lettres : dix mille trois cent seize euros.

Le montant du contrat est donc porté à 175 275,00 € H.T.

La plus-value s'élève donc à 6,25 % du contrat initial.

ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée.

ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

D. Signatures des parties

A
le,

L'entrepreneur,

A Montpellier le

L'Adjoint Délégué

Isabelle MARSALA

E. Notification de l'avenant

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A, le

**Accord-cadre n° 5D0049 « Mission de maîtrise
d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation
du parc zoologique de Lunaret »
1er marché subséquent n° 6D00458192 pour la
réalisation de la mission AVP**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu le code des marchés publics et en particulier les articles 35-1.2, 65, 66, 74 et 76 IV ;
- Vu la décision n° 2016-0277 du 9 août 2016 relative à l'attribution de l'accord-cadre n° 5D0049 « Mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret » ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de réhabiliter les infrastructures existantes du Parc de Lunaret ;
- Que pour cela, un accord-cadre mono attributaire a été lancé afin de confier une mission de maîtrise d'œuvre paysagère et technique ;
- Que par décision n° 2016-0277 du 9 août 2016, l'accord-cadre mono-attributaire n° 5D0049 « Maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret » a été attribué au groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Les éclaireurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET technique) ayant pour mandataire TN+ Paysagiste ;
- Qu'il y a lieu de confier une mission au titulaire de l'accord-cadre n° 5D0049 concernant la réalisation des phases Esquisse, Avant-Projet Sommaire et Avant-Projet Détaillé ;
- Qu'une procédure a été lancée en application de l'article 76 IV du Code des marchés publics relatif aux accords-cadres. Il s'agit d'un marché subséquent à un accord-cadre mono-attributaire ;
- Que les critères d'analyse des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations : 50 %
 - Délais : 50 %
- Que l'offre du titulaire de l'accord-cadre n° 5D0049 est conforme et cohérente au prix global et forfaitaire figurant dans l'accord-cadre et reprend intégralement toutes les missions proposées pour cette consultation ;
- Que la Commission d'Appel d'Offres (CAO), dans sa séance du 15 novembre 2016, a attribué le 1^{er} marché subséquent n° 6D00458192 au titulaire de l'accord cadre n° 5D0049 ;

Décide en conséquence :

- D'autoriser la signature du 1^{er} marché subséquent n° 6D00458192 « Réalisation des phases Esquisse, Avant-Projet Sommaire et Avant-Projet Détaillé » relatif à l'accord-cadre n° 5D0049 « Maîtrise d'œuvre paysagère et technique pour la réhabilitation du parc zoologique de Lunaret » avec TN+ Paysagiste, mandataire du groupement TN+ Paysagiste / SCP Boyer Percheron (architecte) / Les éclaireurs (éclairagiste) / Agence NC (scénographe) / Setec International (BET technique) et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.
Le montant de la mission s'élève à 291 910 € HT.
La mission sera réalisée dans un délai de 6 mois.
- D'imputer la dépense sur le budget de la Ville de Montpellier, ligne 22873, fonction 908 231, nature 2031
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12.12.2016

Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publiée le : 13.12.2016
Notifiée le :



**Convention de mise à disposition du domaine public
CCAS - Ville de Montpellier
Site Saint Côme**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération n° 2014/135 en date du 24 avril 2014 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire modifiée ;
- Vu l'arrêté n°2016/2076/T/R du 6 juin 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA 1er adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Que le CCAS de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée BV2 d'une surface de 4022m² sis 13 rue de l'Ecole Normale à Montpellier sur laquelle est édifié un bâtiment principal en R+2 avec parc arboré et dépendances (site de Saint Côme)
- Que ce site est devenu sans utilité pour les services du CCAS de la ville de Montpellier. Qu'il est aujourd'hui désaffecté et vacant.
- Que ce site peut présenter un intérêt pour la Ville de Montpellier que ce soit pour ses besoins propres ou pour faciliter l'implantation d'activités présentant un intérêt local.
- Que la Ville a donc pris attache auprès du CCAS afin de bénéficier d'une mise à disposition dudit site de Saint Côme.
- Que le projet de convention de mise à disposition et le plan du site sont joints en annexe. Que la convention prévoit notamment que la mise à disposition est consentie à la Ville à titre gratuit pour une durée de 10 ans, que la Ville y procédera aux travaux nécessaires au maintien des lieux et pourra procéder si elle le souhaite à une sous location.
- Qu'il convient d'approuver cette convention de mise à disposition.

Décide en conséquence :

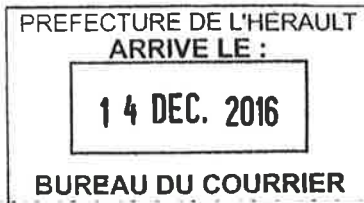
- D'approuver la prise à location du site de Saint Côme auprès du CCAS de Montpellier ;
- D'approuver à cet effet les termes de la convention de mise à disposition du domaine public telle que jointe en annexe à la présente
- D'autoriser la signature de cette convention ainsi que de tout document relatif à cette affaire par toute personne ayant délégation pour le faire

Montpellier, le 13/12/2016

**Pour Monsieur le Maire et par délégation,
Monsieur l'Adjoint délégué
Max LEVITA**

**Publiée le : 14/12/2016
Notifiée le :**

A handwritten signature in blue ink, appearing to be "Max Levita", written over the printed name.



Centre Communal d'Action Sociale de MONTPELLIER
125 place Thermidor
BP 9511
34045 MONTPELLIER Cedex 1

CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés

Le Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, représenté par sa Vice-Présidente Madame Annie YAGUE, agissant au nom et pour le compte du Centre Communal d'Action Sociale sis 125 Place Thermidor BP9511 à Montpellier, en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration du xxxxxxxx.

Ayant charge et pouvoir, à l'effet des présentes ainsi qu'il affirme

Ci-après dénommé « le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) de Montpellier », d'une part,

Et

Ville de Montpellier, sis Hôtel de Ville, 1, place Georges Frêche 34267 MONTPELLIER cedex 2, représenté par Monsieur Max LEVITA, dûment habilité à l'effet des présentes par la décision du XXXX,

Ci-après dénommé « l'OCCUPANT », d'autre part,

IL A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le CCAS de Montpellier est propriétaire de la parcelle cadastrée BV2 d'une surface de 4022m² sis 13 rue de l'Ecole Normale à Montpellier sur laquelle est édifié un bâtiment principal en R+2 avec parc arboré et dépendances pour une surface de 2 990m².

Ce site est devenu sans utilité pour ces services, et est désormais vacant. Dans un objectif de valorisation de son patrimoine, le CCAS de la ville de Montpellier procède par la présente convention à la mise à disposition de ce site au bénéfice de la ville de Montpellier

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à occuper à titre précaire et révocable le bien suivant :

Site Saint Côme sis 13 rue de l'Ecole Normale à Montpellier

Parcelle cadastrée BV2 d'une surface de 4022m² sur laquelle est édifié un bâtiment principal en R+2 avec parc arboré et dépendances pour une surface de 2 990m².

Ce droit d'occupation est accordé pour l'utilisation suivante : Hébergement.

L'occupation ou l'utilisation du domaine public ne présente pas un objet commercial.

Ainsi que lesdits lieux s'étendent, se poursuivent et comportent, l'occupant déclarant en avoir une parfaite connaissance pour les avoir vus et visités.

ARTICLE 2 – DUREE

*La présente convention est consentie et acceptée **pour une durée de 10 ans à compter de la dernière signature des parties.***

La fixation de cette durée ne fait pas obstacle à ce que le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier en prononce la résiliation, dans les conditions de l'article 7.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'OCCUPATION

La présente convention est conclue sous le régime de l'occupation temporaire du domaine public. En conséquence, l'occupant ne pourra en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou bail d'habitation ou d'une autre réglementation susceptible de conférer notamment un droit au maintien dans les lieux.

L'occupant devra procéder à l'entretien courant, menues réparations, grosses réparations et les travaux d'entretien utiles au maintien des lieux.

Tous les travaux entraînant démolition, construction ou percement ne pourront être réalisés qu'avec l'accord préalable du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

L'occupant devra jouir des lieux raisonnablement et sera tenu de laisser visiter ceux-ci par le propriétaire ou son représentant dûment habilité.

Le CCAS de Montpellier autorise la mise à disposition du bien au profit d'un tiers.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

4-1 Redevance et charges

La mise à disposition est réalisée à titre gratuit pour motif d'intérêt général.

L'occupation des bâtiments contribuera notamment à leur conservation, contrairement à la situation actuelle où les locaux sont vacants et ne présente pas un objet commercial.

L'occupant aura à sa charge tous les frais nécessaires au bon fonctionnement des installations et de la gestion de l'établissement et notamment les fluides.

4-2 Impôts et taxes

L'occupant prend à sa charge tous impôts, taxes et redevances dus en raison de l'occupation du bien et tous impôts, taxes et redevances du propriétaire.

ARTICLE 5 – INCESSIBILITE

La présente convention peut être transmise ou cédée à un tiers sans l'autorisation préalable du CCAS de Montpellier. Toutefois, l'occupant informera le CCAS de Montpellier de la mise à disposition.

ARTICLES 6 – ASSURANCES

L'occupant s'interdit tout recours contre le CCAS à l'occasion d'accidents ou de sinistre quelconques, d'ordre matériel ou corporel, susceptibles de survenir sur le site. L'occupant s'engage à souscrire les assurances nécessaires à l'utilisation des lieux à savoir contre l'incendie, les explosions, le vol, la foudre, le bris de glace et les dégâts des eaux, à une compagnie française, ses mobiliers, matériel, marchandises et glaces, le déplacement et le remplacement desdits, ainsi que les risques locatifs et le recours des voisins et des tiers. L'attestation est remise en même temps que la signature de la convention par l'occupant.

ARTICLE 7 – RESILIATION

7-1 Résiliation unilatérale

*** Par le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier**

Du fait du caractère précaire et révocable de la présente convention, le Centre Communal d'Action Sociale peut la résilier à tout moment pour motif d'intérêt général, moyennant un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé réception.

Dans ce cas, l'occupant ne pourra pas prétendre à une indemnité correspondant au préjudice éventuel.

*** Par l'occupant**

L'occupant peut résilier la présente convention sous réserve d'un préavis de trois mois par lettre recommandée avec accusé réception.

7-2 Résiliation unilatérale pour faute de l'occupant

En cas d'inexécution par l'occupant des obligations contractuelles résultant de la présente convention, la convention pourra être résiliée sans indemnité.

7-3 Fin anticipée de la convention

En cas d'accord amiable, les parties pourront mettre fin de façon anticipée à la présente convention sans indemnité.

ARTICLE 8 – ETAT DES LIEUX

Avant l'entrée en jouissance, ainsi qu'à la sortie des lieux, les parties établissent contradictoirement un état des lieux produit en annexe.

ARTICLE 9 – RECLAMATION DES TIERS OU CONTRE LES TIERS

L'occupant devra faire son affaire personnelle à ses risques, périls et frais, sans que le CCAS de Montpellier puisse être inquiété ou recherché, de toutes réclamations faites par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers, notamment pour bruits, odeurs, chaleurs ou trépidations causés par lui ou par des appareils lui appartenant.

Au cas néanmoins où le CCAS de Montpellier aurait à payer des sommes quelconques du fait du l'occupant, celui-ci serait tenu de les lui rembourser sans délai.

L'occupant fera son affaire personnelle de tous dégâts causés aux lieux loués et tous troubles de jouissance causés par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers et se pourvoira directement contre les auteurs de ces troubles sans que le CCAS puisse être recherché.

ARTICLE 10 – GARDIENNAGE ET VISITES

L'occupant fera son affaire personnelle du gardiennage et de la surveillance de ses locaux, le CCAS de Montpellier ne pouvant en aucun cas et à aucun titre être responsable des vols ou détournements dont l'occupant pourrait être victime dans les locaux loués.

Le propriétaire pourra visiter la chose louée ou la faire visiter par toute personne mandatée par lui, pour la surveillance et l'entretien de l'immeuble et de toutes les installations, toutes les fois que cela sera nécessaire, sous réserve d'en aviser préalablement l'occupant. Il pourra également en vue de la vente ou de la relocation de la chose louée, le faire visiter chaque jour ouvrable.

ARTICLE 11 – DESTRUCTION DES LIEUX LOUES

Si les locaux loués viennent à être détruits en totalité par un événement indépendant de la volonté du CCAS, la présente convention sera résiliée de plein droit, sans indemnité ;

En cas de destruction partielle, la présente convention pourra être résiliée sans indemnité à la demande de l'une ou l'autre des parties.

ARTICLE 12 – INTERRUPTION DANS LES SERVICES COLLECTIFS

Le CCAS de Montpellier ne pourra être rendu responsable des irrégularités ou interruptions dans le service des eaux, du gaz, de l'électricité ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble, le CCAS n'étant pas tenu, au surplus, de prévenir l'occupant des interruptions.

ARTICLE 13 – RESTITUTION DES LOCAUX

A l'occasion de l'expiration de la convention, l'occupant devra prévenir le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier de la date de son déménagement un mois à l'avance afin de permettre au CCAS de Montpellier de faire à l'administration fiscale les déclarations voulues.

Il devra rendre les clés le jour de son déménagement, même si ce dernier a lieu avant l'expiration du terme en cours.

ARTICLE 14 – TOLERANCES

Une tolérance relative à l'application des clauses et conditions de la présente convention ne pourra jamais, qu'elle qu'elle ait pu en être la durée ou la fréquence, être considérée comme une modification ou suppression de ces clauses et conditions.

ARTICLE 15 – REGLEMENTATIONS DES LITIGES

Les contestations qui pourraient s'élever au sujet de la validité, de l'exécution, de l'interprétation ou de la résiliation de la présente convention seront de la compétence du Tribunal Administratif de Montpellier

Fait à Montpellier, le

En 4 exemplaires

L'occupant, Ville de Montpellier,

Le CCAS de Montpellier,

| | |
|--|--|
| Monsieur Max LEVITA Adjoint délégué | Madame Annie YAGUE Vice- Présidente du CCAS |
|--|--|

